

# Rapport annuel 2013

Coopération internationale de la Suisse



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Direction du développement  
et de la coopération DDC

Secrétariat d'Etat à l'économie SECO

<b>Points forts 2013</b>	<b>4</b>
<b>Editorial avec M. Dahinden / M.-G. Ineichen-Fleisch</b>	<b>7</b>
<b>Politique de développement</b>	<b>8</b>
<hr/>	
 <b>PRÉVENTION DES CRISES ET AIDE D'URGENCE</b>	<b>12</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aide humanitaire</li> <li>• Travail dans des contextes fragiles</li> <li>• Résistance aux crises</li> </ul>	
<b>Carte blanche</b>	<b>19</b>
<hr/>	
 <b>ACCÈS AUX RESSOURCES ET AUX SERVICES DE BASE</b>	<b>20</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Santé</li> <li>• Gestion durable de l'eau et assainissement</li> <li>• Education de base et formation professionnelle</li> <li>• Exploitation durable des terres</li> </ul>	
<b>Carte blanche</b>	<b>27</b>
<b>Culture</b>	<b>28</b>
<b>Nos régions d'intervention</b>	<b>30</b>
<hr/>	
 <b>CROISSANCE ÉCONOMIQUE DURABLE</b>	<b>32</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Stabilité financière et bonne gouvernance</li> <li>• Croissance durable du commerce</li> <li>• Développement du secteur privé et des services financiers</li> <li>• Infrastructures et développement urbain</li> </ul>	
<hr/>	
 <b>DÉMOCRATIE ET ÉCONOMIE DE MARCHÉ</b>	<b>38</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Consolidation des parlements, démocratisation et réforme de l'Etat</li> <li>• Promotion de l'administration locale</li> <li>• Déploiement de l'économie de marché</li> </ul>	
<b>Recherche</b>	<b>44</b>
<hr/>	
 <b>UNE MONDIALISATION PROPICE AU DÉVELOPPEMENT</b>	<b>46</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Protection de l'environnement et des ressources naturelles</li> <li>• Energies renouvelables et efficacité énergétique</li> <li>• Exploitation efficace des ressources</li> </ul>	
<b>Partenariats en Suisse</b>	<b>53</b>
<b>Coopération multilatérale</b>	<b>54</b>
<b>La DDC et le SECO</b>	<b>58</b>
<b>Statistiques 2013</b>	<b>59</b>
<b>Impressum</b>	<b>60</b>

## POINTS FORTS 2013

---

1



---

### **DIALOGUE CONSTRUCTIF SUR LA MIGRATION**

En mars 2013, 50 pays réunis au Bangladesh ont signé la Déclaration de Dhaka. Par ce geste, ils ont souligné leur volonté d'inclure la migration, la croissance démographique et l'urbanisation dans les futurs débats sur le développement durable. La DDC a contribué au succès des négociations, puisqu'elle œuvre depuis des années pour intégrer la migration et ses divers aspects dans les discussions sur le développement.

2



---

### **ELIMINER LES CAUSES DE LA FRAGILITÉ**

La DDC appuie depuis 2006 la réforme des registres fonciers dans la province de Ngozi (Burundi). Grâce au GPS, à de nombreux entretiens et à l'amélioration des structures institutionnelles, plus de 10 000 familles ont pu enregistrer leurs propriétés foncières. Ce projet a ainsi atténué les conflits pour l'accès aux terres arables. Le gouvernement et d'autres donateurs appliquent désormais la même approche dans d'autres provinces.

3



---

### **LA SUISSE PARTICIPE À LA DÉFINITION DU DÉVELOPPEMENT**

La Suisse prend activement part à la définition du nouvel agenda mondial du développement. En 2013, elle a pu orienter les activités du Fonds de la Banque mondiale sur les populations les plus démunies. Celui-ci accorde désormais une importance particulière aux principales préoccupations de la coopération suisse : engagement dans les contextes fragiles, égalité des sexes et changement climatique.

4



---

### **AMÉLIORATION DES SOINS MÈRE-ENFANT**

Ces dernières années, la Suisse a largement contribué à améliorer la prise en charge des mères et des enfants avant et après la naissance en République de Moldova. Des services d'urgences pédiatriques ont également été mis en place dans toutes les régions du pays. Ces efforts ont permis à ce pays d'atteindre l'Objectif du Millénaire pour le Développement consistant à réduire la mortalité infantile.

5



---

### **PROMOUVOIR LA DURABILITÉ**

Le SECO a conclu en 2013 un partenariat stratégique avec la fondation néerlandaise « Sustainable Trade Initiative », que le Conseil fédéral a décidé de financer à raison de 30 millions de francs ces quatre prochaines années. Ce partenariat souligne et renforce l'engagement actuel en faveur des chaînes de création de valeur durables dans des secteurs agricoles tels que le cacao, le café, le coton, l'huile de palme et le soja.

6



---

### **150<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DU CICR**

Que ce soit dans la crise syrienne, en République centrafricaine ou aux Philippines après le passage du typhon, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) est l'un des principaux partenaires de l'Aide humanitaire de la Confédération. Pour marquer le 150<sup>e</sup> anniversaire du CICR en 2013, la Suisse a fait un geste particulier à son intention : elle a pris à sa charge les coûts du recrutement et de la formation de 150 nouveaux délégués.



*Les risques mondiaux, tels le changement climatique, la migration ou les crises économiques et financières, touchent toutes les régions et tous les habitants de notre planète. Les pays en développement y sont toutefois plus sensibles et moins à même de résister à leurs conséquences. Ces risques peuvent donc mettre en péril la stabilité, la lutte contre la pauvreté et les chances de développement d'un pays.*

*La coopération internationale de la Suisse concentre ses activités sur six défis mondiaux. Ce faisant, elle élabore des solutions novatrices et transfrontalières, participe activement au dialogue politique multilatéral et favorise la diffusion de connaissances.*

*Les photos qui illustrent le rapport annuel donnent un aperçu de ces programmes globaux.*





*Martin Dahinden,  
Directeur de la DDC*



*Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch,  
Secrétaire d'Etat, directrice du SECO*

*Editorial de Martin Dahinden et Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch*

## « PRENDRE EN COMPTE DES RÉALITÉS DIVERSES »

En 2013, la proportion des personnes vivant dans une pauvreté extrême avait diminué de moitié par rapport à 1990. Pour la première fois, il apparaît dès lors possible de surmonter l'extrême pauvreté en l'espace d'une génération. De nombreux pays émergents et en développement affichent en outre des taux de croissance remarquables et gagnent en importance politique.

Cette évolution est positive. Elle ne représente toutefois qu'une facette de la réalité. Dans bien des régions, l'année écoulée a été marquée par des conflits et des crises, par de grandes disparités et des tendances divergentes. La Syrie, le Soudan du Sud et la République centrafricaine reflètent une réalité qui contraste fortement avec l'essor des pays émergents et les succès enregistrés dans la lutte contre la pauvreté.

Le fossé qui sépare ces réalités pose un sérieux défi à la coopération internationale, qui doit apporter des réponses à des problèmes fort différents : à la fragilité comme aux risques transfrontaliers et aux questions de développement durable, mais aussi aux revendications de liberté et de justice sociale.

### **Stratégie unique**

En 2013, la Direction de la coopération et du développement (DDC) et le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) se sont pour la première fois dotés d'une stratégie commune, définie dans le message concernant la coopération internationale 2013–2016. Aide humanitaire, coopération technique au développement, mesures de politique économique et commerciale et coopération avec les Etats d'Europe de l'Est et de la CEI suivent désormais le même cap. Nous

sommes ainsi mieux à même d'aborder les différents problèmes, de conjuguer et d'unir nos forces. Dans ce contexte, l'éradication de la pauvreté reste l'objectif premier de la coopération internationale de la Suisse. En se focalisant davantage sur les Etats fragiles et les risques mondiaux, celle-ci s'adapte à l'évolution du contexte international.

Ces dernières années, la DDC et le SECO ont accru leurs efforts en vue de rendre compte plus systématiquement et plus exhaustivement des résultats de leurs activités. Cette volonté transparait dans la structure du présent rapport, qui s'articule autour des cinq objectifs stratégiques de la coopération internationale de la Suisse.

### **Un guide vers le développement durable**

L'année dernière, l'OCDE a examiné et salué la grande qualité de notre travail. Nous bénéficions toujours d'une assise solide au sein de la population suisse et du Parlement fédéral. Cela dit, nous sommes conscients qu'il ne sera pas aisé de relever les nouveaux défis qui se posent à nous. Pour contribuer à résoudre des problématiques complexes, nous devons faire preuve de souplesse et de persévérance, mais aussi d'un engagement sans faille axé sur le long terme.

Voilà pourquoi la Suisse participera activement ces deux prochaines années aux négociations visant à définir un nouveau programme mondial de développement. Nous voulons mettre nos connaissances et notre expérience au service de ce processus, pour qu'il débouche, en 2015, sur l'adoption d'un agenda constituant un véritable guide universel vers le développement durable.

## UNE COOPÉRATION ADAPTÉE AUX RÉALITÉS MONDIALES

---

La coopération internationale doit répondre à des exigences toujours plus complexes. Le nombre de défis à relever et d'acteurs a augmenté, les problèmes sont de plus en plus liés et exigent des approches transfrontalières. La Suisse s'est dotée d'une stratégie qui tient compte de ces changements. Au niveau international, elle préconise l'adoption d'un cadre de développement qui prenne en considération les nouvelles réalités planétaires.

La carte mondiale de la pauvreté est en profonde mutation. Malgré la crise financière et internationale qui a frappé le monde entier, nombre de pays en développement ont enregistré une forte croissance économique ces dernières années. Des Etats comme la Chine et l'Inde, mais aussi le Ghana ou l'Indonésie, ont atteint le niveau de pays à revenus moyens.

### **Nouvelle géographie de la pauvreté**

Dans de nombreux pays en développement, cet essor économique ne profite pas à tous. Les progrès en matière de développement se caractérisent par d'importantes disparités entre pays, régions et groupes sociaux.

La majorité des personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté ne se trouve plus dans les pays en développement les plus pauvres, mais dans les Etats à revenus moyens. Grâce à leur croissance économique, ceux-ci disposent de davantage de ressources à investir dans leur développement. Le plus souvent, les progrès en termes de bien-être sont toutefois mal répartis et ne profitent guère aux plus défavorisés.

### **Une coopération internationale de plus en plus complexe**

Un tiers des plus démunis, soit quelque 350 millions de personnes, vivent toujours dans des Etats fragiles, où les conflits, la violence, la corruption et l'instabilité politique entravent sérieusement la lutte efficace et durable contre la pauvreté. Seule une petite minorité des plus de 40 Etats fragiles atteindront les Objectifs du Millénaire pour le Développement d'ici 2015. La fragilité structurelle ne se limite toutefois pas aux seuls Etats pauvres, mais touche aussi les pays à revenus

moyens. Dès lors, les régions d'intervention de la DDC et du SECO ne forment pas des entités homogènes.

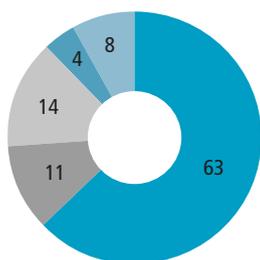
On observe, dans le cadre de la coopération internationale, que le nombre des intervenants continue de croître rapidement dans les pays émergents et en développement. De nouveaux Etats donateurs du Sud jouent un rôle important, et les acteurs de la société civile et du secteur privé gagnent en importance. Dans le même temps, les défis mondiaux, tels le changement climatique et la sécurité alimentaire, exigent des solutions et des partenariats qui dépassent les frontières.

### **Fragilité et risques mondiaux au cœur de l'engagement de la Suisse**

Dans leur stratégie commune, définie dans le message concernant la coopération internationale 2013–2016, la DDC et le SECO tiennent compte de ce changement. En orientant leur coopération sur les contextes fragiles, ils consentent un investissement important sur le long terme, qui intervient là où le besoin s'en fait le plus sentir. Dans de tels contextes, la patience et la persévérance sont de mise, car il faut du temps pour mettre en place et stabiliser des structures étatiques et gagner la confiance de la population.

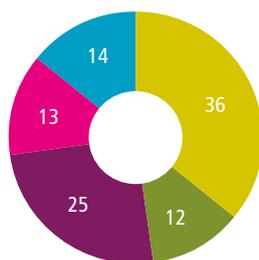
En mettant davantage l'accent sur les risques mondiaux, la Suisse prend en considération le caractère international des nombreux défis de notre temps. Ceux-ci comprennent par exemple le changement climatique, la migration, l'instabilité des marchés financiers ou encore les épidémies. Or la lutte contre

Graphique 1  
**AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD) DE LA SUISSE 2013 (EN %)**



- DDC
- SECO
- Requérants d'asile (ODM)
- Paix et sécurité (DSH/DDPS)
- Autres

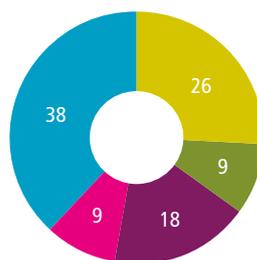
Graphique 2  
**DDC BILATÉRAL RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE 2013<sup>1</sup> (EN %)**



- Afrique subsaharienne
- Afrique du Nord, Proche-Orient et Moyen-Orient
- Asie
- Amérique latine
- Europe de l'Est et CEI

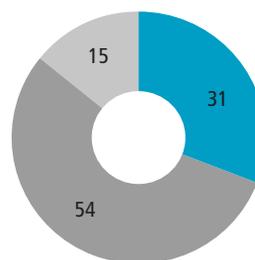
<sup>1</sup> Non compris contributions non réparties géographiquement et contribution à l'élargissement de l'UE

Graphique 3  
**SECO BILATÉRAL RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE 2013<sup>1</sup> (EN %)**



- Afrique subsaharienne
- Afrique du Nord, Proche-Orient et Moyen-Orient
- Asie
- Amérique latine
- Europe de l'Est et CEI

Graphique 4  
**APD MULTILATÉRALE DE LA SUISSE 2013 (EN %)**



- Organisations des Nations Unies
- Institutions financières internationales
- Autres organisations internationales

la pauvreté est étroitement corrélée à ces phénomènes.

Face à la multiplication et à la diversification des intervenants dans la coopération internationale, la Suisse renforce sa collaboration avec les acteurs du secteur privé et de la société civile. Elle mise également davantage sur la coopération multilatérale.

### Définition d'un nouveau cadre de développement

L'année 2013 a notamment été marquée par l'élaboration d'un nouveau cadre de développement pour l'après-2015, que l'Assemblée générale de l'ONU adoptera fin 2015. Faisant suite aux Objectifs du Millénaire pour le Développement, ce cadre devra intégrer les principes du développement durable. L'objectif est extrêmement ambitieux : il s'agit pour la première fois d'inclure les dimensions écologique, économique et sociale – soit les trois piliers du développement durable – dans un programme mondial de développement.

La Suisse a tout intérêt à ce que le programme pour l'après-2015 soit un succès. Elle compte en effet par-

mi les membres actifs du groupe de travail ouvert de l'ONU sur les objectifs d'un développement durable et a assumé un rôle directeur dans les consultations mondiales concernant l'eau et la dynamique des populations. Au sein de l'administration fédérale, c'est la DDC qui est chargée de coordonner les travaux. En 2013, elle a mené de vastes consultations concernant la position de la Suisse. Le groupe de travail interdépartemental ad hoc poursuivra ses travaux jusqu'en été 2014 pour affiner cette position et, en automne, le Conseil fédéral définira un mandat de négociation en vue des délibérations internationales qui débiteront en hiver dans le cadre de l'Assemblée générale de l'ONU.

### Renforcer la cohérence

L'un des défis de ces négociations consistera à dépasser les conflits d'intérêt pouvant opposer les dimensions environnementale, économique et de développement. De plus, les nouveaux objectifs ne devront pas s'appliquer aux seuls pays en développement, mais auront un caractère universel.

Dans un monde globalisé, les solutions durables passent en effet par un changement de comporte-

ment de tous les acteurs. Le nouveau message du Conseil fédéral tient compte des interactions mondiales et met davantage l'accent sur la cohérence entre la politique de développement et d'autres politiques sectorielles, par exemple dans le domaine de la migration, des questions financières et fiscales internationales ainsi qu'en relation avec le commerce des matières premières. L'orientation de la politique extérieure en matière de migration ainsi que les efforts suisses en vue d'instaurer un développement écologiquement durable et de le financer ont montré en 2013 que la collaboration entre les différents offices et départements fonctionnait bien et que la Suisse prenait au sérieux la nécessité d'assurer la cohérence politique pour le développement.

Au niveau international, il importe aussi de mieux harmoniser les politiques et les activités de divers acteurs bilatéraux et multilatéraux. L'élaboration d'un nouveau cadre de développement international représente une grande opportunité pour y parvenir.

*« Dans un monde globalisé, les solutions durables passent par un changement de comportement de tous les acteurs. Le nouveau message du Conseil fédéral tient compte des interactions mondiales. »*

## ***EXCELLENTE NOTES POUR LA SUISSE***

---

*L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a décerné de très bonnes notes à la coopération internationale de la Suisse. Dans le cadre de son examen par pays, le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE a évalué en 2013 la qualité et l'efficacité des activités suisses dans les pays en développement, dans les pays émergents et dans les pays en transition.*

*Il arrive à la conclusion que la Suisse obtient de très bons résultats. Pratiquement toutes les recommandations formulées au terme du dernier examen, réalisé en 2009, sont en tout ou partie appliquées.*

*La Suisse a renforcé ses efforts sur la réduction de la pauvreté et l'atténuation des risques mondiaux. Elle a développé ses activités dans les contextes fragiles et elle mène une collaboration exemplaire avec les organisations multilatérales. Elle a amélioré sa coopération avec le secteur privé. L'OCDE estime donc qu'elle tient compte de l'évolution et des mutations du contexte mondial.*

*La décision du Parlement suisse d'augmenter l'aide publique au développement à 0,5 % du revenu national brut d'ici 2015 a été particulièrement saluée par la CAD. Il en est de même pour l'adoption de la nouvelle stratégie commune de coopération internationale de la Suisse.*

*L'OCDE estime que la Suisse pourrait encore optimiser sa coopération en harmonisant la politique de développement avec d'autres politiques sectorielles, telles les politiques agricole, migratoire et environnementale. Elle devrait par ailleurs accroître la concentration géographique de ses ressources et jouer un rôle plus actif au sein des forums internationaux et des organismes multilatéraux.*



*La petite ville de Muinak, en Ouzbékistan, vivait naguère essentiellement de la pêche, mais le retrait de la mer d'Aral a laissé la place à un désert de sable. L'assèchement de ce lac salé, causé par l'homme, a pratiquement privé l'agriculture de la région de toute ressource.*

*Partout dans le monde, les réserves en eau deviennent rares et font l'objet d'une pression croissante. Le programme global Initiatives Eau recherche des solutions aux problèmes de la gestion des ressources hydriques, notamment l'accès à l'eau potable et l'utilisation de l'eau dans l'agriculture, l'industrie et les ménages.*



## PRÉVENTION DES CRISES ET AIDE D'URGENCE

- Aide humanitaire
- Travail dans des contextes fragiles
- Résistance aux crises

*La Suisse fournit une aide aux populations victimes de conflits armés, de catastrophes naturelles ou d'autres crises. Ces activités consistent à prévenir et à limiter les risques naturels et les conflits violents, à fournir une aide humanitaire en situation d'urgence, à gérer les conflits ainsi qu'à reconstruire les infrastructures, à réhabiliter les structures étatiques et à réformer le secteur de la sécurité.*

*L'aide humanitaire intervient le plus souvent à court terme (à titre d'aide d'urgence), mais est fournie aussi longtemps que nécessaire. Des priorités sont définies pour ce qui est des engagements humanitaires à plus long terme (reconstruction) et les mesures de développement (emplois, services sociaux, édification de l'Etat).*

## ENGAGEMENT EN FAVEUR DES VICTIMES DE CONFLITS ET DE CATASTROPHES

Sauver des vies et soulager des souffrances, telle est la mission première de l'aide humanitaire. L'engagement de la Suisse va toutefois au-delà de l'aide d'urgence. Une coopération plus vaste, en particulier dans les Etats fragiles, est en effet indispensable pour protéger la population et contribuer à rétablir la stabilité économique et politique.

Syrie, mars 2011 : des citoyennes et citoyens descendent dans la rue. Inspirés par les révoltes dans le monde arabe, ils exigent des réformes politiques. Tout d'abord modeste, le mouvement s'amplifie rapidement après les interventions violentes des forces de sécurité. La situation s'aggrave au point de déboucher sur une guerre civile, dans laquelle la population est prise pour cible. La vie quotidienne en Syrie est dès lors marquée par de graves violations des droits de l'homme et le non-respect du droit humanitaire international. La situation humanitaire est catastrophique, les gens manquent d'eau, de nourriture et de soins.

Les conséquences du conflit se font depuis longtemps sentir dans les Etats voisins. Fin 2013, environ 2,5 millions de Syriennes et de Syriens avaient quitté leur pays. Or le Liban, la Jordanie et l'Irak, soit les pays qui accueillent la plupart des réfugiés syriens, sont eux-mêmes confrontés à des situations délicates, notamment en matière de sécurité. Les ressources font défaut pour accueillir les personnes dans le besoin.

### **Protéger la population civile**

Si l'ampleur de la crise syrienne est sans pareille, la liste des conflits armés qui perdurent est longue. Afgha-



nistan, Somalie ou République centrafricaine : les foyers de crise montrent que c'est dans les contextes fragiles que le potentiel conflictuel est le plus élevé, c'est-à-dire là où les institutions sont faibles ou instables et où la population vit dans la pauvreté extrême, tout en subissant la violence, la corruption et l'arbitraire politique. Dans ces conditions, l'Etat n'assume plus ses fonctions de base, comme garantir la sécurité et l'état de droit. Des conflits locaux peuvent alors se propager tels des incendies et ont souvent des conséquences désastreuses pour les personnes touchées.

La protection de la population civile occupe une place centrale dans l'aide humanitaire : elle est déployée avant, pendant et après des conflits, des crises et des catastrophes naturelles, au bénéfice des personnes sinistrées. Pour distribuer du matériel de secours et couvrir les besoins de base, il est essentiel de pouvoir accéder aux victimes au plus vite et sans entraves. Dans les contextes fragiles, cet accès représente souvent un défi de taille.

#### Collaboration à tous les échelons

La protection et l'aide d'urgence ne suffisent toutefois pas à elles seules à garantir des perspectives durables aux bénéficiaires. Pour cela, il importe d'appliquer une approche plus globale et à plus long terme, qui englobe la stabilisation des pays concernés

et le renforcement de l'économie locale. Une telle approche passe par une collaboration étroite avec le gouvernement, les autorités locales, les organisations et les œuvres d'entraide multilatérales ainsi que les représentants de la société civile.

La coopération au développement axée sur le long terme joue un rôle crucial dans l'élimination des causes de la fragilité, et l'on sait depuis longtemps que la fragilité est l'un des principaux obstacles à une lutte efficace et durable contre la pauvreté. Selon la Banque mondiale, la sous-alimentation et la mortalité infantile sont deux fois plus élevées dans les Etats fragiles que dans les autres pays en développement.

La fragilité ne concerne pas que les pays les plus pauvres. La moitié des Etats fragiles figurent parmi les pays à revenu moyen par habitant.

#### Approche globale

La coopération internationale de la Suisse possède une longue expérience dans les Etats fragiles et sait combien il importe d'associer l'aide humanitaire à des programmes et à des projets de développement à long terme. La moitié des quelque 30 pays et régions sur lesquels la Suisse concentre ses activités sont considérés comme fragiles. Afin de les aider à progresser vers la stabilité, elle accroîtra jusqu'à 20 % son engagement financier en leur faveur d'ici 2016.

*« La protection de la population civile occupe une place centrale dans l'aide humanitaire : elle est déployée avant, pendant et après des conflits, des crises et des catastrophes naturelles au bénéfice des personnes sinistrées. »*



## L'EAU POTABLE, ÇA VOUS CHANGE LA VIE!

*La DDC assure un accès à l'eau potable aux réfugiés sud-soudanais qui rentrent chez eux et leur offre une chance de recommencer leur vie dans leur pays.*



*En 2011, l'accession du Soudan du Sud à l'indépendance après 30 années de guerre civile a suscité beaucoup d'espairs. Environ 1,9 million d'habitants sont retournés dans leur patrie. Certains se sont installés dans l'un des nombreux camps le long de la frontière avec le Soudan. Joseph et Santino vivent ainsi depuis le printemps 2013 dans un camp situé dans l'Etat du nord Bahr el Ghazal, dont un tiers de la population est formé de réfugiés rentrés au pays.*

*Au camp, la vie est rude et les besoins immenses. Un trou d'eau insalubre constitue le seul point d'eau, source de dangereuses maladies. La DDC est l'un des rares organismes d'aide internationaux présents dans la région. Là où vivent les deux jeunes*

*gens, elle creuse et répare des puits pouvant atteindre jusqu'à 80 m de profondeur. L'eau potable est remontée à la surface à l'aide de pompes à bras. Heureusement, la région de Bahr el Ghazal est largement épargnée par le conflit armé qui a éclaté fin 2013. En collaboration avec les autorités locales, la DDC s'active inlassablement à garantir l'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires de base, tout en impliquant directement la population dans ses activités.*

*Grâce à ce projet, plus de 130 000 habitants des environs ont désormais accès à de l'eau potable. Cela a changé leur existence : « L'eau de la pompe ne me rend pas malade et elle est bien meilleure que celle du trou d'eau », déclare Santino.*



C'est l'une des raisons pour lesquelles plus de 100 000 personnes ont bénéficié de l'aide suisse aux victimes de la crise syrienne en 2013. Grâce à des versements en argent comptant, quelque 20 000 réfugiés syriens ont par exemple été logés dans 2400 familles d'accueil au Liban. De par le monde, environ un million de personnes ont par ailleurs bénéficié en 2013 de projets de reconstruction menés par l'aide humanitaire de la Confédération.

Dans les états fragiles, la DDC et le SECO collaborent étroitement avec des organisations internationales, des œuvres d'entraide suisses ainsi que les autorités locales et nationales. Les programmes que la Suisse réalise au Mali, en Haïti et en Afrique du Nord, où les interventions humanitaires sont étroitement coordonnées avec les projets de développement à long terme, illustrent l'approche globale appliquée par la Suisse.

La DDC soutient en outre des organisations humanitaires qui s'attachent à protéger la population civile. Sur place, elle œuvre pour que l'on donne la parole aux populations concernées. Le SECO soutient plus spécifiquement des initiatives qui préparent les pays partenaires à faire face aux crises et à mieux y résister.

#### **Un environnement de travail à haut risque**

Œuvrer dans les contextes fragiles ne va pas sans risque. Ces dix dernières années, près de 900 personnes ont été tuées en accomplissant des tâches humanitaires, et ces victimes travaillaient le plus souvent dans leur propre pays. La politisation croissante de l'aide humanitaire représente aussi un risque. Des groupes politiques tendent de plus en plus à se servir des organisations humanitaires pour atteindre leurs objectifs et entravent ainsi leur travail. Ces visées ont souvent des conséquences directes sur la population civile, qui a besoin d'accéder d'urgence au matériel de secours. La crise syrienne illustre parfaitement ce type de risque. Voilà pourquoi l'indépendance, l'impartialité et la neutralité restent les principes fondamentaux de l'aide humanitaire suisse.

*« Dans les Etats fragiles, la DDC et le SECO collaborent étroitement avec des organisations internationales, des œuvres d'entraide suisses ainsi que les autorités locales et nationales. »*

## **RÉDUIRE LES RISQUES DE CATASTROPHE**

*Sécheresses, inondations, tempêtes et séismes sont des événements qui engendrent la détresse et le besoin. Ces 30 dernières années, le nombre de crises causées par des catastrophes naturelles a triplé. Si cette multiplication est surtout due à l'instabilité politique, à l'absence de ressources et au manque de prévention, le changement climatique est aussi en cause.*

*Réduire les risques de catastrophes est l'une des conditions pour instaurer un développement durable et figure parmi les préoccupations prioritaires de la DDC. Dans le cadre de la « réduction des risques de catastrophes », cette dernière vise ainsi à atténuer les risques existants et à contrer les dangers qui menacent.*

*Ces dernières années, la DDC a consacré environ 10 % des ressources non affectées de l'aide humanitaire (quelque 10 millions de francs) à la réduction des risques de catastrophes. L'investissement est payant puisqu'il a permis d'éviter chaque année des dégâts qui auraient atteint entre 40 et 70 millions de francs.*

*La réduction des risques ne joue pas seulement un rôle crucial face aux catastrophes naturelles. La crise financière a en effet prouvé que les risques financiers peuvent aussi être lourds de conséquences, tant dans le monde industrialisé que dans les pays en développement. Le SECO vient en aide aux pays partenaires en renforçant leur capacité à résister à d'éventuelles crises. Il soutient par exemple des réformes administratives visant à améliorer la gestion des finances publiques. En améliorant la planification des recettes et des dépenses, de même que la gestion de la dette, ces pays seront mieux armés pour faire face à une crise.*



## « LA VIE DES GENS DÉPENDAIT DE LA QUALITÉ DE MON TRAVAIL »

*Heidi, 37 ans, est travailleuse sociale à Daanbantayan, l'une des villes des Philippines les plus gravement touchées par le typhon Haiyan. Elle a été l'interlocutrice de l'équipe de secours de la DDC.*



« J'ai vécu le typhon en direct. Une partie de mon toit a été arrachée et j'ai eu très peur. Lorsque j'ai appris, plus tard, combien de personnes sont mortes dans ma ville natale, j'ai compris que nous avons malgré tout eu de la chance. Ici, la tempête n'a détruit que des maisons, des cocotiers et des bateaux de pêche.

Après la catastrophe, le maire de la commune m'a chargée de distribuer le matériel d'aide. Avec mon équipe, nous avons enregistré les données des personnes qui avaient besoin d'une aide d'urgence. Avant le passage du typhon, j'avais déjà eu l'occasion de collaborer directement avec les habitants du quartier et cette expérience m'a été fort utile. Nous avons

travaillé presque 24 heures sur 24. Pour la première fois, j'ai eu l'impression que la vie des gens dépendait de la qualité et de la rapidité de mon travail.

J'ai rencontré l'équipe de la DDC pour la première fois quatre jours après le typhon, lors d'un entretien avec le maire. Au début, nous avons distribué ensemble des paquets alimentaires aux familles les plus pauvres. Peu après, nous avons commencé à donner des sets de construction, des outils et des matériaux de toiture, pour permettre aux familles sinistrées de réparer elles-mêmes leurs maisons. Je suis très heureuse d'avoir pu aider des gens dans le besoin. Savoir que je suis capable d'assumer des responsabilités en cas d'urgence me pousse à aller de l'avant. »



## « IL EST ESSENTIEL DE S'INVESTIR SUR LE LONG TERME »

*De 2010 à 2013, Sabine Rosenthaler a été responsable de programme dans le cadre d'une mission du Corps suisse d'aide humanitaire en Haïti.*



**Quels ont été les principaux défis durant cette intervention ?**

Avant le séisme déjà, Haïti était considéré comme un pays fragile. Les structures étatiques sont défaillantes et les infrastructures ne correspondent pas aux besoins. Une situation politique instable n'a fait qu'accroître les difficultés auxquelles nous avons été confrontés. Nous avons dû faire preuve d'une grande souplesse et de beaucoup de persévérance.

**Haïti reste sujet aux catastrophes naturelles en raison de sa situation géographique.**

Après le séisme, la DDC a ouvert un centre de compétences, qui analyse les risques, sensibilise la population et les institutions, et propose des conseils. En Haïti, les standards de construction sont très bas, et les normes parfois inexistantes. C'est pourquoi,

parallèlement à la reconstruction des écoles, la DDC a mis au point des plans types de bâtiments scolaires et organisé un cours de construction parasismique destiné aux maçons. A moyen terme, des activités sont prévues afin de mieux préparer la population aux dangers des cyclones, ainsi qu'aux inondations et aux glissements de terrain qu'ils provoquent.

**Haïti compte depuis 2013 parmi les pays prioritaires de la DDC. Qu'est-ce que cela implique pour ses activités sur le terrain ?**

Dans un pays aux institutions fragiles, où les besoins humanitaires sont importants et récurrents, il est essentiel de s'investir sur le long terme. Pour induire des changements durables et favoriser la stabilité, l'aide humanitaire doit être associée à la coopération au développement.



## RÉSULTATS 2013

### AFRIQUE DU NORD ET PROCHE-ORIENT

- 1 En 2013, l'aide de la DDC aux victimes de la crise syrienne est parvenue à plus de 100000 personnes en Syrie même et dans les pays voisins. Elle a bénéficié en priorité aux groupes particulièrement fragiles, tels les enfants et les mères célibataires. Le soutien a été fourni sous diverses formes : moyens financiers versés à des partenaires humanitaires, interventions directes, spécialistes mis à disposition d'organisations de l'ONU et promotion du dialogue humanitaire.
- 2 Les efforts de la DDC pour former des équipes nationales de recherche et de sauvetage dans les villes portent leurs fruits. En 2013, l'équipe de sauvetage jordanienne a été certifiée au niveau international.
- 3 Grâce à l'aide versée en espèces à 2400 familles d'accueil, quelque 20000 réfugiés syriens sont logés durablement au Liban. Fin 2013, 5 millions de francs ont par ailleurs été débloqués pour l'aide

d'hiver (vêtements d'hiver, couvertures chaudes, chauffages, etc.) destinée aux réfugiés syriens.

### AMÉRIQUE LATINE

- 1 En Colombie, le programme soutenu par le SECO, qui vise à réduire les risques financiers, a été poursuivi. Il comprend notamment la mise au point d'un instrument permettant d'atténuer les risques financiers engendrés par les dégâts consécutifs à un séisme. Grâce à ce programme, des bâtiments publics seront en outre mieux assurés.

### ASIE

- 1 Après le passage du typhon Haiyan, la DDC a pu fournir très rapidement une aide d'urgence aux Philippines. Des spé-





cialistes du Corps suisse d'aide humanitaire ont installé des réseaux d'eau potable et distribué du matériel acheté sur place pour la réparation des maisons. Ils ont également contribué à remettre les écoles et l'infrastructure sanitaire en service. **Au total, le soutien suisse destiné aux Philippines a bénéficié à plus de 100 000 personnes.**

2 Au Myanmar, la DDC a financé en 2013 la reconstruction d'écoles et d'infrastructures sanitaires, qui avaient été endommagées par le conflit armé. Cet effort a permis de renforcer **la résistance aux crises de quelque 40 000 personnes** vivant dans des régions en conflit ou sinistrées par des catastrophes naturelles.

## AFRIQUE SUBSAHARIENNE

1 En Somalie, la Croix-Rouge internationale et le Croissant-Rouge de Somalie ont **pris en charge 2500 blessés dans onze hôpitaux** l'année dernière. De plus, 750 autres blessés ont reçu des soins médicaux dans 55 dispensaires et 1200 interventions chirurgicales et 1300 naissances ont eu lieu dans les établissements soutenus par la DDC.

2 Au Tchad, où la paix repose encore sur des bases fragiles, la Suisse a **encouragé le dialogue entre acteurs politiques**. Un programme de formation interreligieux a par ailleurs amélioré la compréhension entre les personnes de confessions différentes.

3 Dans la Corne de l'Afrique, la DDC a soutenu, en collaboration avec des partenaires multilatéraux et régionaux, des projets dans le domaine de **l'eau, des installations sanitaires et de l'hygiène**. Ceux-ci ont amélioré l'accès de nombreuses personnes à l'eau potable.

## MONDE

1 La Suisse a participé à l'organisation du **4<sup>e</sup> Forum régional sur la prévention du génocide**, qui s'est tenu en février 2013 à Phnom Penh (Cambodge). La DDC a ainsi pu participer à la fondation du réseau pour la prévention du génocide dans la région de l'ASEAN. L'année

dernière, elle a en outre soutenu diverses initiatives nationales et régionales pour la paix et la réconciliation.

2 En 2013, la Suisse est devenue **membre du conseil exécutif du Programme alimentaire mondial**. Un conseiller suisse aux questions humanitaires a été détaché à la mission permanente à Rome. La Suisse participe activement aux débats concernant l'orientation stratégique de l'organisation pour les années 2014–2017.

3 Au niveau international, la Suisse a pu s'imposer parmi les acteurs clés de la prévention des catastrophes. En 2013, elle a **présidé au processus destiné à définir un cadre de référence pour la réduction des risques**. La troisième Conférence internationale sur la prévention des catastrophes, qui s'est tenue à Genève en mai 2013, a remporté un vif succès. Elle a en particulier porté sur la gestion intégrée des risques, l'une des priorités de la Suisse, et a réuni quelque 3500 représentants d'institutions internationales, de gouvernements, d'ONG, des milieux scientifiques et du secteur privé.

4 L'année passée, **les mesures d'aide d'urgence de la DDC ont bénéficié à quelque 2,2 millions de personnes de par le monde** et les efforts de reconstruction ont profité à un million de personnes environ. Grâce à l'application rigoureuse d'instruments de contrôle de la qualité, ce soutien est axé sur les besoins, adapté au contexte et efficace.





*Des milliers d'employées de maison étrangères travaillent au Liban. Elles sont souvent sans défense face à leurs employeurs. En même temps, l'argent qu'elles envoient dans leur patrie est souvent vital pour leur famille. Cette photo a été prise dans un centre d'accueil pour travailleuses migrantes à Beyrouth.*

*Le programme global Migration a pour but de tirer parti des aspects positifs de la migration dans une optique de développement et d'atténuer ses conséquences négatives. Il veille à ce que la migration respecte les droits et les intérêts des migrants et des migrantes ainsi que des Etats. Il vise aussi à ce que l'argent et les connaissances transférés par les migrants et les migrantes soient mis davantage au service du développement dans les pays d'origine et que le potentiel de la diaspora soit mieux exploité.*



*La cinéaste libanaise Katia Saleh vit à Beyrouth. Pionnière de la production de films internet dans le monde arabe, elle a notamment travaillé pour Al Jazeera et la BBC.*

*Katia Saleh, Liban*

## « NOUS TROUVERONS BIEN UN MOYEN ! »

Une mère qui a perdu sa fille enceinte dans une explosion et qui élève à présent les enfants de cette dernière ; un enfant de 14 ans souffrant de thalassémie qui a besoin d'une transfusion de sang toutes les trois semaines ; un ancien danseur qui travaille comme cuisinier à Beyrouth ; un musicien d'Alep, dont le studio a été évacué ; une femme atteinte de cancer, qui donne des cours de broderie dans un centre pour réfugiés, afin de subvenir aux besoins de ses six enfants...

Voilà quelques-unes des personnes que j'ai rencontrées dans le cadre de mon dernier projet : « Days Away From Home », un site internet financé par le HCR présentant des vidéos sur les réfugiés syriens au Liban.

Ce projet m'a rappelé ma mère au temps de la guerre civile libanaise. Comment parvenait-elle donc, elle qui élevait seule ses enfants, à nous emmener d'un endroit à l'autre pour nous abriter chez autrui pendant que les bombes pleuvaient sur notre quartier ? Elle nous asseyait dans la voiture en nous recommandant de ne pas regarder en arrière : « Nous trouverons bien un moyen ! » Par deux fois, en 1976 et en 1981, nous avons trouvé refuge chez des amis de la famille en Syrie.

Aujourd'hui, j'ai moi-même un fils de cinq ans. Après sa naissance, je n'ai plus accepté de poste dans des régions en conflit. Je continue néanmoins à m'investir pour faire changer les choses et à lutter pour améliorer le sort de tous.

Ces derniers temps, je me suis détournée de la télévision pour m'intéresser davantage à Internet. Contrairement aux médias de masse, qui donnent une image biaisée de la réalité, Internet permet de passer outre les traditions et de briser des tabous.

Tel était l'objectif de mon premier projet web, la série « Shankaboot », qui a remporté l'International Emmy Award. Cette première webfiction en arabe, qui aborde de nombreux sujets controversés – discrimination, enfants-soldats, migrations, exploitation de la main-d'œuvre étrangère, violence domestique, etc. – a été visionnée par plus de 1,5 million de personnes sur YouTube.

« Shankaboot » a fini par succomber à la cybercriminalité organisée et à s'attirer les foudres de ceux qui ne voulaient voir que le Liban de la vie nocturne et des

fêtes sur la plage, mais pas celui des problèmes sociaux. La série a malgré tout remporté un vif succès.

« Fasateen », une autre série internet que j'ai produite par la suite, soulevait d'autres questions, portant principalement sur la vie des femmes dans le monde arabe. Cette série aussi a touché 1,5 million de spectateurs.

Depuis le début de la crise syrienne, la télévision a rendu compte de la misère de millions de réfugiés. En regardant ces reportages, on oublie vite que chacun d'entre eux a sa propre histoire. « Days Away From Home » s'est intéressé à la diversité et à la capacité de résistance de ces gens qui ont fui leur pays. Qu'ils soient artistes, ouvriers spécialisés ou femmes au foyer, ils font l'impossible pour préserver leur indépendance et éviter les humiliations. Ils poursuivent leur chemin malgré les préjugés, malgré les innombrables situations où on les range dans une catégorie à laquelle ils n'appartiennent pas, car ils ne sont tout simplement pas des numéros.

Emue par la détresse de ces gens, mais connaissant aussi les conséquences de leur afflux au Liban, je ne sais plus sur quoi orienter mon travail. Sur l'instabilité libanaise et ses infrastructures vétustes ou sur la persistance de la crise en Syrie ? Ou bien devrais-je dénoncer le manque d'eau et d'électricité, le chômage et l'impuissance du gouvernement libanais ? Sur quoi devrais-je porter mon attention : sur la montagne de déchets ou sur les quelques attentats à la voiture piégée ? Comment pourrais-je, moi qui ai eu l'occasion de goûter à l'hospitalité syrienne, ne pas faire tout ce qui est en mon pouvoir pour venir en aide aux habitants de ce pays ?

La question qui me préoccupe le plus est de savoir si je serais à même de prendre soin de mon petit garçon si la guerre devait à nouveau éclater au Liban. Serais-je capable de nous trouver un abri sûr ? Serais-je en mesure de maîtriser la situation comme ma mère l'a fait et comme le font toutes les mères syriennes ? Quitterais-je mon pays pour me réfugier dans un autre ?

Lorsque je dis à ma mère « Viens, on s'en va ! », elle refuse aussitôt. Malgré toutes les souffrances et les guerres qu'elle a connues, elle déclare : « Je suis comme un vieil arbre avec de vieilles racines. A mon âge, tu ne peux plus me déraciner pour me replanter dans un autre sol. »



## ACCÈS AUX RESSOURCES ET AUX SERVICES DE BASE

- Santé
- Gestion durable de l'eau et assainissement
- Education de base et formation professionnelle
- Exploitation durable des terres

*L'amélioration de l'accès aux ressources et aux services de base vise en priorité à réduire durablement la pauvreté. Par « ressources », il faut entendre l'habitat, une alimentation suffisante, l'eau potable et les opportunités sur le marché du travail. Quant aux « services de base », ils désignent les systèmes de formation et de santé d'un pays.*

*Seule une coopération axée sur le long terme permet de lutter efficacement contre la pauvreté. Pour des raisons d'efficacité et d'efficience, la Suisse se fixe des priorités géographiques dans ce domaine et se concentre sur certains pays ou régions.*

## UNE FORMATION POUR TOUS

La formation est l'une des principales conditions au développement d'une société. Malgré les progrès enregistrés ces dernières années, nombre de pays en développement affichent toujours de profondes inégalités pour ce qui est de l'accès à la formation et de sa qualité. La Suisse accorde une grande importance à l'éducation et à la formation, tout en sachant que seul un engagement ciblé sur le long terme permettra d'améliorer la situation dans ce domaine.

En 2013, environ 57 millions d'enfants dans le monde n'avaient pas accès à l'éducation. Le quotidien des élèves est souvent marqué par une qualité d'enseignement déficiente, un taux élevé d'abandons scolaires et des trajets longs et dangereux pour se rendre à l'école. Dans de nombreux pays en développement, l'éducation reste un bien rare.

Nul ne conteste pourtant qu'une solide éducation de base permet de sortir de la pauvreté. Les investissements dans la formation n'ont-ils donc pas porté de fruits ?

### **Accès à l'éducation: réduction des inégalités**

A y regarder de plus près, des progrès sont perceptibles : selon l'ONU, le taux de scolarisation dans le monde est passé de 83 à 90 % entre 2000 et 2011. Mais trop souvent, ces chiffres masquent d'énormes disparités. Le nombre d'enfants non scolarisés est particulièrement élevé en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. De grandes différences existent non seulement d'un pays à l'autre, mais également au sein d'un même pays: entre riches et pauvres, filles et garçons, ville et campagne ou encore entre les ethnies.



Une éducation de base est essentielle pour améliorer les chances de trouver un emploi, surtout si elle est suivie par une formation professionnelle appropriée. A long terme, les effets positifs de l'éducation se font sentir bien au-delà du domaine professionnel, en particulier chez les filles et les jeunes femmes : l'éducation améliore leur santé, réduit la probabilité d'un mariage précoce et diminue le taux de natalité.

Investir à long terme dans l'éducation et la formation, c'est le facteur clé pour mettre en valeur le potentiel de millions de personnes, qui ne sont actuellement pas en mesure de participer pleinement à la vie économique et sociale.

### Qualité et faisabilité

La qualité de l'éducation de base est tout aussi importante que la possibilité d'y accéder. Elle varie cependant énormément dans le monde. Dans nombre de pays en développement, l'enseignement est parfois dispensé dans des classes de plus de cent élèves. Dépourvus d'une formation suffisante, les enseignants transmettent des connaissances partiellement erronées ou lacunaires. Les barrières linguistiques peuvent également entraver l'apprentissage: lorsque les matières ne sont enseignées qu'en langue officielle, les élèves appartenant à des minorités ethniques obtiennent de moins bons résultats.

La qualité de l'éducation se mesure aussi bien à sa valeur sociale qu'à son utilité pratique. Il est certes indispensable de savoir lire, écrire et compter, mais ces compétences de base ne suffisent le plus souvent pas pour accéder au marché de l'emploi. Dans nombre de pays, un enseignement très théorique, l'absence de passerelles ou la désaffection pour les métiers manuels compliquent l'accès à la vie active. De nombreux pays ont un besoin urgent de mettre en place des filières de formation adaptées aux besoins locaux.

### Promouvoir l'éducation de base et la formation professionnelle

Promouvoir l'école primaire ne suffit pas pour assurer l'alphabétisation universelle et l'éducation de base. De par le monde, quelque 770 millions d'adultes ne savent toujours ni lire ni écrire. Ils sont ainsi privés d'un accès crucial au savoir.

La DDC poursuit ses activités en faveur de l'alphabétisation et réalise au Bénin, par exemple, des programmes en collaboration avec les autorités locales. La continuité et la stabilité des programmes de formation constituent l'un des piliers de son travail: au Mali, elle est restée présente même pendant le conflit, proposant des cours de rattrapage aux déplacés internes et cofinçant des écoles pour les nomades. Elle a ainsi contribué à limiter les conséquences à long terme des abandons scolaires dus à la guerre.

*« Investir à long terme dans l'éducation et la formation, c'est le facteur clé pour mettre en valeur le potentiel de millions de personnes, qui ne sont actuellement pas en mesure de participer pleinement à la vie économique et sociale. »*



## « CONFIANT, MALGRÉ LE VIH »

*La clinique Newlands de Harare (Zimbabwe), soutenue par la DDC, a ouvert de nouvelles perspectives à Jacob, 33 ans. Aujourd'hui, il vient en aide à d'autres porteurs du virus, pour qu'ils puissent bénéficier de la même prise en charge que lui.*

*« Je vis avec ma femme et ma belle-fille à la périphérie de Harare. Nous sommes tous porteurs du VIH. Grâce au traitement de la clinique Newlands, nous nous portons bien sur le plan physique. Cela n'a pas toujours été le cas.*

*Quand nos parents n'ont plus été capables de subvenir à nos besoins, ma sœur et moi avons été placés chez des proches. J'ai été maltraité et obligé, dès l'âge de 11 ans, de surveiller seul le bétail et de travailler aux champs. Lorsque je ne l'ai plus supporté, je me suis enfui pour rejoindre ma mère, à Harare. Nos retrouvailles ont été une vraie fête. Mais son nouveau mari a voulu que je participe au revenu du ménage. J'ai trouvé du travail, mais mon employeur a rapidement dû partir à cause de la réforme foncière.*

*J'ai alors connu une période difficile. J'ai eu une relation avec une femme, qui est soudain tombée malade. Ce n'est qu'à ce moment-là que nous avons appris qu'elle était porteuse du VIH. Elle est décédée peu après. Je souffrais moi aussi de vomissements et de diarrhée et j'ai perdu beaucoup de poids. Ma mère et ma famille m'évitaient de plus en plus. Alors j'ai déménagé.*

*Là où je vis maintenant, une organisation locale s'est intéressée à moi et m'a convaincu de faire un test VIH. Le résultat était positif. Depuis, je suis un traitement antirétroviral à la clinique Newlands, où je reçois aussi des conseils. Je souhaiterais que tous les gens au Zimbabwe puissent bénéficier d'une telle prise en charge. La clinique a aussi des postes mobiles dans mon quartier. J'y travaille comme bénévole, afin d'expliquer l'importance de la thérapie aux personnes infectées, tout comme on l'a fait pour moi. »*





« Dans le cadre de la promotion du secteur privé, le SECO encourage notamment les personnes actives à élargir leurs compétences et leurs connaissances. »

Afin d'améliorer la qualité de l'enseignement, la DDC encourage des programmes novateurs qui n'impliquent pas seulement les enfants, mais aussi leur environnement. Ils comprennent l'enseignement de connaissances locales informelles, sur les espèces de poissons ou les plantes médicinales par exemple. La DDC soutient par ailleurs la formation des enseignants dans différents pays. En 2013, elle a ainsi contribué à renforcer les capacités pédagogiques du corps enseignant au Bénin et obtenu des résultats réjouissants : le taux de réussite aux examens a augmenté de 13 % au degré primaire et même de 22 % au degré secondaire. En Bolivie, environ 400 enseignants ont suivi une formation continue spécifique, qui a élargi leurs connaissances sur des sujets tels que l'égalité des sexes.

**Meilleures perspectives sur le marché du travail**

La Suisse mise sur l'acquisition de compétences pratiques. Au Népal, la DDC finance ainsi un projet qui permet à des adolescents défavorisés de suivre une formation d'électricien, de maçon ou de cordonnier. En Albanie, elle facilite l'accès des jeunes au marché du travail en modernisant les filières de formation professionnelle, en collaborant étroitement avec le secteur privé et en améliorant les services de placement.

Dans le cadre de la promotion du secteur privé, le SECO encourage notamment les personnes actives à élargir leurs compétences et leurs connaissances. Il soutient les réformes du système éducatif en Colombie et participe, en Afrique du Nord, à des projets permettant aux jeunes chômeurs d'améliorer leurs perspectives sur le marché du travail. Afin de renforcer la demande d'emplois, le SECO soutient également des projets destinés à faire évoluer le climat d'affaires dans les pays partenaires.

**L'accès universel à la formation tout au long de la vie: une réponse à de nombreux besoins**

L'accès universel à une formation de qualité est un droit de l'homme. Mais la formation stimule aussi le développement dans bien d'autres domaines. A long terme, c'est un investissement rentable pour toute la société : avoir suivi une formation permet de participer au débat politique ou de défendre ses droits civiques. Une éducation de base accessible à tous, indépendamment du sexe, de l'origine ou de l'âge, reste l'une des préoccupations majeures de la politique de développement.



« **LES CONFLITS FONCIERS IRRÉSOLUS ENTRAVENT NOTRE TRAVAIL** »

*Simon Zbinden travaille pour la DDC à Cotonou, où il est chargé de programme dans le domaine du développement économique rural.*



**L'économie du Bénin est essentiellement basée sur l'agriculture. Quelles sont les priorités de la DDC dans ce domaine ?**

La DDC travaille en étroite collaboration avec des associations paysannes, qui proposent par exemple des cours sur des modes de culture durables. Elles défendent aussi l'accès à la terre : avec les groupes d'éleveurs, elles délimitent des corridors, par où les bergers semi-nomades font passer leurs troupeaux. Ces accords préservent les terres cultivées par les paysans sédentaires et diminuent les risques de conflits.

**Dans le domaine agricole, les progrès technologiques peuvent renforcer la sécurité alimentaire. Qu'en est-il au Bénin ?**

Les techniques appliquées sont rudimentaires. Les agriculteurs utilisent toutefois de plus en plus de nou-

velles semences résistantes à la sécheresse, qui assurent des récoltes même lorsque les pluies sont irrégulières. Mais la sécurité alimentaire ne dépend pas seulement de l'augmentation immédiate des rendements. Compte tenu de la croissance démographique, il faudra avant tout préserver la fertilité des sols.

**En Afrique occidentale, les conflits pour la terre sont un vrai problème. Comment les gérez-vous ?**

Les conflits fonciers irrésolus sont omniprésents. Ils nuisent à la durabilité de nos efforts. Mais nous avons souvent les mains liées, car c'est aux milieux politiques du pays partenaire de rechercher des solutions avec les divers groupes d'intérêts. Voilà pourquoi nous soutenons les associations de paysans. Ils sont les mieux placés pour savoir comment harmoniser droits d'exploitation traditionnels et législation moderne.



## EDUCATION POUR TOUS

Outre le soutien qu'elle apporte aux projets dans le domaine de la formation aux niveaux national et régional, la Suisse intervient activement dans le dialogue politique international sur la formation dans les pays en développement. Citons à titre d'exemple sa participation au Partenariat mondial pour l'éducation (PME). Lancée en 2002 afin de financer l'éducation de base et la formation secondaire dans les pays émergents et en développement, cette initiative a pour objectif de garantir une éducation de base pour tous. Elle regroupe désormais 60 Etats partenaires, mais comprend également des représentants de la société civile et de l'économie. Jusqu'en 2015, la Suisse contribue à raison de 20 millions de francs à cette initiative.

Ces onze dernières années, le partenariat a engrangé des succès remarquables : environ 22 millions d'enfants ont été scolarisés, 300 000 enseignants ont suivi une formation et quelque 52 000 salles de classe ont été construites ou rénovées. L'initiative n'a pas pour seul but d'améliorer l'accès à la formation. La qualité de l'éducation et l'égalité des sexes comptent parmi ses autres objectifs prioritaires.

Outre le financement de l'offre de formation dans les pays partenaires, l'initiative a également pour but de convaincre les autorités locales et les décideurs d'augmenter les dépenses publiques destinées à l'éducation, là où c'est nécessaire, et de prendre des mesures pour améliorer le système éducatif.



## « JE VOUDRAIS PROUVER À MA FAMILLE QUE JE SUIS CAPABLE DE GAGNER MA VIE HONNÊTEMENT »

Dès l'enfance, le Hondurien Fernando\*, 16 ans, a été confronté à la délinquance. Grâce au projet Projoven, cofinancé par la DDC, il travaille à présent comme coiffeur et caresse des projets d'avenir:



« Dans ma famille, nous sommes dix : cinq frères et sœurs, trois neveux, mon père et ma mère. Ma mère et une de mes sœurs font des ménages, une autre de mes sœurs travaille dans l'industrie textile, mon père est sans travail... et boit beaucoup. A la maison, il y a beaucoup de problèmes et souvent, nous n'avons rien à manger.

Ma mère m'a retiré de l'école primaire, afin de donner une chance à ma sœur. Depuis, j'ai passé beaucoup de temps dans la rue. Ce ne fut pas une bonne expérience. Quelques-uns de mes amis ont été tués au cours de bagarres entre clans. De nombreux jeunes sont armés et même les plus courageux ont peur.

Lorsque j'ai appris que je pourrais apprendre un métier, j'ai sauté sur l'occasion. Je voulais échapper à la rue. Coiffeur est le métier qui me convient et que

personne ne pourra m'enlever. Depuis ma formation, je n'ai plus jamais faim. Ma mère me demande parfois d'où vient mon argent. Mais quand je lui dis que je coupe les cheveux des gens, elle rit. Je voudrais prouver à ma famille que je suis capable de gagner ma vie honnêtement.

Il y a peu, j'ai eu l'occasion de travailler chez le meilleur coiffeur de la région. Il me payait 420 lempiras (20 francs) par jour. A l'avenir, j'aimerais trouver un emploi comme coiffeur, subvenir à mes besoins et aider ma mère à terminer la construction de notre maison. Beaucoup de gens me demandent de leur couper les cheveux et trouvent que je suis doué. Je voudrais un jour ouvrir mon propre salon de coiffure. Je sais que je peux y arriver, si je m'accroche. »

\* Nom d'emprunt



## RÉSULTATS 2013

### EUROPE DE L'EST ET CEI

- 1 Grâce à l'appui de la DDC, **103 000 personnes** d'Asie centrale, d'Ukraine et de la République de Moldavie **ont bénéficié pour la première fois fin 2013 d'un accès à de l'eau potable**. En Bosnie et Herzégovine et au Kosovo, 120 000 habitants ont profité d'un meilleur approvisionnement en eau potable et d'un meilleur assainissement urbain.
- 2 Au Kosovo, **plus de 5000 adolescents ont suivi des programmes de formation professionnelle** cofinancés par la DDC. Une fois la formation achevée, la moitié des participants ont trouvé un emploi. C'est un succès de taille lorsque l'on sait que le chômage des jeunes atteint 30 % dans ce pays.

### AMÉRIQUE LATINE

- 1 En Bolivie, **plus de 18 000 jeunes, dont une majorité de femmes, suivent des cours de formation professionnelle** soutenus par la DDC. Une fois leur diplôme en poche, 56 % d'entre eux touchent un revenu supérieur au salaire minimal national, fixé à 120 dollars par mois.
- 2 Grâce à l'appui de la DDC, la population de diverses régions d'Amérique latine bénéficie d'un **meilleur accès à de l'eau potable**. Durant l'année écoulée, 21 000 habitants d'Amérique centrale, 26 000 de Colombie et 95 000 du Pérou ont disposé d'eau potable pour la première fois. L'approvisionnement à long terme est assuré par les communes et les coopératives de gestion de l'eau.
- 3 En Haïti, **800 familles, soutenues par le DDC, ont augmenté leur revenu agricole** de 90 % environ entre 2011 et 2013. L'encouragement des cultures maraîchères et de l'élevage ont également renforcé la sécurité alimentaire.





## ASIE

- 1 Un programme de formation professionnelle que la DDC réalise au Népal a permis à environ 16 500 jeunes d'améliorer leurs compétences professionnelles et 73 % d'entre eux ont ensuite trouvé du travail.
- 2 En Mongolie, des contrats réglementant l'exploitation des pâturages ont été élaborés en collaboration avec les gouvernements locaux. Ces contrats ont sensiblement réduit le potentiel de conflit et favorisé la régénération de vastes portions de ces terres.
- 3 L'appui financier de la DDC aux hôpitaux Kantha Bopha, au Cambodge a permis de dispenser des soins médicaux à quelque 687 100 enfants. Près de 120 000 enfants gravement malades ont été pris en charge.

## AFRIQUE SUBSAHARIENNE

- 1 En 2013, grâce au soutien de la DDC, les ministères de la santé du Malawi et de Zambie ont mis en place dans six régions de leur pays des services de base en santé sexuelle et reproductive, qui s'adressent aux jeunes. Ces services comprennent notamment des tests VIH, des consultations ainsi que l'accès aux moyens contraceptifs.
- 2 Au Bénin, la DDC vise à accroître la qualité de la formation, par exemple en développant les connaissances pédagogiques du corps enseignant. Grâce à cet effort, le taux de réussite des élèves aux examens a augmenté de 13 % au niveau primaire et de 22 % au niveau secondaire.
- 3 En Afrique australe, 25 nouvelles sortes de maïs résistant mieux aux intempéries ont été introduites avec l'aide de la DDC. Au cours des trois dernières saisons, l'utilisation de ces espèces plus résistantes a décuplé dans la région et avoisine désormais 30 %.

## MONDE

- 1 Le réseau mondial « Providing for Health », soutenu par la DDC, a contribué à la mise en place de systèmes de caisses-maladie dans 22 pays en développement. La Tanzanie, le Tchad, le Bénin, le Rwanda et le Cambodge ont désormais entrepris d'élaborer ou d'optimiser les conditions-cadres et les politiques en vue de créer ce type d'assurances.
- 2 En apportant son soutien au consortium d'ONG suisses actives dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, la DDC a contribué à améliorer dans 16 pays l'accès de 360 000 personnes à de l'eau potable et l'accès de 117 000 personnes à des toilettes.
- 3 En Tanzanie, un dialogue politique et l'appui de la DDC au programme national visant à endiguer le paludisme ont débouché sur la création d'un nouveau fonds mondial pour la distribution de moustiquaires.
- 4 La Suisse a aidé l'OMS à conclure une convention-cadre à l'échelle mondiale pour financer la recherche et le développement de nouveaux médicaments contre les maladies tropicales négligées.





*Les pays du Sahel connaissent des sécheresses récurrentes, qui provoquent des pénuries alimentaires. La photo montre une Nigérienne qui prépare le millet, l'aliment de base de son pays.*

*Le programme global Sécurité alimentaire mise en priorité sur l'exploitation durable des ressources naturelles. A cet effet, il favorise en particulier la hausse durable de la productivité des petites exploitations, renforce la recherche appliquée dans le secteur agricole et soutient les services de vulgarisation ainsi que les groupements qui défendent les intérêts de la petite paysannerie.*



*Gedion Onyango, Kenya*

*Le politologue kenyan Gedion Onyango est doctorant à l'Université du Cap-Occidental, en Afrique du Sud, et chercheur au Centre kenyan de recherche et de développement technologique (RESTECH).*

## L'ESSOR AFRICAIN – MYTHE OU RÉALITÉ ?

Les taux de croissance impressionnants enregistrés ces dernières années en Afrique ont changé la donne : l'Afrique subsaharienne n'est plus perçue uniquement comme le théâtre de crises et de catastrophes, mais aussi comme une région en plein essor, offrant des occasions et des possibilités inouïes. Qu'en est-il en réalité de cette Afrique qui suscite tous les espoirs ?

D'aucuns prétendent que les progrès africains ne correspondent en rien à un développement économique durable et nombre d'arguments corroborent ce point de vue : dans la plupart des pays, la démocratie n'en est qu'à ses débuts et nombre de gouvernements ne disposent que de capacités institutionnelles limitées. A l'échelle mondiale, l'Afrique est le continent où les régimes répressifs sont les plus nombreux, où la pauvreté et l'écart entre les possédants et ceux qui n'ont rien demeurent décourageants. De plus, nombre de pays africains semblent avoir perdu la lutte contre la corruption et il n'y a qu'en Afrique que des Etats apparemment stables, tel le Kenya, reçoivent toujours de l'aide alimentaire pour les populations souffrant de la faim.

L'Afrique n'a toutefois rien d'une entité homogène et il serait faux de vouloir généraliser ses progrès ou sa stagnation politiques et économiques. Tandis que des pays tels que le Botswana et le Rwanda affichent une forte croissance et des progrès remarquables en termes de développement, d'autres, comme le Mali et le Soudan du Sud, subissent encore les conséquences de conflits armés. Depuis les années 1990, une classe moyenne a certes vu le jour sur le continent, mais la pauvreté reste un phénomène très présent dans de nombreux pays. En bref, l'Afrique a réalisé des progrès louables, mais il lui reste nombre de défis à relever.

Nul ne peut cependant nier que, depuis les années 1990, nombre de pays subsahariens ont avancé sur la voie de la démocratisation. Les régimes à parti unique disparaissent peu à peu, des élections sont organisées régulièrement et, dans de nombreux Etats, le pouvoir a changé de mains sans effusion de sang.

Ces dernières années, de nombreux Etats africains ont déjà adopté une constitution démocratique ou sont sur le point de le faire. Beaucoup rappellent à juste

titre que leur pluralisme a contribué à l'émergence d'une société civile dynamique et d'un paysage médiatique animé. De plus, même les régimes autocratiques, comme l'Angola, le Cameroun et l'Ouganda, se montrent désormais prudents et tentent de s'adapter aux normes mondiales, afin de préserver leur accès à l'aide internationale.

Dans une grande partie de l'Afrique, le processus démocratique n'en est certes qu'au stade des balbutiements, mais une première étape a été franchie. Je crois que nous assistons actuellement à une disparition lente, mais inéluctable, des régimes dictatoriaux, qui ont si longtemps prédominé sur le continent. Nul ne saurait certes prévoir comment ces progrès se répercuteront sur l'avenir de l'Afrique, mais il est certain que la conscience démocratique a gagné du terrain.

On prétend souvent qu'il n'existe pas de lien direct entre le régime d'un pays et son développement. Les partisans de cette idée avancent les cas du Rwanda ou de l'Ethiopie ou renvoient aux tigres asiatiques, c'est-à-dire aux Etats dont l'économie a suivi une évolution positive bien qu'ils ne soient pas démocratiques.

A mes yeux, la démocratie est pourtant le seul modèle politique capable de mettre en place des institutions sur le long terme, de créer une culture favorable au développement et d'imposer l'obligation de rendre des comptes aux milieux politiques. L'histoire a montré que, sous un régime répressif, le fonctionnement des institutions et les progrès du développement dépendent souvent d'un dictateur puissant et s'effondrent à sa mort. La prudence est dès lors de mise lorsque nous félicitons Kagame, au Rwanda, ou Santos, en Angola, pour les succès de leurs économies.

Dans l'ensemble, l'Afrique s'est ouverte et même les médias internationaux commencent à donner une image plus contrastée d'un continent qui compte plus de 50 Etats. Quant à savoir si l'Afrique est en plein essor, il est impossible de le dire de manière générale, puisque la réalité africaine est des plus disparate. Si l'on considère chacun de ses éléments, un seul constat prévaut : la tendance globale positive ne se maintiendra que si les changements structurels et les progrès économiques s'avèrent durables.

## ***L'ART ET LA CULTURE PAR-DELÀ LES FRONTIÈRES***

---

*Que serait la vie sans l'art et la culture ? Que ce soit dans les villes les plus prospères ou les villages les plus pauvres, cette question appelle la même réponse : nous avons besoin de l'art et de la culture, car ils forgent notre identité et sont constitutifs de notre dignité. L'art et la culture abolissent les frontières, ils nous permettent de nous exprimer et changent notre perception du monde.*

*La Suisse reconnaît le rôle de l'art et de la culture au service du développement durable, en particulier dans les régions marquées par des troubles et l'instabilité. La coopération internationale de la Suisse soutient la culture dans les régions où elle intervient et aide les artistes à toucher un public international. Elle contribue ainsi à préserver et à promouvoir la diversité des modes d'expression artistique, ainsi que le dialogue interculturel et la paix.*



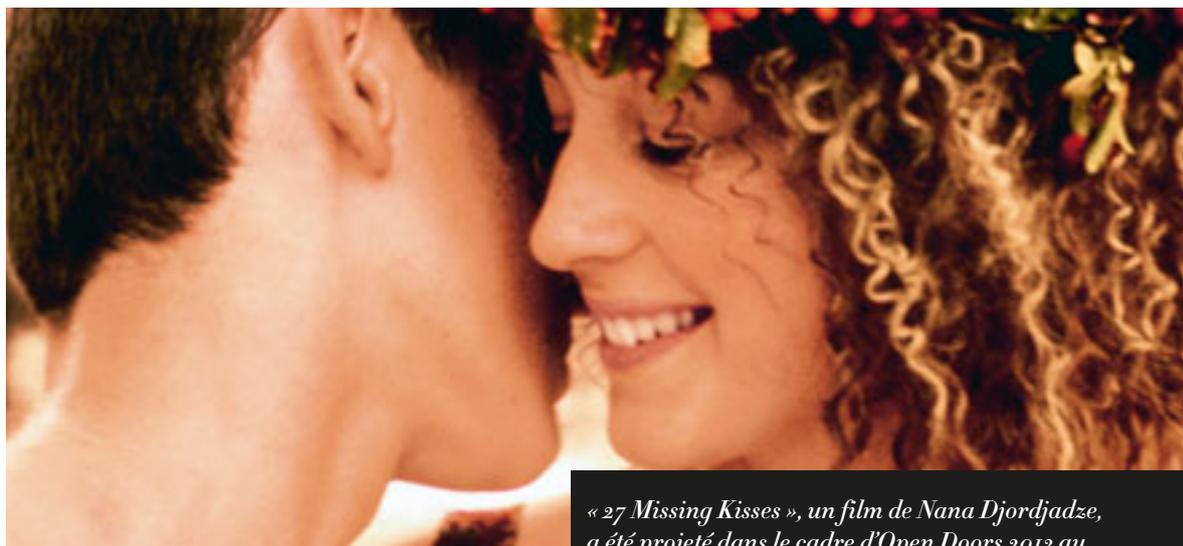
*« J'ai pour mission de redonner leur dignité à ces femmes. »*

*Karina Muench,  
auteure de  
«El grito del silencio»,  
exposition de photos,  
La Paz, Bolivie*

« Les sujets des portraits étaient prêts à montrer leur visage, à dévoiler leurs peurs et leur honte, mais aussi à dénoncer la violence, les abus et la discrimination. Dans mon travail, je me suis laissé guider par la confiance que l'on m'a témoignée et l'intimité du regard. Je tenais à rendre leur dignité à ces femmes et à ne pas en faire à nouveau des victimes. Mon travail est dédié aux innombrables jeunes filles, adolescentes et femmes, qui ont connu un sort similaire, et à toutes les personnes qui sont prêtes, en regardant les photos, à s'interroger sur les existences qui se cachent derrière ces visages. »

*« Nous devons lancer des projets communs, afin de rétablir la confiance et la stabilité dans la région. »*

*Rusudan Pirvelli,  
Cinéaste et producteur  
géorgien*



*« 27 Missing Kisses », un film de Nana Djordjadze, a été projeté dans le cadre d'Open Doors 2013 au Festival du film de Locarno.*

Après l'effondrement de l'Union soviétique et plusieurs conflits, l'Arménie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan ont été isolés. L'art peut-il contribuer à rétablir des contacts et des liens ?

Début 2000, la DDC a commencé à favoriser la renaissance de l'industrie cinématographique dans la région. Dans le cadre du Festival du film de Locarno, elle cofinance par ailleurs la section Open Doors, dont l'édition 2013 a été consacrée au Caucase du Sud et a présenté une nouvelle génération de cinéastes promis à un bel avenir. Leurs films traitent de normes sociales, d'espaces de vie et de justice. Ce sont souvent des coproductions, qui prouvent que malgré le marasme politique, les collaborations dans le domaine culturel sont possibles.

*« Par leur travail, les artistes ont pu contrebalancer le nationalisme et la xénophobie. »*

*Milena Dragicevic-Sesic,  
écrivaine et  
professeure serbe*



« Le programme culturel suisse pour l'Europe du Sud-Est (...) a donné l'occasion aux artistes de participer à des activités favorisant l'engagement social, la prise de conscience politique et la lutte contre le nationalisme, le chauvinisme et la xénophobie. Ce programme a apporté un soutien régulier à des artistes produisant des œuvres de grande qualité et respectant des normes éthiques rigoureuses. Il a ainsi contribué à la démocratisation de la société serbe et à l'émergence d'une conscience citoyenne. »



La guerre ne détruit pas seulement des vies, mais aussi la mémoire collective. Elle nous prive ainsi de la possibilité d'explorer le passé pour reconstruire l'avenir. L'occupation du nord du Mali a mis en péril son patrimoine culturel, en particulier les Manuscrits de Tombouctou, conservés

de génération en génération depuis plus de 800 ans. Ces manuscrits sont un vestige unique de l'histoire africaine. Depuis janvier 2013, plus de 370 000 d'entre eux ont été évacués de Tombouctou à Bamako, où l'on a entrepris de les restaurer, de les répertorier et de les numériser. Le travail est dirigé par l'ONG malienne SAVAMA-DCI et bénéficie notamment du soutien de la DDC.

*« La préservation d'un patrimoine aussi précieux incombe à l'humanité toute entière. »*

*Yves Rossier,  
Secrétaire d'Etat du Département fédéral  
des affaires étrangères, le 30 mai 2013  
lors de sa visite à Tombouctou*

## **NOS RÉGIONS D'INTERVENTION**

---



### ***AFRIQUE SUBSAHARIENNE***

---

*En Afrique subsaharienne, la DDC s'attache en particulier à promouvoir le développement rural et l'accès aux services publics, ainsi qu'à améliorer la gouvernance locale. Elle aide aussi la population à gérer ses ressources de manière durable.*

*La DDC contribue par ailleurs à développer les capacités techniques des autorités locales et apporte son appui à la mise en place d'institutions étatiques de proximité, l'implication de la société civile constituant dans ce domaine un enjeu prioritaire. En ce*

*qui concerne les services de base, la DDC focalise ses activités sur l'éducation scolaire et la formation professionnelle en Afrique occidentale, et sur la mise en place de systèmes de santé en Afrique de l'Est et en Afrique australe.*

*Dans le cadre de la coopération économique au développement, le SECO aide en particulier ses pays partenaires d'Afrique subsaharienne à privilégier une croissance économique durable et respectueuse du climat et à s'intégrer dans l'économie mondiale.*



### ***AFRIQUE DU NORD, MOYEN-ORIENT ET PROCHE-ORIENT***

---

*En Afrique du Nord, la coopération de la Suisse est axée sur trois domaines : transition vers la démocratie et renforcement des droits de l'homme, développement économique et création d'emplois, migration et protection des personnes vulnérables. Les programmes sont réalisés par la DDC et le SECO, en collaboration avec la Direction politique et la Direction du droit international public du DFAE et l'Office fédéral des migrations.*

*Ayant rapidement élaboré son programme pour l'Afrique du Nord, la Suisse a pu, ces dernières années, créer les bases requises afin d'apporter une*

*contribution efficace à la transition dans la région.*

*Au Proche-Orient et au Moyen-Orient, la DDC œuvre au développement de conditions de vie plus sûres, plus durables et plus pacifiques. Dans sa stratégie au Proche-Orient, elle met l'accent sur les services de base, ainsi que sur la prévention et la diminution des risques de catastrophes.*

*Le programme en faveur du Territoire palestinien occupé poursuit les objectifs suivants : faire respecter le droit humanitaire international et les droits de l'homme, garantir les services de base et améliorer la situation économique.*

# PAYS ET RÉGIONS PRIORITAIRES DDC/SECO 2013

		2013	2012		
		Mio	Mio		
		Fr.	Fr.		
DDC Pays et régions prioritaires Sud	Afrique subsaharienne	Afrique australe <sup>1</sup>	34.4	30.8	1
		Grands Lacs <sup>2</sup>	31.1	29.0	2
		Mozambique	23.0	23.9	3
		Tanzanie	22.8	23.0	4
		Burkina Faso	21.3	20.6	5
		Mali	20.2	16.5	6
		Niger	16.6	18.5	7
		Bénin	15.3	17.4	8
		Tchad	14.3	11.7	9
		Corne de l'Afrique <sup>3</sup>	8.1	2.5	10
SECO Pays prioritaires Sud	Afrique du Nord, Proche-Orient et Moyen-Orient	Afrique du Nord <sup>4</sup> / Territoire palestinien occupé	26.5	38.8	1
		Amérique latine			
SECO Pays prioritaires Est	Amérique latine	Amérique centrale <sup>5</sup>	42.3	40.8	1
		Bolivie	24.5	28.3	2
		Cuba	8.2	5.4	3
		Haïti	6.9	5.4	4
	Asie	Mékong <sup>6</sup>	49.8	40.6	1
		Népal	38.2	33.4	2
		Hindou Kouch <sup>7</sup>	30.9	27.4	3
		Bangladesh	29.5	25.9	4
		Mongolie	18.2	14.1	5
	SECO Pays prioritaires Sud	Afrique subsaharienne	Ghana	25.0	15.5
Afrique du Sud			4.1	3.4	12
SECO Pays prioritaires Est	Afrique du Nord, Proche-Orient et Moyen-Orient	Egypte	9.9	4.4	2
		Tunisie	9.1	3.6	3
SECO Pays prioritaires Est	Amérique latine	Pérou	10.7	7.0	5
		Colombie	5.5	3.1	6
SECO Pays prioritaires Est	Asie	Viet Nam	16.5	4.6	6
		Indonésie	14.3	13.9	7
DDC Aide humanitaire Régions principales d'intervention	Afrique subsaharienne	Corne de l'Afrique <sup>8</sup>	20.5	21.1	A
		Soudan du Sud	12.5	8.6	B
		Soudan	9.4	7.4	C
		Congo (Rép. Dém.)/Kivu	9.1	5.6	D
		Zimbabwe	6.2	6.5	E
		Sahel <sup>9</sup>	6.2	6.0	F
	Afrique du Nord, Proche-Orient et Moyen-Orient	Proche-Orient <sup>10</sup>	49.2	33.5	G
		Afrique du Nord <sup>11</sup>	7.2	8.0	H
	Amérique latine	Colombie	9.3	8.2	I
		Haïti	7.8	6.5	J
	Asie	Corée du Nord	10.0	6.5	K
		Sri Lanka	8.2	6.5	L
		Myanmar	7.7	6.5	M

		2013	2012		
		Mio	Mio		
		Fr.	Fr.		
DDC Pays et régions prioritaires Est	Europe de l'Est et CEI	Asie centrale <sup>12</sup>	27.8	21.4	1
		Kosovo	12.2	10.6	2
		Bosnie-Herzégovine	10.5	8.7	3
		Caucase du Sud <sup>13</sup>	10.2	10.4	4
		Albanie	9.3	6.9	5
		Serbie	9.2	7.3	6
		Moldavie	9.0	7.0	7
		Macédoine	8.2	5.1	8
		Ukraine	5.9	7.4	9
		SECO Pays prioritaires Est	Europe de l'Est et CEI	Albanie	16.2
Tadjikistan	14.7			11.1	10
Kirghizistan	11.8			11.2	11
Ukraine	9.7			5.9	9
Kosovo	7.1			8.5	2
Serbie	6.0			6.3	6
Azerbaïdjan	4.4			2.9	12
Bosnie-Herzégovine	3.0			2.7	3
Macédoine	2.8			0.8	8
DDC / SECO Contribution à l'élargissement de l'UE	Europe de l'Est et CEI			Pologne	59.4
		Roumanie	19.3	12.1	2
		Estonie	9.0	8.2	3
		Bulgarie	8.0	5.1	4
		République tchèque	7.8	6.1	5
		Hongrie	6.0	3.9	6
		Lettonie	5.0	8.0	7
		Slovénie	4.6	3.8	8
		Lituanie	4.1	1.2	9
		Slovaquie	3.5	2.0	10
		Malte	2.8	1.1	11
		Chypre	0.1	0.2	12

<sup>1</sup> Lesotho, Malawi, Afrique du Sud, Zimbabwe, Swaziland, Zambie

<sup>2</sup> Burundi, Rwanda, Congo (Rép. Dém.)

<sup>3</sup> Ethiopie, Erythrée, Djibouti, Kenya, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, Yémen

<sup>4</sup> Libye, Maroc, Tunisie, Egypte, Algérie

<sup>5</sup> Nicaragua, Honduras

<sup>6</sup> Myanmar, Cambodge, Laos, Viet Nam

<sup>7</sup> Afghanistan, Pakistan

<sup>8</sup> Ethiopie, Erythrée, Djibouti, Kenya, Somalie

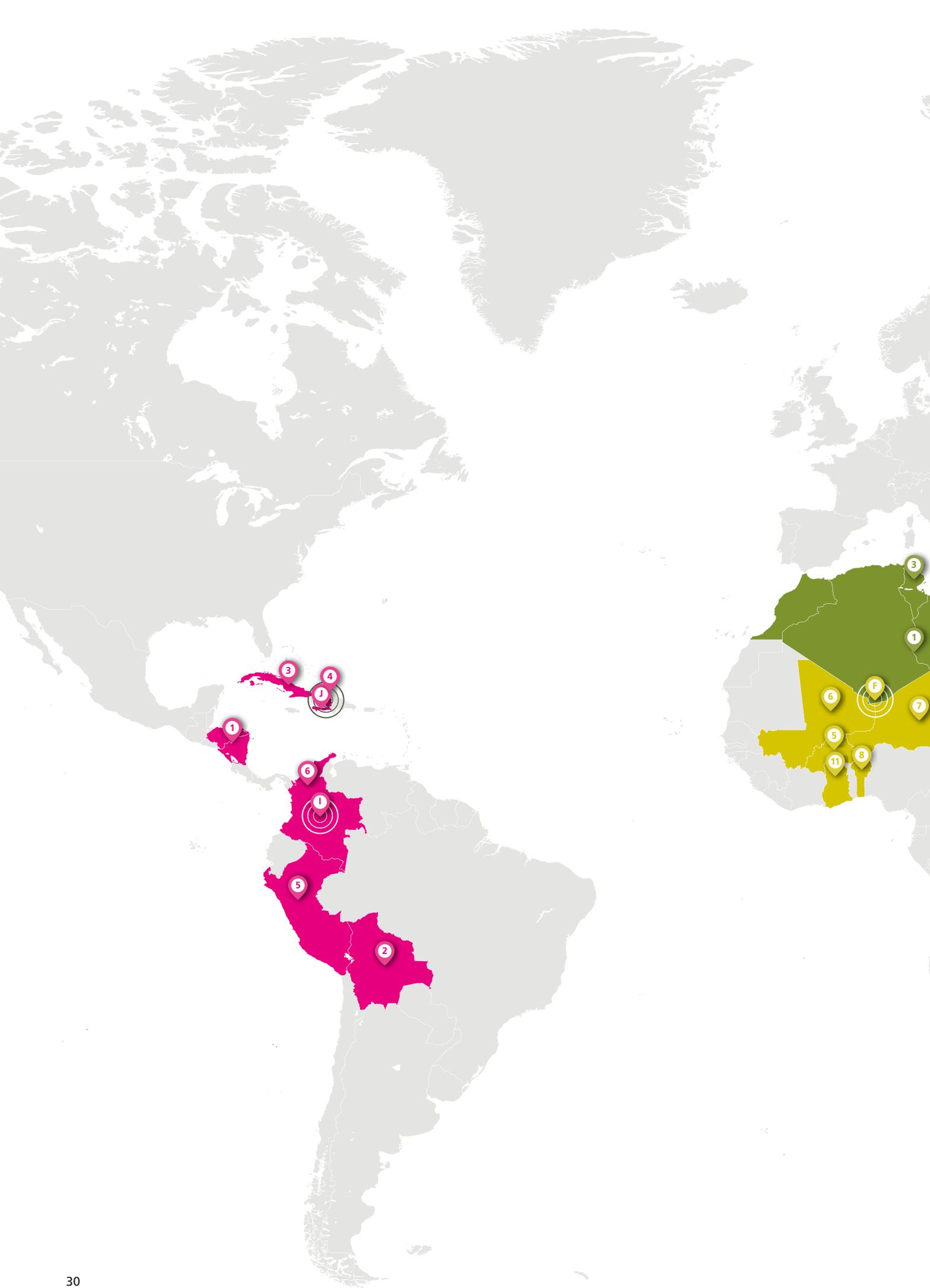
<sup>9</sup> Mali, Afrique de l'Ouest régionale

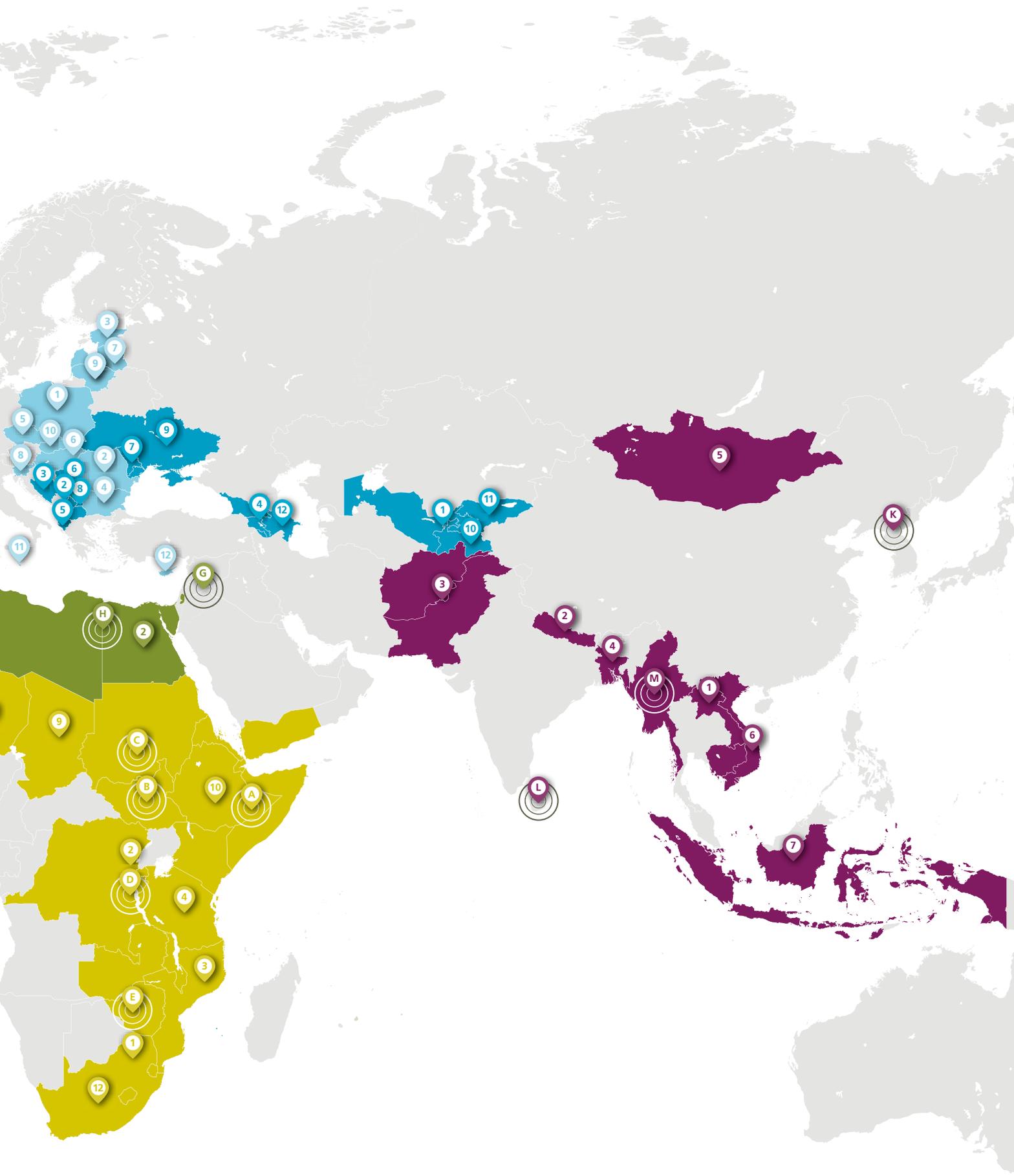
<sup>10</sup> Syrie, Iraq, Jordanie, Liban, Territoire palestinien occupé

<sup>11</sup> Libye, Maroc, Tunisie, Egypte, Algérie

<sup>12</sup> Kirghizistan, Tadjikistan, Ouzbékistan

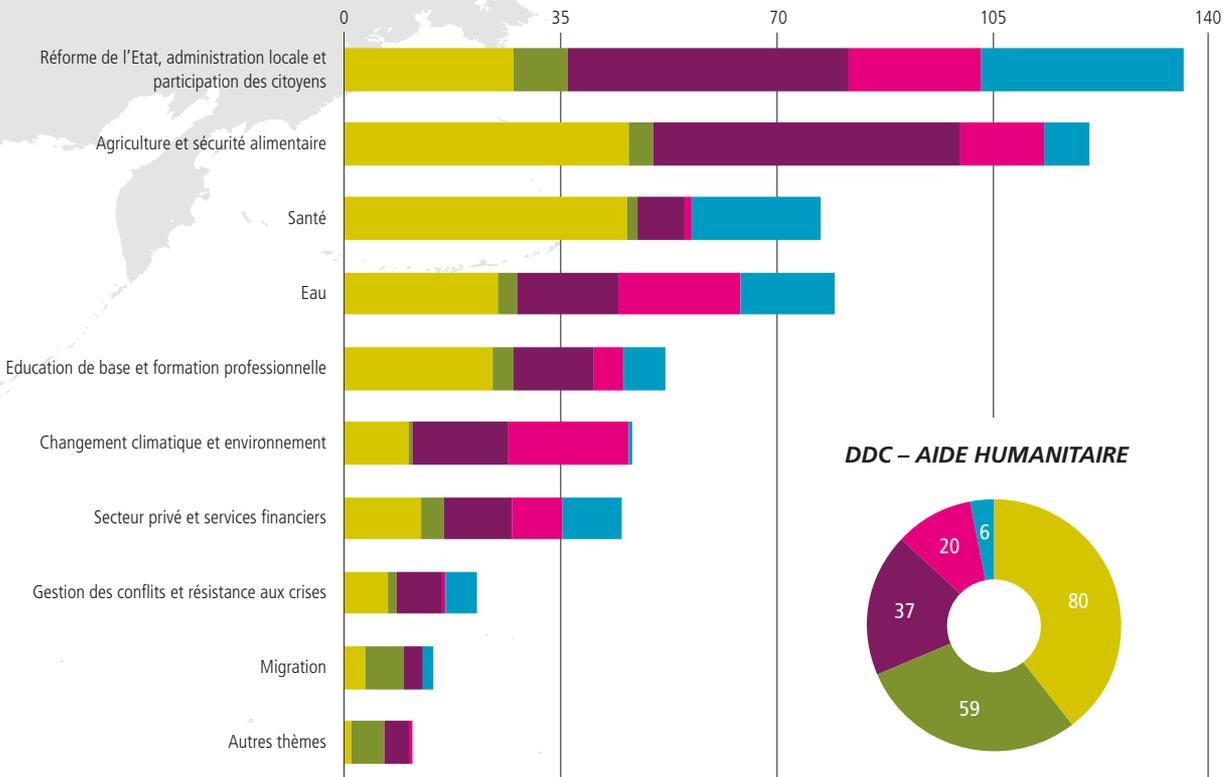
<sup>13</sup> Azerbaïdjan, Arménie, Géorgie



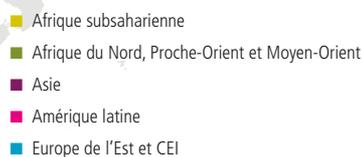
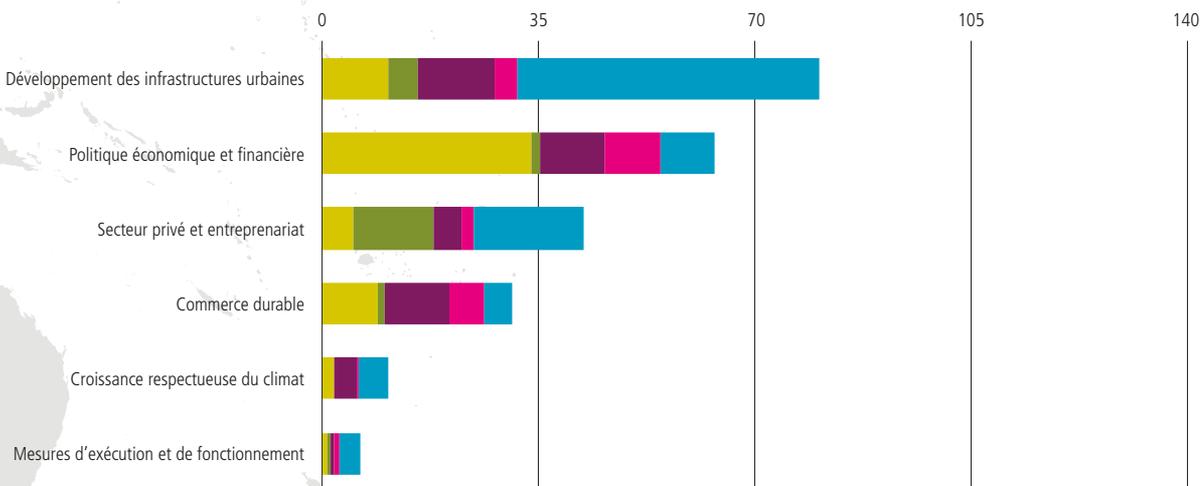


# DDC/SECO : RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE ET THÉMATIQUE (VERSEMENTS BILATÉRAUX EN MIO FR.)

## DDC – COOPÉRATION AVEC LE SUD ET L'EST



## SECO – COOPÉRATION AVEC LE SUD ET L'EST





## AMÉRIQUE LATINE

---

En Amérique latine, la DDC concentre ses activités sur les domaines thématiques que sont le climat, l'emploi, les revenus et la gouvernance. Elle aide aussi à atténuer les conséquences néfastes du changement climatique et des catastrophes naturelles, ainsi qu'à améliorer la formation professionnelle et l'emploi. Elle facilite par ailleurs les prestations financières, stimule le développement rural et renforce les droits de l'homme ainsi que les processus de décentralisation. Les pays andins bénéficient de son appui dans les domaines de l'eau et du changement climatique.

Le SECO centre ses activités sur les défis relevant de la politique économique et commerciale. Ce faisant, il vise en particulier à consolider le secteur privé, ainsi qu'à diversifier l'économie publique, qui repose essentiellement sur les matières premières. Le renforcement des institutions publiques, le développement urbain durable et la réduction des effets du changement climatique constituent d'autres priorités de son engagement.



## EUROPE DE L'EST ET CEI

---

La coopération avec les pays de l'Est, mise en œuvre par la DDC et le SECO, est axée sur l'aide à la transition et la contribution à l'élargissement, destinées aux anciens pays socialistes d'Europe de l'Est, du Caucase du Sud et d'Asie centrale.

Dans les pays des Balkans occidentaux et dans les pays post-soviétiques de la Communauté des Etats indépendants (CEI), la Suisse apporte son appui à la transition durable vers la démocratie et l'économie de marché. La coopération vise à mener des réformes axées sur la démocratisation et la décentralisation, à améliorer les systèmes de santé, à étendre la distribution d'eau et d'énergie ainsi qu'à développer

l'assainissement urbain. Les autres domaines clés comprennent le renforcement de la politique économique et financière, des réformes de la formation professionnelle en vue de l'adapter au marché du travail, et la promotion du secteur privé.

Avec la contribution à l'élargissement (non incluse dans l'aide publique au développement), la Suisse aide à réduire les disparités économiques et sociales dans l'Union européenne élargie. A cet effet, elle s'attache à renforcer l'économie, à accroître la sécurité au sein de la société et dans l'espace public, à protéger l'environnement et à consolider la société civile.



## ASIE

---

En Asie du Sud, les programmes de la DDC visent en priorité à promouvoir les droits de l'homme et la paix, à renforcer la société civile et la gouvernance locale, ainsi qu'à encourager le développement, la formation professionnelle et l'adaptation au changement climatique. La DDC entend contribuer aux réformes nationales et au succès de la transition même dans les régions en conflit.

En Asie de l'Est, la DDC œuvre à une réduction des profondes disparités politiques, économiques et sociales. Son engagement s'articule autour de trois

pilliers centraux : réduction de la pauvreté, promotion des droits de l'homme et renforcement de l'état de droit, notamment dans le secteur foncier. La DDC mène par ailleurs des activités dans les domaines suivants : formation professionnelle, agriculture, santé et société civile.

Le SECO aide ses partenaires en Asie du Sud-Est à améliorer le contexte économique et la compétitivité de PME locales. Il s'attache aussi à renforcer des infrastructures respectueuses de l'environnement.



## CROISSANCE ÉCONOMIQUE DURABLE

- Stabilité financière et bonne gouvernance
- Croissance durable du commerce
- Développement du secteur privé et des services financiers
- Infrastructures et développement urbain

*Une croissance économique soutenue est indispensable pour réduire la pauvreté et les inégalités. Or le secteur privé est le principal moteur de cette croissance. L'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale leur ouvre des débouchés ainsi que l'accès à des sources d'investissements. Dans les pays partenaires, la Suisse encourage une croissance économique durable fondée sur une assise solide. A cet effet, elle concentre ses activités sur les domaines suivants : gestion des moyens publics, conditions régissant les investissements privés, stabilité du secteur financier, financement du service public, infrastructures, exploitation des ressources, libéralisation du commerce et marché du travail.*

## PRIVILÉGIER UNE CROISSANCE DURABLE

Si nombre de pays émergents et en développement affichent des taux de croissance économiques impressionnants, les gains en termes de prospérité sont toutefois inégalement répartis. Pour que toute la population en profite, la croissance doit créer des emplois. Le respect des principes écologiques et sociaux du développement durable, ainsi que des règles de la gouvernance économique, revêt une importance tout aussi grande. L'action de la Suisse s'inscrit dans cette perspective.

Pauvre ou sans emploi, voire les deux : sur notre planète, près de 1,2 milliard de personnes en âge de travailler sont sans emploi ou gagnent tellement peu qu'elles sont condamnées à vivre au-dessous du seuil de pauvreté. Avoir un emploi ne suffit toutefois pas. Encore faut-il qu'il permette de vivre et de travailler dans des conditions décentes.

### **Créer des emplois pour que la croissance profite à tous**

Ces dernières années, nombre de pays en développement ont rejoint la catégorie des Etats à revenu

moyen. Leur rapide essor économique ne bénéficie toutefois pas toujours aux groupes les plus pauvres de la population. Pour profiter à tous, la croissance économique doit aller de pair avec la création d'emplois. C'est là l'un des grands défis auxquels sont plus particulièrement confrontés les pays les plus pauvres : depuis 2000, le taux de croissance moyen a atteint 7 % dans les pays à faible revenu, alors que le taux d'occupation n'a augmenté que de 3 %.

Certes, la création d'emplois relève en premier lieu du secteur privé, mais pour que croissance soit



synonyme d'emploi, il est nécessaire de prendre des mesures ciblées de politique économique. Ces mesures doivent garantir une gestion transparente des finances publiques, une économie nationale stable dotée d'un secteur financier solide, une législation claire pour régir les activités entrepreneuriales et un meilleur accès aux marchés internationaux.

### Améliorer les conditions de travail et les normes environnementales

La garantie de conditions de travail équitables revêt autant d'importance que la création d'emplois durables. En Afrique, environ 80 % des personnes actives vivent dans la précarité : elles sont souvent mal payées ou travaillent dans le secteur informel.

Seuls un travail correctement rémunéré et le respect des normes internationales garantissent un revenu permettant d'échapper à la pauvreté. De telles conditions renforcent aussi l'estime de soi, la cohésion sociale et le progrès de la société. Une personne dont le souci premier est de survivre au jour le jour n'est pas en mesure de défendre des intérêts collectifs, ni de revendiquer des libertés.

Une croissance économique durable nécessite de prendre en considération des facteurs environnementaux. Cette orientation écologique de l'économie mondiale en vue d'instaurer des activités respec-

tueuses de l'environnement et du climat dans les pays industrialisés, émergents et en développement est l'une des conditions préalables à une croissance économique durable qui bénéficie à tous. Celle-ci requiert d'importants investissements financiers, mais aussi – et c'est tout aussi crucial – un changement d'attitude, tant au Nord qu'au Sud.

### L'engagement suisse

Dans les pays partenaires, le SECO s'attache à créer un climat propice aux activités entrepreneuriales et contribue à améliorer l'accès aux crédits, aux emprunts et aux capitaux d'investissement à long terme. Il aide également ces pays à introduire des modes de production plus efficaces et respectueux des ressources et contribue à améliorer leur accès aux marchés internationaux et à faciliter les formalités douanières. Ces améliorations accroissent le volume des échanges commerciaux et des investissements et stimulent la création d'emplois. Grâce à l'appui du SECO, quatre entreprises macédoniennes ont ainsi pu participer à des foires internationales en 2013 et acquérir de nouveaux marchés. La Suisse a par ailleurs plaidé avec succès en faveur de l'admission du Laos et du Tadjikistan au sein de l'Organisation mondiale du commerce.

Pour ce qui est d'améliorer les conditions de travail, le SECO soutient notamment un programme de

*« Seuls un travail correctement rémunéré et le respect des normes internationales garantissent un revenu permettant d'échapper à la pauvreté. »*



## UNE ADMINISTRATION EFFICACE POUR AMÉLIORER LES SERVICES FOURNIS

*Au Pérou, les autorités locales de nombreuses régions peinent à garantir des services de base fiables à la population. Le SECO les aide à relever le défi.*

L'effort de décentralisation mené dans les années 1990 au Pérou a sensiblement accru la responsabilité des autorités communales et régionales en matière de finances publiques. Aujourd'hui, elles gèrent plus de 40 % de toutes les dépenses consacrées à des domaines tels que la formation, la santé, l'eau, la gestion des déchets, les transports publics, le développement urbain et la sécurité.

Les autorités locales sont souvent dépassées par la tâche. Ce sont surtout les ressources, le personnel qualifié et les infrastructures requises qui leur font défaut. Ce manque de capacités a des répercussions directes sur la lutte contre la pauvreté, car il n'est guère possible d'assurer des services fiables si l'administration n'est pas efficace.

Pour combler ces lacunes, le SECO a lancé un programme qui aide les autorités à relever le défi. L'appui suisse comprend différents types de mesures adaptées aux besoins locaux : le personnel suit des cours de perfectionnement afin d'acquérir des compétences spécifiques ou bénéficie de conseils techniques, par exemple pour préparer une réforme légale.

Trois autorités régionales et trois communales bénéficient actuellement du programme. Mais c'est tout le Pérou qui profitera de ses bienfaits : l'expérience et les connaissances acquises sur la gestion efficace des finances et du budget seront diffusées partout et devraient contribuer à améliorer les services de base dans toutes les régions du pays.





collaboration avec des marques internationales afin d'introduire et d'appliquer des normes clés du travail dans le secteur textile de certains pays prioritaires. Les résultats obtenus jusqu'ici sont prometteurs et prouvent que la durabilité peut apporter des avantages à tous les acteurs : la satisfaction et la motivation au travail du personnel des entreprises participant au projet augmente, les accidents sont moins nombreux, les absences dues aux maladies et les changements de personnel diminuent. On a aussi observé une amélioration de la qualité des produits ainsi qu'un accroissement de la productivité.

La DDC œuvre pour que les groupes pauvres de la population aient accès aux marchés locaux et au crédit, ainsi qu'à de meilleurs emplois et à des revenus plus élevés. En Tanzanie et au Mozambique, elle favorise par exemple des adaptations structurelles qui permettent aux petits cultivateurs de coton et de soja de vendre leur récolte à des prix équitables. Par des mesures de formation ciblées et l'amélioration des services de placement, les programmes menés dans les Balkans augmentent les chances des jeunes sur le marché du travail.

Enfin, la Suisse soutient diverses initiatives multilatérales qui visent à rendre plus durables les activités d'entreprises internationales présentes dans les pays en développement. Parmi ces initiatives, mentionnons le Pacte mondial des Nations Unies, la plus vaste alliance du monde en faveur d'une gestion d'entreprise responsable.

### Réduire les inégalités

La création d'emplois et la promotion de conditions de travail décentes contribuent à réduire les inégalités sociales. Voilà qui est crucial pour la prospérité économique à long terme et le développement politique d'un pays. Etant donné que les inégalités tendent à se creuser dans nombre de régions, la coopération au développement doit s'attacher à combler le fossé entre les revenus des plus riches et ceux des plus démunis.

Si les profits issus de la croissance ne contribuent pas à réduire les inégalités économiques et provoquent ainsi des tensions sociales, ils mettent en péril la stabilité et la durabilité du développement. Cela vaut en particulier pour les pays en développement où les jeunes représentent une grande partie de la population et sont durement touchés par le chômage. Lorsque la création d'emplois fixes correctement rémunérés permet d'ouvrir des perspectives à ces jeunes hommes et jeunes femmes, la croissance améliore aussi la prospérité de la population.

*« Si les profits issus de la croissance ne contribuent pas à réduire les inégalités économiques et provoquent ainsi des tensions sociales, ils mettent en péril la stabilité et la durabilité du développement. »*

## **ACCORD DE BALI AU SEIN DE L'OMC : UNE CHANCE POUR LES PAYS EN DÉVELOPPE- MENT ?**

Selon Roberto Azevêdo, directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'accord conclu en décembre 2013 à Bali est un « bond en avant pour les pays en développement ». Après des années de stagnation, la percée réalisée lors de la conférence ministérielle de l'OMC marque un succès dans les négociations. Reste à savoir dans quelle mesure l'accord conclu bénéficiera aux pays en développement.

L'accord prévoit d'abaisser les barrières douanières afin de faciliter l'accès des pays les plus pauvres aux marchés des pays industrialisés et émergents, ainsi qu'un renforcement de la coopération au développement dans le domaine du commerce et une réduction des subventions versées à l'agriculture.

Le secteur agricole occupe une place prépondérante dans nombre de pays en développement, mais les barrières commerciales internationales entravaient jusqu'ici son accès aux marchés mondiaux. L'accord de Bali devrait contribuer à améliorer la situation à cet égard. L'OMC table sur le fait que la libéralisation dans les pays émergents et en développement permettra de créer des millions d'emplois. Le Conseil fédéral estime que l'adoption de l'accord de Bali a permis de franchir une étape importante dans les négociations de l'OMC.

Des représentants d'organisations de la société civile préviennent toutefois que l'accord pourrait nuire aux intérêts des pays en développement. Ils regrettent en particulier qu'il interdise aux Etats d'appliquer à l'avenir des mesures globales destinées à soutenir la petite paysannerie. Ils estiment de plus que les obligations incombant aux pays industrialisés sont formulées de manière trop vague.



## APPROVISIONNEMENT ÉNERGÉTIQUE ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

*Grâce à l'appui du SECO, l'est du Tadjikistan dispose désormais d'électricité 24 heures sur 24, ce qui a sensiblement amélioré les conditions de vie.*



Autrefois, les commerces, restaurants et usines de la province autonome du Gorno-Badakchan, dans l'est du Tadjikistan, n'étaient exploités qu'en été. En hiver, ils étaient fermés, en raison du manque d'électricité.

Aujourd'hui, ils sont ouverts toute l'année. Les enfants vont à l'école en hiver aussi et peuvent faire leurs devoirs après la tombée de la nuit. Ce progrès, la région le doit au projet Pamir Private Power, cofinancé par le SECO, qui a notamment rénové les centrales hydroélectriques et le réseau de distribution. En même temps, il a introduit des tarifs bon marché et des subventions pour les plus démunis.

La disponibilité ininterrompue de courant électrique a favorisé l'essor de l'économie du chef-lieu de la province : au lieu de neuf boulangeries, on en compte

désormais 30, et le nombre des restaurants est passé de deux à onze. L'ouverture de deux nouvelles laiteries a permis d'augmenter de 56 % la production de produits laitiers. Une usine d'eau minérale a également été mise en service, qui prévoit d'installer bientôt une succursale à Douchanbé, la capitale du pays.

Le projet a aussi eu des effets positifs sur l'environnement et la santé. Après l'effondrement de l'Union soviétique, l'électricité a longtemps été produite par des générateurs fonctionnant au diesel, tandis que la population cuisinait et se chauffait au bois. Environ 70 % des forêts de la province ont ainsi été détruites. Grâce à l'amélioration de l'approvisionnement en électricité, les forêts ont pu se régénérer et la qualité de l'air dans les bâtiments s'est nettement améliorée.



## « DES PROJETS AXÉS SUR LES PRIORITÉS ET LES BESOINS DU PAYS »

*Thierry Buchs dirige la coopération économique au développement du SECO en Colombie.*



**Depuis plus de 40 ans, la Colombie est le théâtre d'un conflit armé. Quelles sont ses conséquences sur la croissance économique du pays ?**

Le conflit avec la guérilla des FARC a durement marqué le pays. La Colombie compte environ 5 millions de déplacés internes, qui se sont réfugiés dans les villes. Dans l'hémisphère occidental, le pays se place en outre juste derrière Haïti pour ce qui est des inégalités de revenus. Cela ne fait qu'accroître le fossé entre villes et campagne, entre économie formelle et informelle.

**Comment la Suisse peut-elle contribuer à améliorer la situation ?**

Nous sommes l'un des rares pays donateurs à mener un programme de coopération économique en Colombie. Il est spécialement axé sur les priorités et

les besoins du pays, à savoir le développement durable des agglomérations et la création d'emplois. A ces activités s'ajoutent le programme d'aide humanitaire et celui destiné à promouvoir les droits de l'homme. Nos partenaires colombiens apprécient beaucoup que ces instruments, qui tiennent compte des différentes réalités et des défis locaux, soient coordonnés entre eux.

**Le SECO intervient aussi au niveau des infrastructures. Quels sont les principaux défis dans ce domaine ?**

Le réseau routier est insuffisant et dans un état lamentable. Pour favoriser un développement urbain durable, il importe d'investir de toute urgence dans la gestion des déchets, le traitement des eaux usées et l'aménagement du territoire.



## RÉSULTATS 2013

### AFRIQUE DU NORD ET PROCHE-ORIENT

- 1 L'appui du SECO a ouvert à **6800 ménages égyptiens l'accès à un réseau central d'évacuation des eaux usées**. En parallèle à l'extension quantitative et qualitative de l'approvisionnement, le projet a amélioré la durabilité financière des installations.

### EUROPE DE L'EST ET CEI

- 1 Grâce au soutien du SECO, quatre entreprises macédoniennes ont participé à des foires internationales. Les contacts établis leur ont permis de **trouver des débouchés internationaux pour leurs produits**.

- 2 Au Tadjikistan, l'aide du SECO a permis de doter **3050 ménages de compteurs d'eau et 10000 ménages de compteurs d'électricité**. Ces appareils garantissent une facturation correcte de la consommation et améliorent ainsi la durabilité financière de la régie des eaux et de la société des services énergétiques.

- 3 En Géorgie, 19000 paysans ont amélioré leurs revenus grâce à l'appui du SECO. **Environ 300 postes à plein temps et à temps partiel ont été créés dans le secteur agricole**. En Arménie, il a été possible d'accroître le revenu de quelque 3000 agriculteurs. En Azerbaïdjan, au moins 70 nouveaux emplois ont été créés et environ 650 paysans ont vu leurs revenus augmenter.

- 4 Dans le sud de la Serbie, les activités menées depuis 2010 par la Suisse afin de promouvoir le secteur privé ont permis **d'augmenter de 10 % le nombre d'emplois dans l'industrie de la trans-**





**formation du bois** (les faisant passer de 12 000 à 13 000).

- 5 Le soutien apporté par la DDC aux réformes du système de santé et à des projets spécifiques dans ce domaine en Asie centrale, dans les Balkans occidentaux, en Ukraine et en République de Moldavie a sensiblement amélioré les prestations de soins. Au Tadjikistan, par exemple, des **médecins généralistes suivent** depuis 2011 des cours de formation et de perfectionnement afin **d'assurer la prise en charge de 500 000 personnes**.

## AMÉRIQUE LATINE

- 1 En Colombie, le SECO a soutenu un projet destiné à simplifier l'octroi de permis de construire et les inspections : **la durée requise pour obtenir un permis de construire a été réduite de près de 80 %**, tandis que les dépenses consacrées à la procédure ont diminué de 45 %. Grâce à la simplification des règlements, le secteur privé colombien réalise des économies annuelles de l'ordre de 7 millions de dollars.
- 2 Au Pérou, le SECO a contribué à **améliorer le processus de planification stratégique** au sein du Ministère du commerce extérieur et du tourisme. Un logiciel a notamment été mis en place, qui permet au ministère et aux autorités publiques régionales d'assurer un meilleur suivi des plans d'exportation.
- 3 Au Nicaragua, l'aide de la DDC a permis à plus de **8 000 familles d'accroître en 2013 leurs revenus de 500 dollars environ** grâce à l'amélioration des chaînes de création de valeur dans la production agricole.

- 4 Entre 2010 et 2013, la DDC a ouvert à **6 000 personnes en Bolivie l'accès à des prestations financières novatrices, tels des microcrédits**. Durant la même période, 15 500 producteurs locaux ont suivi des cours de formation et bénéficié d'un appui technique pour améliorer leurs compétences professionnelles.

## ASIE

- 1 En Mongolie, la DDC a soutenu la **réforme de l'extraction d'or par les petites coopératives**. Le projet a mis l'accent sur l'amélioration des conditions de travail et de la rémunération des ouvriers et des ouvrières, ainsi que sur la réduction des déversements de mercure dans les cours d'eau utilisés pour laver l'or.
- 2 Au Vietnam, le SECO a contribué à la réforme du registre du commerce. Cette réforme a facilité la procédure d'enregistrement des entreprises ainsi que l'accès du public aux informations concernant les sociétés. Désormais, **88 % d'entreprises nouvellement enregistrées n'attendent plus que trois jours, au lieu de quinze, pour obtenir leur licence**. Les coûts de la procédure ont en outre diminué de 60 % environ.
- 3 Au Vietnam, des crédits accordés par le SECO à des banques locales ainsi qu'un suivi technique ont permis de mettre au point de nouvelles **centrales hydro-électriques, qui produisent 261 GWh supplémentaires par an**. Ce total correspond à la consommation annuelle d'électricité de 35 750 ménages de quatre personnes en Suisse.

## AFRIQUE SUBSAHARIENNE

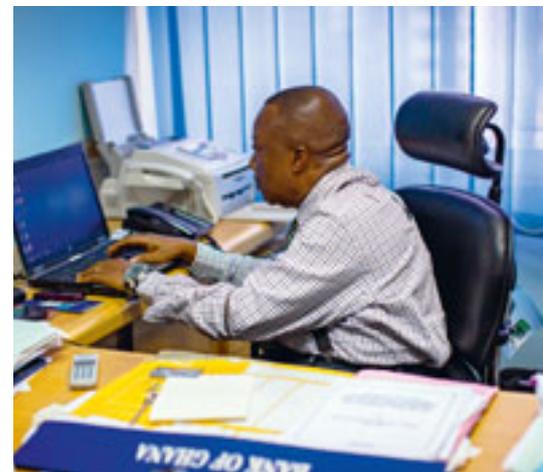
- 1 Au Ghana, le SECO a participé à la création du premier registre des gages de tout le continent africain. Au bout de six mois, des **crédits d'une valeur totale de 3 milliards de dollars avaient déjà été accordés**. Cette institution a ouvert l'accès au crédit à 5 000 petites et moyennes entreprises et à 22 000 micro-entreprises.

## MONDE

- 1 Le projet « Better Work », soutenu par le SECO et visant à faire appliquer les principales conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT) dans le secteur du textile, a sensiblement **réduit les disparités salariales entre les sexes au sein de la main-d'œuvre migrante**. Les migrantes envoyant à

leur famille des sommes jusqu'à 25 % plus élevées que les migrants, le projet apporte également une contribution directe à la réduction de la pauvreté.

La Société financière internationale (SFI) de la Banque mondiale, soutenue par le SECO, a achevé fin 2013 un programme de quatre ans d'une portée remarquable : pour chaque dollar fourni sous forme de don, les banques ont mis 49 dollars à la disposition des PME pour financer des **investissements dans des technologies respectueuses de l'environnement**.





## DÉMOCRATIE ET ÉCONOMIE DE MARCHÉ

- Consolidation des parlements, démocratisation et réforme de l'Etat
- Promotion de l'administration locale
- Déploiement de l'économie de marché

*La Suisse soutient la transition des pays du Sud et de l'Est vers des systèmes démocratiques, et sociaux, fondés sur l'Etat de droit et l'économie de marché, et dotés d'administrations locales de proximité.*

*La promotion de la démocratie vise en priorité à renforcer les parlements, le système judiciaire et la bonne gouvernance, la prévention et la lutte contre la corruption occupant à ce titre une place particulière. Dans son engagement en faveur de la transition, la Suisse s'attache également à améliorer le contexte dans lequel évolue le secteur privé.*



## QUAND LA DÉMOCRATIE DEVIENT RÉALITÉ

Dans bien des régions du monde, des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour revendiquer liberté et démocratie. Mais la transition est laborieuse. L'exemple des Balkans occidentaux montre que la démocratie ne se limite pas aux élections et à l'existence d'institutions démocratiques. La promotion de la démocratie constitue l'une des grandes préoccupations de la Suisse.

En 2013, plus de 17 millions de citoyennes et de citoyens des Etats des Balkans occidentaux ont pu participer à des élections communales, parlementaires et présidentielles et élire ainsi leurs représentantes et leurs représentants. C'est un succès important dans l'optique d'une démocratisation de cette région.

La tenue d'élections ne constitue cependant qu'un seul aspect d'un système démocratique. L'Albanie, la Serbie, le Kosovo, la Macédoine et la Bosnie et Herzégovine ont certes progressé dans cette voie, mais à bien y regarder, on constate que la démocratie demande à être consolidée et, souvent, à être davantage vécue au quotidien.

### **Le long chemin vers la démocratie**

Depuis l'effondrement de la Yougoslavie socialiste, les Etats des Balkans occidentaux ont entamé un processus de transition vers la démocratie et l'économie de marché. Les procédures d'adhésion à l'Union européenne leur ont permis de lancer d'importantes réformes, qui restent toutefois inachevées et sont entravées par le manque de volonté politique.

Des progrès méritent d'être relevés en matière de décentralisation, de prestations à la communauté et de participation citoyenne. Malheureusement, les institutions politiques de la région demeurent souvent faibles et instables, le retard économique à



rattraper est considérable et le chômage représente un problème à régler de toute urgence. Plus de 20 ans après les premières élections démocratiques, les pays des Balkans occidentaux doivent encore relever d'importants défis pour progresser vers une économie de marché et une démocratie qui fonctionnent.

### Société civile et parlement

Si l'existence formelle d'institutions propres à un Etat de droit et d'instruments démocratiques est cruciale, ceux-ci ne peuvent toutefois fonctionner que si la démocratie s'est instaurée et est devenue une réalité tangible.

Une forte participation de la société civile aux processus politiques joue à cet égard un rôle fondamental. Associations, fédérations et organisations non gouvernementales renforcent la participation démocratique de la population et leurs revendications incitent à terme les acteurs étatiques à agir de manière transparente dans l'intérêt des citoyens.

Le succès de la démocratisation passe toutefois par le renforcement de tous les piliers de la démocratie. Outre la société civile, la presse, les autorités gouvernementales nationales et locales ainsi que la justice, il faut mentionner le rôle des parlements, qui exercent une fonction de surveillance essentielle, tant au niveau local que régional. Le parlement n'a

pas seulement pour fonction de légiférer et de donner un cadre aux débats politiques. Il aussi démocratiquement légitimé à contrôler l'action du gouvernement.

### Soutien suisse au processus de démocratisation

La promotion de la démocratie constitue un enjeu central de la coopération internationale de la Suisse. A cet effet, elle mène des programmes non seulement dans les pays prioritaires de la coopération avec l'Europe de l'Est, mais aussi dans tous les contextes géographiques.

Dans les Balkans occidentaux, les priorités de l'engagement suisse visent à développer les capacités des autorités et à favoriser la démocratisation, ainsi qu'à renforcer la société civile. Les programmes de la DDC encouragent les processus de participation citoyenne au niveau communal et apportent un soutien aux organisations de la société civile, ces dernières dénonçant par exemple les cas de corruption. Au Kosovo, la DDC apporte un appui à des organisations locales actives dans les domaines suivants : initiatives citoyennes, protection des minorités ou promotion des femmes. En Macédoine, elle collabore avec des organisations non gouvernementales qui observent d'un œil critique les dépenses publiques et les pratiques en cours dans l'économie privée.

*« Si l'existence formelle d'institutions propres à un Etat de droit et d'instruments démocratiques est cruciale, ceux-ci ne peuvent toutefois fonctionner que si la démocratie s'est instaurée et est devenue une réalité tangible. »*



## « J'AI DÛ FUIR, MÊME SI JE N'AI JAMAIS RIEN FAIT »

*Durant la guerre, Vladimir Šćepanović a été obligé de quitter le Kosovo en abandonnant ses biens. L'agence de propriété du Kosovo (KPA), qui est soutenue par la DDC, l'a aidé à faire valoir ses droits. Aujourd'hui, la KPA a traité près de 40 000 cas.*



*« Le bien dont je revendiquais la propriété est un local artisanal de 44 m<sup>2</sup> à Pristina. Je l'avais acheté pour l'un de mes fils, qui voulait ouvrir un petit commerce. Je me suis marié à Skopje. J'ai une maison là-bas, mais je suis originaire du Monténégro et je me suis installé au Kosovo dans les années 1970... Un vrai Yougoslave, quoi ! C'était la belle époque, quand la Yougoslavie existait encore en tant que telle.*

*Jusqu'au début de la guerre, j'étais responsable de la centrale hydroélectrique de Gazivode, qui approvisionne Mitrovica, Srbica, Vučitrn et Pristina en eau potable. J'étais un des meilleurs experts en gestion de l'eau au Kosovo.*

*La guerre nous a tous pris de court en 1998. Personne ne s'y attendait, malgré la propagande.*

*J'ai dû partir, même si je n'ai jamais fait de mal à une mouche. Le lendemain du jour où j'ai quitté le Kosovo, j'ai appris que des « inconnus » étaient entrés par effraction dans mon local commercial et en avaient pris possession. A l'époque, il n'y avait ni tribunal, ni justice, ni lois au Kosovo. Des milliers de personnes se trouvaient dans la même situation et ont dû abandonner leurs biens. Beaucoup ne sont jamais retournés au pays. Ceux qui sont rentrés ont souvent trouvé leur habitation ou leur commerce occupés.*

*Après la guerre, mon fils a entendu parler de l'agence de propriété, qui aide les gens à obtenir la restitution de leurs habitations, terres arables ou magasins. Le processus a été très lourd sur le plan administratif. Mais en 2012, la KPA a finalement reconnu officiellement ma propriété. Cela a duré terriblement longtemps. »*



« Les programmes de la DDC encouragent les processus de participation citoyenne au niveau communal et apportent un soutien aux organisations de la société civile, ces dernières dénonçant par exemple les cas de corruption. »

Récemment, la DDC a intensifié ses activités visant à renforcer les parlements. En Macédoine et en Serbie, elle a lancé des projets destinés à accroître la transparence et l'efficacité des parlements nationaux et à développer leur fonction de surveillance. En parallèle, elle a collaboré en 2013 avec les autorités locales de quatre régions de Géorgie, afin de renforcer leur capacité à planifier le développement.

La démocratisation va de pair avec une amélioration de la gouvernance. Dans les pays partenaires, le SECO s'efforce plus spécialement d'instaurer des systèmes efficaces de gestion des finances publiques, un secteur financier sain et bien réglementé ainsi que la transparence et la responsabilité des autorités. Intervenant à différents niveaux, les activités du SECO comprennent aussi bien la participation au dialogue politique qu'un appui concret aux réformes.

#### Une route semée d'embûches

A regarder au-delà des frontières européennes, on constate que la démocratisation est souvent un processus long et compliqué. L'histoire récente de pays comme l'Egypte, la Tunisie et le Myanmar montre que dans nombre de régions du monde, les appels à la liberté et à la démocratie n'ont pas fini de résonner. En même temps, la situation politique actuelle au Caire, à Tunis, à Rangoon et dans nombre d'Etats

africains et latino-américains tend à montrer que les aspirations n'ont souvent pas rejoint la réalité. Et cette impression est mise en lumière dans diverses études montrant que le degré de démocratisation dans le monde a plutôt reculé ces dernières années. Les mouvements de protestation se sont certes multipliés, mais il est rare qu'ils débouchent sur un changement fondamental.

Pour beaucoup, la démocratie – à savoir le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple – reste le système politique le plus souhaitable, mais la route qui y mène est semée d'embûches. L'histoire montre toutefois qu'il vaut la peine de s'y engager et de la suivre, car la démocratie est un gage de stabilité politique à long terme et d'un développement économique qui profite à tous.



## UNE BUREAUCRATIE ALLÉGÉE AU KIRGHIZISTAN

*Grâce à un projet soutenu par le SECO, l'inspection des entreprises kirghizes par l'Etat est aujourd'hui nettement plus efficace.*



L'entreprise de joaillerie Keldike, que Gengis Makechov possède à Bichkek, la capitale du Kirghizistan, emploie 80 personnes. Elle produit des bijoux traditionnels, que les femmes portent le jour de leur mariage et lèguent plus tard à leurs filles. Notre patron s'est lancé dans les affaires il y a huit ans et a constaté que les inspections étatiques des mesures anti-incendie, de l'eau et des installations sanitaires ont fortement diminué. A ses yeux, c'est bon signe.

« La multiplication des inspections augmente les frais. Grâce à la baisse du nombre d'inspections, nous avons pu réduire les coûts et notre chiffre d'affaires a déjà doublé depuis 2010 », explique Gengis Makechov.

Nul ne remet en question l'importance de ces contrôles. Mais les innombrables inspections entraînaient sérieusement la bonne marche de l'entreprise,

affirme Mikhaïl Chakhvalioug, propriétaire et directeur d'une entreprise de construction métallique dans les environs de Bichkek.

« Le recul du nombre des inspections a stimulé l'économie, puisque les entreprises ont recommencé à se développer. C'est ce dont nous avons besoin. Nous voulons payer nos impôts, nous développer et créer des emplois », déclare Mikhaïl Chakhvalioug.

Grâce aux ressources fournies par le SECO, la Société financière internationale (SFI) de la Banque mondiale a soutenu la réforme du système d'inspection kirghiz. Cette réforme a permis de diminuer les inspections de près de moitié ; leur nombre est passé de 21 000 en 2011 à 13 500 en 2013. Le gouvernement a de plus réduit de 21 à 12 le nombre d'agences d'inspection.



## CONTRIBUTION À L'ÉLARGISSEMENT

Dans le cadre de la contribution à l'élargissement, la Suisse apporte un soutien aux pays qui ont adhéré à l'Union européenne depuis 2004. Elle participe ainsi à la réduction des disparités économiques et sociales en Europe. L'engagement de la Suisse à ce titre est l'expression de sa solidarité. Parallèlement, notre pays établit ainsi des bases solides pour nouer des relations bilatérales avec les nouveaux Etats membres. La contribution à l'élargissement est mise en œuvre par la DDC et le SECO, mais n'est pas comprise dans l'aide publique au développement (APD). De 2007 à 2012, la Suisse a approuvé au total 210 projets, qu'elle cofinance à raison d'un milliard de francs.

La réalisation des projets se déroule de façon satisfaisante, notamment grâce à l'excellente collaboration avec les pays partenaires, et les premiers résultats intermédiaires sont réjouissants. Ainsi, en 2013, le programme de microcrédit lancé en Lettonie a dépassé ses objectifs : en lieu et place des 650 microcrédits prévus, la Hipotēku Banka, la banque de développement chargée du programme, en a déjà accordé 800, pour un montant total de 8 millions de francs, permettant la création de 2000 emplois.

La collaboration avec la Roumanie et la Bulgarie a commencé en 2010 et la phase d'engagement financier pour les projets prendra fin en décembre 2014. Jusqu'ici, 93 % des 257 millions de francs au budget ont déjà été engagés et certains projets sont en voie de réalisation. En Roumanie, un programme d'information sur l'orientation professionnelle a été lancé à l'intention des élèves du secondaire et des entreprises ; en Bulgarie, un service de soins non hospitaliers a été mis en place, qui s'inspire du réseau suisse de soins à domicile.



## « LES CITOYENS AIMERAIENT SAVOIR COMMENT L'ÉTAT DÉPENSE LEUR ARGENT »

*Katharina Häberli Harker travaille pour la DDC à Belgrade (Serbie) en tant que conseillère régionale en matière de gouvernance.*

### En quoi consiste votre travail ?

En 2013, nos activités ont surtout consisté à promouvoir l'échange d'expériences à l'échelle régionale sur des sujets comme la planification et la transparence des finances communales ou les prestations des associations communautaires. Fin 2013, nous avons lancé un programme régional prometteur, qui utilise le prélèvement de taxes immobilières pour promouvoir l'obligation des communes à rendre des comptes à leur population. Les citoyens aimeraient en effet savoir à quoi sert leur argent.

### Quel événement survenu en 2013 vous remémorez-vous avec plaisir ?

Le point fort de nos activités, ce sont les ateliers régionaux sur la gouvernance, dans lesquels les collaborateurs des bureaux locaux et de la centrale élaborent ensemble des idées de programmes et de partenariats et développent le réseau local et interna-

tional d'experts. Cette année, nous nous sommes rencontrés dans le sud de la Serbie. Nous avons mis au point des instruments destinés à appuyer la société civile et cherché des moyens pour la DDC de promouvoir un financement approprié des communes.

### Quels sont, à votre avis, les principaux défis que la région devra relever en matière de gouvernance ?

La nomination, indépendamment de leurs qualifications, de membres des formations politiques au pouvoir à des postes de la fonction publique, est un phénomène inquiétant mais hélas très répandu. Cette tendance pèse lourdement sur la qualité du service public. La DDC soutient de nouvelles initiatives qui visent à réformer ce secteur afin de l'axer sur les prestations et renforce aussi son appui aux parlements pour qu'ils soient en mesure d'exercer leur surveillance sur le travail de l'exécutif.





## RÉSULTATS 2013

### EUROPE DE L'EST ET CEI

- 1 En Macédoine, la DDC encourage la collaboration et les échanges entre les communes. Grâce à ce projet, **70 % des citoyennes et des citoyens des communes concernées se sont déclarés partiellement ou totalement satisfaits des services fournis par les autorités locales.**
- 2 Selon le dernier rapport « Doing Business » de la Banque mondiale, l'Ukraine, le Kosovo et la Macédoine, tous partenaires du SECO, figurent parmi les dix pays qui ont réformé le plus radicalement les conditions régissant les activités économiques sur leur territoire. Des **mesures spécifiques destinées à amé-**

**liorer le climat d'affaires** ont permis d'améliorer nettement l'efficacité des entreprises. Les autorités concernées ont ainsi pu réaliser des économies ou utiliser leurs ressources de manière plus efficiente.

- 3 Au Kirghizistan, dans les régions d'Issyk-Koul et de Djalalabad, la DDC a contribué entre 2011 et 2013 à la mise au point d'un modèle qui encourage la participation citoyenne aux processus politiques. Les échanges avec la population ont ainsi débouché sur **l'élaboration de 146 plans d'action au niveau communal, la participation des femmes atteignant 47 %**. Ce modèle sera maintenant étendu à d'autres régions du pays.

### AMÉRIQUE LATINE

- 1 Au Pérou, la mise en œuvre d'un programme national, cofinancé par le SECO





et destiné à réformer la gestion des finances publiques, a permis de réaliser des progrès remarquables : **la budgétisation et la gestion des liquidités ont été sensiblement améliorées.** Le Ministère de l'économie et des finances s'est par ailleurs montré vivement intéressé à entreprendre des réformes aux niveaux régional et local.

## ASIE

1 Dans la région de Malakand, au Pakistan, des réformes ont eu pour effet de renforcer l'état de droit. La DDC a largement contribué à cette évolution positive en apportant son **appui à des tribunaux itinérants et à des approches différentes de résolution des conflits.**

2 Au Népal, les groupes de population marginalisés bénéficient désormais d'un meilleur accès au système judiciaire. Grâce aux organisations partenaires de la Suisse, 24 affaires ont été renvoyées devant le tribunal national et trois devant Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. La DDC a par ailleurs facilité des **consultations juridiques et la prise en charge de 530 travailleurs migrants.**

3 Au Laos, plus **de 500 000 familles ont été associées à l'élaboration des plans de développement** qui garantissent l'accès à leurs terres.

4 En 2013, les élections pakistanaises ont eu lieu dans un climat plus calme qu'il y a cinq ans et la participation a nettement progressé avec 60 % contre 45 % en 2008. Avant ces élections, la Suisse a **participé à la formation de 25 000 agents de police**, qui ont contribué au déroulement pacifique du scrutin.

5 Grâce à un programme soutenu notamment par le SECO, l'Indonésie est parvenue à améliorer la transparence de son administration publique. Cette initiative a notamment permis **d'améliorer la gestion des marchés publics, la présentation des comptes et l'élaboration des budgets.**

## AFRIQUE SUBSAHARIENNE

1 En Tanzanie, la DDC a contribué à renforcer les organisations de la société civile, qui sont ainsi parvenues à **approfondir leur dialogue avec le gouvernement aux niveaux national et local.** Grâce à ce dialogue, les décisions gouvernementales tiennent mieux compte des intérêts des citoyennes et des citoyens. Le projet de nouvelle Constitution, élaboré en juin 2013, témoigne de cette évolution.

2 En Afrique du Sud, l'accès au système judiciaire a été amélioré. L'appui de la DDC a permis de créer quinze nouveaux **tribunaux locaux dans les townships et dans les régions rurales.**



# RECHERCHE ET INNOVATION : UNE CLÉ POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'ÉCHELLE MONDIALE

La recherche et l'innovation, tant technologique que sociale, sont deux éléments indispensables pour réduire la pauvreté et les risques globaux.

La science contribue à résoudre les problèmes de développement et d'avenir : elle pose des questions, analyse des problématiques et fournit de nouvelles connaissances ainsi que des recommandations. Elle pose ainsi les jalons d'une évolution respectueuse du climat en vue d'un développement durable dans toutes les régions du monde.

La DDC et le SECO collaborent aussi bien avec les instituts suisses de recherche qu'avec de nombreux partenaires d'Europe de l'Est, d'Afrique, d'Asie et

d'Amérique latine. Ils soutiennent en particulier les projets de recherche axés sur des défis mondiaux : pauvreté et faim, inégalités, raréfaction des ressources et changements environnementaux dans les régions en développement.

Les résultats de la recherche contribuent à la conception et à la réalisation de projets de développement. La DDC et le SECO tirent parti des connaissances des spécialistes des universités et des hautes écoles, qui augmentent ainsi l'efficacité de la coopération internationale.

## Premier salon de la recherche à la DDC



A l'occasion d'une rencontre organisée en juin 2013 par la DDC et la Commission suisse pour le partenariat scientifique avec les pays en développement (KFPE), des scientifiques ont présenté des innovations mises au point avec leurs partenaires de recherche d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

Méthode de spectroscopie servant à identifier la composition des sols, mesures pour garantir le respect des normes d'hygiène dans les bidonvilles, moyens de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> des troupeaux ou capteurs capables de détecter de l'eau dans des régions arides : voilà quelques-uns des projets présentés lors du premier salon de la recherche. Ils montrent comment la recherche menée avec et dans les pays émergents et en développement peut contribuer à résoudre les problèmes liés au développement.

## Pôle national de recherche Nord-Sud – les succès d'une vaste collaboration

Dans le cadre du Pôle national de recherche Nord-Sud, achevé en 2013, six instituts suisses de recherche ont collaboré avec 140 institutions partenaires d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, la collaboration Sud-Sud constituant une priorité du programme. De 2001 à 2013, quelque 1250 chercheurs dans le monde ont travaillé de concert afin de résoudre des problèmes spécifiques aux domaines suivants : pauvreté, conflits, migration, santé, eaux usées, ressources naturelles, développement régional et gouvernance. Ils ont rédigé plus de 2300 rapports, dont pas moins de 65 documents d'orientation. Le document n° 14, consacré à la résilience sociale (*Social resilience: a new approach in mitigation research*), relève par exemple les points communs entre le paludisme en Tanzanie, la migration de main-d'œuvre au Pakistan et les grossesses adolescentes au Ghana.

La DDC a soutenu le Pôle national de recherche (PNR) Nord-Sud pendant douze ans pour un montant total de 42,5 millions de francs.



« L'implication d'acteurs sociaux à toutes les étapes de la recherche offre l'occasion non seulement de générer de précieuses connaissances, mais aussi d'obtenir des résultats utilisables, qui pourront être intégrés dans la politique et dans la pratique. »

Elisabeth Jimenez,  
Centre de recherche  
pour le développement  
(CIDES), Bolivie

« Au cours des années à venir, nous attendons de la recherche qu'elle apporte des réponses originales, de nouvelles connaissances et des instruments novateurs à même de favoriser la transition vers un développement durable pour tous. »

Martin Dahinden,  
directeur de la DDC



#### r4d – Research for Development : un programme de la DDC et du FNS

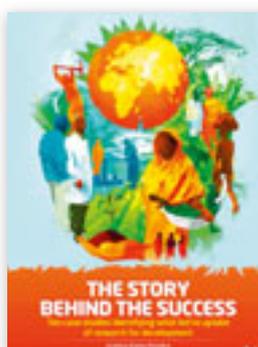
Afin de relever les défis mondiaux auxquels est confrontée la coopération internationale, la DDC et le Fonds national suisse (FNS) ont lancé en 2012 le « Swiss Programme for Research on Global Issues for Development » (r4d). D'ici 2022, ce programme aura consacré quelque 100 millions de francs à soutenir des partenariats entre les instituts de recherche suisses, africains, asiatiques et latino-américains.

Les travaux s'articulent autour de sujets propres au développement : conflits, emploi, sécurité alimentaire, écosystèmes et santé dans les régions pauvres

et en développement. Lors de l'évaluation des demandes, la qualité scientifique a autant d'importance que la pertinence en termes de développement. Les premiers fonds ont déjà été alloués en 2013. Pendant six ans, trois projets de recherche menés en partenariat seront financés dans chacun des deux domaines suivants : causes et mécanismes de résolution des conflits sociaux dans un contexte institutionnel faible et emplois dans le cadre du développement durable. La DDC cofinance ce programme à raison de 72 millions de francs.

#### La recherche mise en pratique

Dans le cadre de la coopération multilatérale de la Suisse, la DDC soutient le partenariat mondial de recherche agricole CGIAR, qui regroupe quinze centres internationaux de recherche. Dans nombre de pays, les activités et le savoir généré par le CGIAR ont contribué à l'essor du secteur agricole.



« L'application des résultats de la recherche constitue une discipline en soi, qu'il importe d'inclure dès le départ dans tout projet de recherche, afin de s'assurer que les recommandations soient acceptées. »

Joanna Kane-Potaka,  
auteure et ancienne  
directrice de l'Information and Knowledge  
Group de l'IWMI.

C'est ce qu'illustre le livre « The Story behind the Success », paru en 2013. Prenant dix études de cas réalisées par l'International Water Management Institute (IWMI) du CGIAR, l'ouvrage illustre les efforts entrepris pour favoriser l'application des résultats de la recherche ainsi que les effets obtenus.



## UNE MONDIALISATION PROPICE AU DÉVELOPPEMENT

- Protection de l'environnement et des ressources naturelles
- Energies renouvelables et efficacité énergétique
- Exploitation efficace des ressources

*En formulant des règles internationales qui tiennent compte du différentiel de développement, on permet également aux petits Etats ou aux pays pauvres de faire valoir leurs droits. Les règles de la communauté internationale doivent donner à tous la possibilité d'exercer leurs droits en matière d'environnement et faciliter leur intégration durable sur le marché mondial. La Suisse s'implique activement au sein des institutions environnementales de l'ONU, de la Banque mondiale, des banques régionales de développement ainsi que de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Les pays en développement doivent toutefois aussi participer à ces efforts et assumer les devoirs qui leur incombent. Ils doivent notamment exploiter l'environnement de manière durable, utiliser les ressources avec parcimonie et recourir à des agents énergétiques non fossiles.*

## LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, UN OBSTACLE AU DÉVELOPPEMENT

Les projets de développement dans le domaine du climat servent souvent des objectifs multiples : ils s'attaquent aux causes et aux conséquences du changement climatique, tout en contribuant à réduire la pauvreté. L'engagement en faveur d'une gestion durable des forêts en est un parfait exemple. La durabilité écologique est un principe de base de la coopération internationale de la Suisse.

Chaque année, l'homme brûle ou défriche 13 millions d'hectares de forêt de par le monde, soit une superficie qui équivaut à trois fois la Suisse. Or ces activités ont des conséquences perceptibles sur le climat : près d'un cinquième du dioxyde de carbone émis dans l'atmosphère est à mettre sur le compte de la déforestation.

Les pays en développement sont les premiers concernés par le déboisement, alors que la forêt constitue une ressource économique vitale pour leurs habitants. Selon la Banque mondiale, les revenus de quelque

400 millions de personnes démunies dépendent de ressources sylvicoles.

### **Succès d'un partenariat international pour la protection de la forêt**

La protection des forêts est indissociable de l'évolution du climat mondial et de la lutte contre la pauvreté. Pendant longtemps, la communauté internationale n'a pourtant guère accordé d'importance à la déforestation. Ce n'est qu'en 2006, dans le cadre de la Conférence sur le climat de Bali, qu'une initiative a été lancée



en vue d'enrayer le recul rapide des surfaces forestières. Le programme REDD attribue une valeur économique au gaz carbonique stocké dans le bois, de sorte que les communautés locales, les exploitants et les pays sont récompensés lorsqu'ils protègent leurs forêts. L'effort consenti ne ralentit pas seulement le changement climatique, mais préserve aussi les moyens d'existence de millions de personnes.

Bien que la logique économique de REDD fasse sens – ralentir la déforestation est l'un des moyens les moins coûteux pour réduire les émissions de gaz à effet de serre –, les négociations autour de ce programme n'ont pu être conclues qu'en marge de la conférence sur le climat réunie à Varsovie en novembre 2013. C'est là une petite lueur d'espoir dans des négociations sur le climat par ailleurs extrêmement ardues.

### Climat et développement

Le changement climatique intervient à l'échelle de toute la planète, mais ses conséquences se font surtout sentir là où les hommes dépendent directement de la nature pour leur subsistance. Les pays pauvres sont souvent les premiers concernés, d'autant qu'ils sont en général mal préparés à relever les défis climatiques. En effet, ils ne disposent pas des moyens financiers, techniques et politiques pour s'adapter aux nouvelles conditions climatiques. Sécheresses, inondations, vagues de chaleur, tarissement des sources ou montée

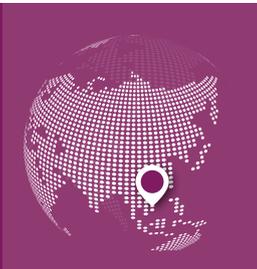
du niveau des océans peuvent placer de vastes groupes de population face à de graves problèmes et même mettre leur avenir en danger. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), un organisme de l'ONU, craint par ailleurs que les effets du changement climatique, la raréfaction de l'eau en particulier, n'accroissent l'instabilité politique et n'attisent les conflits armés.

### Un engagement suisse aux multiples facettes

Face à ces défis, la Suisse a accru ces dernières années son engagement international dans le domaine du changement climatique. En 2011, le Parlement a décidé de consacrer environ 140 millions de francs à de nouvelles mesures climatiques dans les pays en développement. Ces mesures visent à mieux préparer les régions concernées à l'évolution du climat et à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Dans la région du Mékong, en Colombie et au Pérou, un programme du SECO encourageant les modes de production respectueux de l'environnement a par exemple permis à 28 petites et moyennes entreprises de réduire sensiblement la quantité de leurs déchets.

La DDC contribue par ailleurs, sur les hauts plateaux péruviens par exemple, à améliorer la prévention des catastrophes naturelles et à réduire les risques qu'elles engendrent, telle l'apparition de pénuries alimentaires. Avec l'appui de spécialistes suisses, la Chine,

*« Le changement climatique intervient à l'échelle de toute la planète. Les pays pauvres sont souvent les premiers concernés, d'autant qu'ils sont en général mal préparés à relever les défis climatiques. »*



## DE L'ÉNERGIE PROPRE GRÂCE À LA BALLE DE RIZ

*Le Minh Truong dirige une entreprise alimentaire au Vietnam. Grâce à un projet du SECO, sa société utilise la balle de riz excédentaire pour produire de l'énergie propre.*

*Sise dans le sud du Vietnam, l'entreprise Song Hau Food produit chaque année 200 000 tonnes de riz pour le marché local et pour l'exportation. Si elle consomme beaucoup d'énergie, elle recèle aussi un grand potentiel d'optimisation, tant pour ce qui est de l'utilisation des ressources que des processus de travail.*

*Entre 2000 et 2010, le Centre vietnamien pour une production propre a vu le jour avec l'appui du SECO et de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI). Après avoir analysé de près la production de Song Hau Food, les experts du centre ont formulé plus d'une vingtaine de recommandations aisément applicables, permettant d'augmenter la productivité tout en améliorant la protection de l'environnement.*

*Ils ont notamment suggéré de valoriser la balle de riz excédentaire afin de produire de l'énergie. Pour l'entreprise de Le Minh Truong, le jeu en valait la chandelle, puisqu'elle parvient à économiser plus de 230 000 kWh par an. Ce total équivaut à 15 000 dollars ou à 140 tonnes de CO<sub>2</sub>.*

*« Nous sommes vivement reconnaissants pour les conseils reçus, déclare Le Minh Truong. Grâce à eux, nous avons nettement augmenté la production, tout réduisant notre impact sur l'environnement. »*

*Le directeur a déjà d'autres idées en tête : il veut utiliser des déchets verts pour produire la chaleur nécessaire au séchage du riz. Un projet fort prometteur, avec un potentiel d'économies de l'ordre de 500 000 dollars par an.*





L'Inde et l'Afrique du Sud se sont dotées en 2013 de nouvelles politiques et législations nationales sur le climat. En Inde, la DDC s'est attachée à promouvoir les sources d'énergie renouvelables dans le cadre d'un projet qui mise beaucoup sur le dialogue politique, car les adaptations ne produisent des effets durables que lorsque les autorités compétentes les assument sur le plan politique. En Asie et en Afrique, la DDC apporte son appui à deux programmes régionaux de développement destinés à renforcer le rôle de la forêt dans les stratégies climatiques nationales. Le SECO se concentre essentiellement sur la lutte contre les causes du changement climatique. Par son engagement, il vise plus spécialement à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à améliorer l'efficacité énergétique et à promouvoir les énergies renouvelables. Au sein des institutions internationales, telle la Banque mondiale, le SECO œuvre pour renforcer la lutte contre le changement climatique et soumettre la promotion de la croissance à des impératifs écologiques.

### Une coopération au développement aux effets multiples

Les projets climatiques s'avèrent souvent utiles à plus d'un titre : ils s'attaquent aux causes et atténuent les conséquences du changement climatique, tout en contribuant à réduire la pauvreté et à préserver les moyens de subsistance. L'adoption d'une gestion durable des forêts au Brésil s'inscrit dans une telle logique : la déforestation reculait de 80 % à l'échelle nationale. Dans le même temps, on a observé une réduction massive de la pauvreté extrême. Chaque année, la DDC consacre environ 10 millions de francs à des projets forestiers.

### Des solutions globales s'imposent

Vu l'ampleur du changement climatique, il ne suffit pas d'agir au niveau local. La Suisse participe dès lors activement aux négociations internationales menées dans le cadre de l'ONU et plaide pour l'adoption de conditions-cadres politiques, à la fois contraignantes et équitables, pour les pays en développement. En collaboration avec l'Office fédéral de l'environnement, la DDC et le SECO œuvrent pour un nouvel accord sur le climat qui devrait être conclu en 2015 à Paris.

Jusqu'ici, les résultats des négociations sont loin de répondre aux attentes. Le financement des adaptations au changement climatique, en particulier, constitue un véritable casse-tête. Selon les estimations, il faudrait investir jusqu'à 67 milliards de dollars pour atténuer notablement les effets les plus graves du changement climatique et ce, dans les pays en développement les plus pauvres uniquement. Un échec des négociations aurait des conséquences fatales, tant pour les pays en développement que pour le monde industrialisé. Il sera en effet difficile de rattraper demain les occasions manquées aujourd'hui. La forêt en apporte la preuve : il est facile d'abattre un arbre, mais il faut attendre des décennies, voire des siècles, pour qu'il repousse.

*« Les projets climatiques s'avèrent souvent utiles à plus d'un titre : ils s'attaquent aux causes et atténuent les conséquences du changement climatique, tout en contribuant à réduire la pauvreté et à préserver les moyens de subsistance. »*

## DES RÉSEAUX POUR EXPLOITER LES SYNERGIES

La DDC et le SECO réalisent depuis plus de vingt ans des projets dans le domaine du climat. Ils ont accumulé un important capital de connaissances et d'expériences, dans lequel ils peuvent puiser pour mener leurs activités actuelles et futures.

Des obstacles entravent toutefois les échanges entre les continents. Les synergies et les échanges de connaissances entre les pays andins, les régions de montagne en Suisse et les régions de l'Himalaya recèlent un potentiel énorme, mais il faut pouvoir l'exploiter. C'est pourquoi il y a cinq ans, la DDC a mis sur pied des réseaux thématiques. Le réseau Changement climatique et environnement de la DDC regroupe 200 membres en Suisse et à l'étranger. Outre le personnel spécialisé à la centrale et dans les bureaux de coopération de la DDC, il rassemble aussi des spécialistes externes et des institutions partenaires. Les experts sur le terrain ont l'occasion d'échanger leurs idées avec des collègues qui travaillent dans d'autres pays et d'autres contextes. Ces échanges permettent d'associer et d'élargir les expériences et les compétences.

Les membres du réseau Changement climatique et environnement ont récemment élaboré des lignes directrices concernant les risques environnementaux et climatiques (CEDRIG). Accessibles à tous, ces directives pratiques permettent à d'autres institutions de profiter de l'expérience et des compétences du réseau. L'OCDE a jugé que ces recommandations étaient un bon exemple de l'intégration des risques environnementaux et climatiques dans les programmes humanitaires et d'aide au développement.

Le SECO est lui aussi relié à des réseaux, notamment dans le domaine prioritaire que représente le climat. Les activités menées en la matière revêtent un caractère transversal. Le réseau climat du SECO joue un rôle crucial de coordination entre les différentes unités qui sont concernées par cette thématique. Les échanges et la complémentarité entre les diverses perspectives permettent d'adopter une approche globale et efficace.



## **ABEILLES, ARBRES ET TORRENTS : UN DÉDOMMAGEMENT POUR LA PROTECTION DES BASSINS VERSANTS**

*La fondation Natura, soutenue par la DDC, verse une indemnisation à Diovigildio Ayala, paysan de montagne bolivien, pour la préservation des réserves naturelles en eau. Ne voulant pas d'argent pour ce travail, il préfère qu'on le paie en abeilles.*

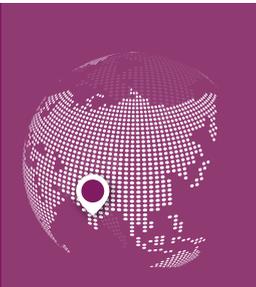


Diovigildio Ayala a grandi sur les pentes abruptes de la vallée de Santa Cruz, en Bolivie. C'est là qu'il a appris, dès l'enfance, la valeur des abeilles, qui pollinisent les végétaux, produisent du miel et constituent une source de revenus. Il est aujourd'hui paysan de montagne dans cette région qui fournit de l'eau aux habitants vivant dans la vallée.

Pour que ces usagers reçoivent, eux aussi, de l'eau propre et fraîche, Natura tente, avec l'appui de la DDC, d'inciter les communes à soutenir un programme qui dédommage les agriculteurs pour la préservation des réserves naturelles en eau, telles les zones alluviales et les forêts. Les contribuables vivant en aval alimentent un fonds pour l'approvisionnement en eau, qui sert à indemniser les efforts consentis par les propriétaires fonciers plus en amont.

Natura a également proposé un dédommagement financier à Diovigildio, qui a adapté ses méthodes de culture et protège ainsi le bassin versant d'où provient l'eau potable. Ne voulant pas d'argent, il a demandé à être payé en abeilles. « Si je reçois des bolivianos, je les dépense de toute façon aussitôt, déclare-t-il. Je veux que ces versements me servent à créer quelque chose de durable. »

Natura attache une grande importance à la durabilité des projets. Ces huit dernières années, son approche a été perfectionnée et étendue à d'autres parties de la vallée. Le programme assure un approvisionnement en eau potable à environ 1,5 million de personnes et protège les exploitations de montagne de la déforestation. Et si c'était ça l'avenir des Andes ?



## **« DÉVELOPPEMENT ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DOIVENT ALLER DE PAIR »**

*Janine Kuriger travaille pour la DDC à New Delhi (Inde), où elle dirige les activités de la coopération ayant trait au changement climatique.*



**New Delhi compte parmi les villes les plus polluées du monde. Pourquoi ?**

Les sources de pollution sont multiples : gaz d'échappement, générateurs fonctionnant au diesel, centrales à charbon, foyers ouverts pour le chauffage en hiver, etc. La pollution atmosphérique ne nuit pas seulement à la santé, mais aussi au climat. Les particules fines dégagées lors d'une combustion incomplète absorbent la lumière du soleil et accélèrent le réchauffement. On pense qu'elles jouent aussi un rôle dans le recul des glaciers dans l'Himalaya : en se déposant sur la glace, elles augmentent l'absorption du rayonnement solaire et accélèrent la fonte.

**La population locale a-t-elle conscience du problème ?**

En partie, oui. Mais beaucoup de gens se préoccupent en priorité d'améliorer leur situation économique. La

difficulté consiste à trouver des moyens d'allier le développement économique et social et la protection de l'environnement. C'est l'objectif de notre programme pour la préservation du climat.

**Quelles compétences suisses pourraient s'avérer utiles en Inde ?**

La Suisse possède des compétences spécifiques dans les domaines de l'énergie et de la recherche sur le climat. Voilà pourquoi nous favorisons notamment le transfert de connaissances sur la glaciologie et l'efficacité énergétique des bâtiments entre chercheurs, autorités et acteurs du secteur privé. Grâce à notre longue expérience et à notre réputation, nous jouons aussi un rôle clé dans la coordination des activités que les donateurs mènent dans les secteurs de la construction et des PME.



## RÉSULTATS 2013

### AFRIQUE DU NORD ET PROCHE-ORIENT

1 L'initiative « paix bleue », lancée par la DDC, a permis d'entamer un dialogue politique sur la gestion internationale de l'eau en Libye, en Jordanie, en Syrie, en Turquie et en Irak.

### AMÉRIQUE LATINE

1 La DDC préconise le recours à la notion d'« empreinte hydrique » (water footprint). Au Pérou et au Chili, elle a réussi à gagner nombre d'entreprises à cette idée, qui vise à assurer une gestion plus efficace de l'eau.

### ASIE

1 Grâce au projet Green Credit Line, le SECO a encouragé au Vietnam le remplacement d'anciennes lignes de production par des procédés modernes plus respectueux de l'environnement. Les mesures appliquées ont réduit considérablement la consommation d'électricité ainsi que les émissions de gaz à effet de serre.



### AFRIQUE SUBSAHARIENNE

1 Au Ghana, un projet destiné à améliorer l'efficacité énergétique a été mis sur pied grâce à l'aide de l'« Interact Climate Change Facility », dans laquelle le « Swiss Investment Fund for Emerging Markets » (SIFEM), soutenu par le SECO, a investi des fonds. Jusqu'à fin 2013, ce projet a permis de réduire de 0,53 tonne environ les émissions de gaz carbonique (CO<sub>2</sub>), qui est l'un des gaz à effet de serre. Ce total correspond aux émissions



engendrées par 1000 personnes qui effectueraient 230 vols aller-retour entre Zurich et New York.

## MONDE

- ① Les efforts de la DDC pour promouvoir une agriculture écologique ont incité l'Union africaine à lancer une initiative à l'échelle du continent en faveur d'une **alimentation saine et équilibrée**. L'initiative vise par ailleurs à réorganiser, dans une perspective de durabilité, les systèmes de production mis à rude épreuve par le changement climatique.
- ② Par l'intermédiaire du SIFEM, le SECO soutient en Afrique un fonds pour la sylviculture durable, qui investit dans des plantations certifiées FSC. Les efforts entrepris ont jusqu'ici permis **d'éviter jusqu'à 2,8 millions de tonnes d'émissions de CO<sub>2</sub>, ce qui correspond aux émissions d'une petite centrale à charbon**.
- ③ Grâce à son savoir-faire et à sa longue expérience de la coopération en Amérique latine et dans les Caraïbes, la DDC a contribué à renforcer les échanges mondiaux de connaissances sur les moyens de **réduire les pertes après la récolte**, en particulier lors du stockage de céréales et de légumineuses. De nouvelles initiatives dans ce domaine ont été lancées dans dix pays africains.
- ④ La Suisse a exercé une grande influence sur les débats internationaux destinés à fixer l'agenda post-2015. Elle est **le seul pays à avoir dirigé les consultations de l'ONU consacrées à deux thèmes mondiaux sur onze**. La position de la Suisse dans les domaines de l'eau et de la démographie a par ailleurs été largement commentée dans le monde entier.
- ⑤ Dans la région du Mékong, en Colombie et au Pérou, un programme **encourageant les modes de production respectueux de l'environnement** a permis à 28 petites et moyennes entreprises de **réduire sensiblement la quantité de leurs déchets**. En 2013, les efforts consentis ont permis d'abaisser de 220 tonnes environ les émissions de CO<sub>2</sub>, ce qui correspond aux émissions engendrées par une personne qui effectuerait

440 fois en avion le trajet Zurich-Athènes et retour.

- ⑥ La DDC a aidé ses **partenaires multilatéraux à optimiser leur processus d'auto-évaluation** : un service d'évaluation indépendant a notamment été créé au sein du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et un système d'évaluation a été mis en place à l'UNICEF. Ces mesures aident les institutions à mieux exploiter les expériences et les connaissances accumulées, afin de les mettre au service de leurs futures activités.
- ⑦ La DDC étant représentée au comité du Fonds vert pour le climat (Green Climate Fund) ainsi qu'au sein des Geneva International Finance Dialogues, la Suisse est parvenue à impliquer davantage le secteur privé dans les **négociations multilatérales sur le financement du climat dans le domaine énergétique**.
- ⑧ En tant que membre du conseil administratif de diverses organisations internationales, la Suisse a mis sa position à profit pour consolider et renforcer **l'égalité des sexes au sein des institutions de l'ONU** et de la Banque mondiale.
- ⑨ La DDC a soutenu des projets novateurs de vulgarisation agricole. Le recours aux nouvelles technologies de la communication, tels les services itinérants ou les vidéos de pair à pair, a permis d'inclure davantage les paysans et **les paysannes dans la recherche et la vulgarisation agricoles**, leur donnant ainsi les moyens d'améliorer leur production.
- ⑩ Avec l'appui de spécialistes suisses, la Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud se sont dotées en 2013 de **nouvelles politiques et législations nationales sur le climat**.
- ⑪ En partenariat avec le laboratoire d'idées Forest Trend et le réseau mondial Katoomba Group, la DDC a soutenu une **initiative internationale qui prévoit d'accroître les investissements et les rémunérations des bassins versants transfrontaliers**.
- ⑫ En collaboration avec la Banque mondiale, la DDC a créé l'Alliance mondiale pour le savoir sur les migrations et le développement (KNOMAD). Celle-ci a

pour objectif de mettre des **études, des ensembles de données et des instruments politiques** à la disposition des Etats et d'autres acteurs sur une **plateforme centrale d'échanges, ainsi que de générer de nouvelles connaissances**.





*Sunda Kalepa est le plus ancien des ports de Jakarta, la capitale de l'Indonésie. Ouvrant l'accès au reste du monde pour les quelque 17 000 îles qui entourent Java, c'est aussi le point de départ des bateaux traditionnels qui assurent le commerce entre ces îles et la capitale.*

*Un développement à même de réduire la pauvreté repose sur la prospérité économique et une croissance bénéficiant à toutes les couches de la population. Le programme global Finances et Commerce a pour but de définir des règles nationales et internationales propres à favoriser durablement le développement. Voici ses principaux objectifs : surmonter les barrières commerciales, exploiter la propriété intellectuelle, optimiser les conditions pour générer des investissements productifs et faciliter le transfert de technologies. Une autre de ses priorités est de mettre en place un système fiscal équitable et efficace.*





Partenariats en Suisse

## LES COMPÉTENCES, BASE DE TOUT PARTENARIAT

La coopération au développement contribue efficacement aux changements politiques, économiques et sociaux et offre de nouvelles opportunités d'inclusion aux groupes de population défavorisés. A cette fin, il est nécessaire de mobiliser les connaissances et expériences de différents acteurs.

Les partenariats avec des organisations non gouvernementales (ONG) indépendantes et l'économie privée suisse sont une composante importante de la coopération internationale de la Confédération. Les partenariats opérationnels au niveau du terrain et les échanges thématiques avec des ONG et des entreprises renforcent la mise en commun d'expériences, de connaissances et de compétences. Les partenariats représentent en effet un investissement important en matière de politique de développement.

### Le savoir : un élément clé

Les partenariats de la DDC et du SECO avec les ONG suisses s'articulent autour de trois mécanismes : approfondissement des connaissances, examen critique des expériences et promotion des processus d'apprentissage. Ces partenariats ont aussi pour objectif d'amener les organisations de la société civile dans les pays partenaires (associations paysannes, mouvements sociaux, etc.) à renforcer leur esprit d'analyse. Elles seront alors mieux à même de mobiliser les groupes de population défavorisés dans le but d'obtenir un accès à des services de base ou le respect de normes écologiques et sociales. Les organisations locales renforceront ainsi leur capacité à formuler des solutions et à négocier avec les responsables étatiques.

Dans bien des domaines, les ONG suisses ont développé des compétences uniques et mis en pratique des idées novatrices. On peut citer par exemple l'amélioration des systèmes locaux d'information sanitaire ou les formes éducatives de la justice des mineurs. Les ONG ont transmis ces compétences à leurs partenaires sur place et contribué ainsi à ancrer les solutions dans le tissu local. Ce savoir-faire est un élément central des partenariats.

### Investissements privés : une chance à saisir

Les investissements des compagnies privées ont un impact important sur le développement des pays

partenaires. En partenariat avec diverses entreprises, la DDC et le SECO poursuivent un objectif commun : mobiliser chacun pour assurer un développement écologique, économique et social bénéficiant à tous. A cet effet, un dialogue stratégique sur le développement durable est conduit en Suisse avec diverses entreprises et des partenariats opérationnels sont conclus dans les pays partenaires.

En Colombie, par exemple, des partenariats public-privé pour le développement encouragent les entreprises à réduire leur empreinte hydrique. Cet effort ne préserve pas seulement les ressources naturelles en eau, mais réduit aussi la pollution et la consommation d'eau dans les procédés de production. Le partenariat apporte par ailleurs une importante contribution scientifique à la mise au point d'une norme ISO concernant l'empreinte hydrique.

Ce partenariat donne à la coopération suisse au développement accès à des compétences et à des ressources qui lui permettent d'influer durablement et efficacement sur le développement d'un pays. Les entreprises y trouvent leur compte, puisqu'elles bénéficient aussi directement de ces expériences. Elles savent également que seuls un contexte stable et un développement durable permettent de faire des affaires profitables sur la durée.

### Les partenariats gagnent en importance

Les exigences de la politique de développement montrent que l'approfondissement et le transfert de connaissances joueront à l'avenir un rôle important. Voilà pourquoi les partenariats entre l'Etat, la société civile, les milieux scientifiques et l'économie privée gagnent en importance. Mais cette collaboration implique aussi que les compétences des partenaires doivent répondre à des exigences plus élevées. Les partenariats favorisent donc les interactions et stimulent l'innovation.



Coopération multilatérale

## PLUS QUE LA SOMME DE SES PARTIES

Trouver des réponses satisfaisantes aux défis toujours plus complexes et interdépendants de la coopération internationale exige un effort commun. Les organisations multilatérales jouent à cet effet un rôle crucial. Voilà pourquoi la Suisse apporte une contribution de taille à leurs activités et à leur efficacité.

Les organisations multilatérales sont des acteurs clés de la coopération internationale. Elles disposent des moyens techniques, du volume financier, du poids et de l'expérience requis pour coordonner et mettre en œuvre efficacement des mesures au niveau national et international.

Membre actif de plusieurs de ces organisations, la Suisse participe à la résolution commune de problèmes mondiaux, à la lutte contre la misère et la pauvreté et à la résolution de crises. Elle est représentée au sein des organes de direction et de surveillance des institutions financières internationales et des organisations de l'ONU qu'elle appuie en contribuant à leur financement.

### Nouvelles stratégies

Au niveau international, l'année 2013 a été marquée par la reconstitution des ressources du fonds concessionnel de l'Association internationale de développement (IDA) et du Fonds africain de développement (AfDF), qui servent à financer des programmes de développement. Cette même année, la Banque mondiale s'est par ailleurs dotée d'une nouvelle stratégie, qui vise principalement à éradiquer la pauvreté extrême dans le monde et à promouvoir une prospérité qui profite à tous, et en particulier aux plus démunis. Plusieurs institutions des Nations Unies, dont le Programme pour le développement (PNUD), le Fonds pour la population (FNUAP) et le Fonds pour l'enfance (UNICEF), ont adopté en 2013 de nouveaux plans-cadres stratégiques. La Suisse a participé activement aux discussions préparatoires et a pu faire valoir nombre d'axes thématiques et institutionnels. Outre la priorité accordée aux personnes les plus démunies et les plus fragiles, ces axes renforcent l'accent mis sur des thématiques telles que les Etats fragiles, la gouvernance, la santé et l'égalité des sexes. Le regroupement des axes thématiques et l'exploitation des synergies potentielles permettront aux organisations multilatérales de mieux cibler leurs activités sur les résultats escomptés.

### Renforcer l'efficacité

L'efficacité des activités opérationnelles des organisations multilatérales compte parmi les priorités de la DDC et du SECO, d'où leur engagement en faveur d'une meilleure coordination entre les institutions de l'ONU et de la Banque mondiale dans les régions d'intervention. Ce faisant, la Suisse contribue à accroître l'efficacité et l'efficience de la coopération. L'appui de la Suisse a ainsi permis à la coopération au développement au Yémen de se doter d'un cadre de résultats commun à tous les intervenants (les divers donateurs, les organisations multilatérales et le gouvernement). La Suisse a aussi contribué activement à la réforme du système opérationnel de développement de l'ONU. Les mesures adoptées amélioreront l'efficacité et la cohérence des activités, tant au siège de l'ONU à New York, que sur le terrain.

En 2013, la Suisse a de nouveau participé activement au Réseau de mesure des performances des organisations multilatérales (MOPAN). Ce réseau international de donateurs a pour objectif d'améliorer la capacité des organisations internationales à mesurer leur efficacité. Membre du groupe de travail, la Suisse a apporté en 2013 une contribution essentielle à la réorientation du réseau, qui vise à accroître la qualité dans l'évaluation des institutions multilatérales.

L'année dernière, les membres de la Commission consultative de la coopération internationale au développement ont effectué une visite auprès de la Banque mondiale, et ont inspecté les fonds et programmes de l'ONU qui occupent une place prioritaire dans la coopération suisse. Ils ont été impressionnés par le travail que la Suisse réalise au sein de ces instances multilatérales et ont constaté qu'elle exploite au mieux sa marge de manœuvre au niveau multilatéral.

### Aide humanitaire multilatérale

Comme les années précédentes, deux tiers du budget humanitaire ont été consacrés aux activités



*Le Bangladesh est particulièrement concerné par la montée du niveau des océans. Les deux femmes regardent une rivière qui est sortie de son lit près de Khulna, une région du sud-ouest du pays, régulièrement sujette aux inondations.*

*Dans les pays émergents et en développement, les conséquences du changement climatique aggravent encore la pauvreté et la faim, ainsi que les catastrophes naturelles. Tels sont les défis auxquels s'attaque le programme global Changement climatique. En favorisant l'accès à des énergies durables et la capacité d'adaptation aux changements environnementaux, il contribue à réduire la pauvreté et à instaurer un développement respectueux du climat.*



*Au marché de Lima, la capitale du Pérou, un homme, équipé d'une balance et d'un tensiomètre, attend des clients. Dans de nombreux pays en développement, l'accès à des services de santé adaptés est toujours une problématique prioritaire.*

*Dans le cadre de sa coopération internationale en matière de santé, la Suisse œuvre pour que les pays en développement soient en mesure d'offrir à leur population des soins de santé à la fois abordables et de qualité. Pour y parvenir, elle se fonde sur sa longue expérience dans ce domaine, ainsi que sur les compétences d'instituts de recherche, d'œuvres d'entraide spécialisées et de l'industrie.*

multilatérales en 2013. La Suisse contribue ainsi à sauver des vies et à soulager des souffrances dans nombre de pays. En leur fournissant des moyens financiers et le savoir-faire technique, elle soutient en particulier ses partenaires multilatéraux actifs dans les régions et pays suivants : Syrie et les pays voisins, Soudan et Soudan du Sud, Afrique centrale, Mali et Corne de l'Afrique. Souvent, seuls les partenaires multilatéraux sont en mesure d'acheminer de l'aide d'urgence, en particulier dans les contextes fragiles. En 2013, la Suisse a participé à des projets d'aide d'urgence destinée à quelque 19 millions de personnes.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) compte parmi les principaux partenaires de la Suisse. En 2013, le conseiller fédéral Didier Burkhalter et le président du CICR, Peter Maurer, ont signé un accord visant à renforcer la collaboration. Cet accord permet de resserrer encore le dialogue, déjà suivi, dans des domaines comme le droit humanitaire international, d'intensifier les échanges de connaissances et de savoir-faire en matière opérationnelle et de renforcer la coopération multilatérale.

### Neutralité, indépendance et impartialité

La Suisse a fourni des contributions financières et matérielles aux organisations multilatérales, mais

aussi mis des spécialistes à leur disposition. Membre des institutions de l'ONU, elle a défendu activement le droit humanitaire international et le respect des principes humanitaires que sont la neutralité, l'indépendance et l'impartialité.

En 2013, la Suisse a aussi promu, avec 41 autres pays donateurs, l'application de bonnes pratiques de l'aide humanitaire (*Good Humanitarian Donorship*), qui visent à garantir la bonne coordination et la cohérence de cette aide.

#### Quelles sont les organisations multilatérales que la Suisse soutient en priorité ?

**Organisations du système onusien :** UNDP – Programme pour le développement, UNICEF – Fonds pour l'enfance, UNRWA – Agence des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine, UNFPA – Fonds pour la population, UNHCR – Haut commissariat pour les réfugiés, WHO – Organisation mondiale de la santé, UNAIDS – Programme contre le VIH/sida, WFP – Programme alimentaire mondial, UNWOMEN – Fonds de développement pour les femmes, UNISDR – Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophes

**Institutions internationales de financement :** IDA – Association internationale de développement, AfDB – Banque africaine de développement, AsDB – Banque asiatique de développement, IDB – Banque interaméricaine de développement, IFAD – Fonds international de développement agricole

**Autres organisations et réseaux internationaux :** GFATM – Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, CGIAR – Partenariat mondial de recherche agricole, CICR – Comité international de la Croix-Rouge, IFRC – Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.



## « IL IMPORTE SURTOUT DE METTRE FIN À L'IMPUNITÉ ! »

*Cofinancé par la DDC, un fonds spécial des Nations Unies offre l'occasion aux membres de réseaux de médecins, de policiers et de juristes, au Kenya par exemple, de suivre pour la première fois des cours sur la lutte contre les violences sexuelles.*



Dans les régions en conflit, les victimes de violences sexuelles se comptent chaque année par dizaines de milliers. Il est cependant rare de parvenir à assigner les coupables devant un tribunal. Cette impunité rend la lutte contre les violences sexuelles d'autant plus ardue et accentue la stigmatisation sociale des victimes. « Le plus difficile, c'est de s'ouvrir et de raconter ce qui t'est arrivé. Tout le monde te regardera autrement et on t'exclura de la société », déclare Wangu, qui a subi un viol. Même si les personnes affectées trouvent le courage de désigner les coupables, il est fort probable que la justice se dérobe ou qu'il s'avère impossible de réunir les preuves nécessaires.

Par l'intermédiaire du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies, la DDC apporte son appui à un projet de Physicians for Human Rights (PHR), qui s'attaque justement à ce problème. Jusqu'ici, plus de

350 médecins, policiers, avocats et juges ont suivi une formation. « Nous n'avions aucune idée du travail des autres services, explique un médecin après avoir suivi l'un des cours. A présent, je sais comment je dois présenter les preuves pour qu'elles soient valables devant un tribunal. Nous travaillons tous ensemble. »

L'année dernière, l'organisation PHR a mis au point une application pour téléphones mobiles qui facilite la tâche des médecins : elle leur indique comment consigner et transmettre les preuves en remplissant toutes les exigences légales. « Notre principal problème, c'est le manque de preuves, affirme Michael Sang, un procureur kenyan. A l'avenir, nous allons pouvoir apporter ces preuves et enfin obtenir des condamnations. Le sens de la justice pourra régner dans le pays ! »

---

## **DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA COOPÉRATION (DDC)**

**Rattachée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), la DDC est l'agence en charge de la coopération internationale. Ses activités englobent les domaines suivants :**

La **Coopération régionale** se concentre sur ses pays prioritaires en Afrique, en Asie et en Amérique latine, ainsi que sur certains pays et régions en conflit, où elle appuie les habitants et divers organismes dans leurs efforts pour vaincre la pauvreté et surmonter les problèmes de développement. Les banques régionales de développement comptent parmi ses principaux partenaires.

La **Coopération avec l'Europe de l'Est et la Communauté des Etats indépendants (CEI)** soutient les processus de réforme politique et économique dans les Balkans occidentaux, dans le Caucase et en Asie centrale. En collaboration avec le SECO, elle met par ailleurs en œuvre la contribution à l'élargissement destinée aux nouveaux Etats membres de l'UE.

Dans le cadre de la **Coopération globale**, la Suisse participe au financement et aux activités de diverses organisations de l'ONU, d'institutions financières internationales (Banque mondiale et banques régionales de développement) et de réseaux mondiaux. Par l'intermédiaire de ses programmes globaux, la DDC contribue à faire face aux risques mondiaux (changement climatique, sécurité alimentaire, manque d'eau et migration) qui ont d'importantes répercussions sur les perspectives de développement des pays pauvres.

**L'Aide humanitaire** de la Confédération et le Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) sauvent des vies et atténuent les souffrances en déployant aide d'urgence et travaux de reconstruction après des catastrophes naturelles et dans les régions en conflit. L'Aide humanitaire participe également à des mesures de prévention et s'engage en particulier aux côtés des victimes de crises et de conflits.

A la fin de l'année 2013, la DDC finançait 1651 postes en équivalent temps plein, dont 365 à la centrale, 135 expatriés et 1151 employés locaux. En 2013, elle a consacré 2 milliards de francs à ses activités. Sa direction est assurée par Martin Dahinden.

---

## **SECRÉTARIAT D'ETAT À L'ÉCONOMIE (SECO)**

**Le SECO fait partie du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR). Le domaine Coopération et développement économiques du SECO élabore et met en œuvre des mesures de politique économique et commerciale au profit de certains pays en développement avancés et pays en transition, ainsi qu'en faveur des nouveaux Etats membres de l'UE (contribution à l'élargissement).**

Le domaine a pour principal objectif de **promouvoir une croissance durable, sur les plans économique, écologique et social**, qui crée des emplois, favorise une meilleure productivité et contribue à réduire la pauvreté, les inégalités et les risques mondiaux. Il coordonne par ailleurs les relations de la Suisse avec le groupe de la Banque mondiale, les banques régionales de développement et les organisations économiques de l'ONU.

Afin de faciliter l'**intégration des pays partenaires dans l'économie mondiale et d'accroître leur compétitivité**, le domaine Coopération et développement économiques s'attache avant tout à renforcer leur politique économique et financière, à développer les infrastructures et l'approvisionnement urbains, à soutenir le secteur privé et l'entrepreneuriat, à promouvoir le commerce durable et à encourager une croissance respectueuse du climat.

La direction du SECO est assurée par Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch. A la fin de l'année 2013, le domaine Coopération et développement économique offrait 186 postes en équivalent temps plein, dont 89 à la centrale, 19 expatriés et 78 employés locaux. En 2013, il a consacré 300 millions de francs à ses activités. Il est dirigé par l'Ambassadeur Beatrice Maser.

# Statistiques 2013

Coopération internationale de la Suisse



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Direction du développement  
et de la coopération DDC

Secrétariat d'Etat à l'économie SECO

### Aide publique au développement (APD)

- L'aide publique au développement (APD) est définie sur le plan international comme l'ensemble des flux financiers accordés aux pays et territoires en développement (actuellement 148) et aux institutions multilatérales actives dans le domaine du développement : (i) par le secteur public ; (ii) dans le but essentiel de favoriser le développement économique et d'améliorer les conditions de vie ; (iii) à des conditions de faveur.
- La comparaison des performances des pays donateurs est effectuée sur la base du pourcentage de l'APD nette par rapport au revenu national brut (RNB).
- Pour assurer la comparabilité et la transparence des prestations d'APD de ses 29 membres (28 pays et l'Union européenne), le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE a établi des directives statistiques qui définissent les activités et les contributions pouvant être déclarées comme APD. Ces directives sont périodiquement adaptées et mises à jour.
- L'APD de la Suisse provient principalement des budgets de la DDC et du SECO, les deux organes chargés de l'exécution de la loi fédérale sur la coopération au développement et l'aide humanitaire internationales. D'autres offices fédéraux, ainsi que 25 cantons et quelque 200 communes participent également à la coopération internationale de la Suisse. Conformément aux règles de notification du CAD, la Suisse déclare également depuis 2003 les remises de dette bilatérales (négociées dans le cadre du Club de Paris) et les coûts d'accueil des requérants d'asile provenant de pays en développement pendant leur première année de séjour en Suisse.
- Les dépenses annuelles de la DDC et du SECO, telles qu'elles figurent dans le Compte d'Etat, ne sont pas automatiquement reprises dans les statistiques de l'APD. Certains ajustements statistiques doivent être effectués pour répondre aux directives internationales (exclusion des versements à des pays et des organisations ne faisant pas partie de la liste définie par l'OCDE/CAD, mode de notification différent de certaines contributions multilatérales, voir commentaire du tableau 4, p. 15).
- N'étant pas comptabilisée comme APD, la contribution de la DDC et du SECO à l'élargissement de l'Union européenne (UE) n'est pas montrée en détail dans ce dépliant.

### Financement du développement au-delà de l'APD

- Les apports de ressources autres que l'APD occupent une part très importante dans le financement du développement. Il s'agit principalement pour la Suisse de flux de capitaux privés aux conditions du marché (investissements directs à l'étranger, emprunts bancaires, crédits à l'exportation garantis) ainsi que de dons privés d'organisations non gouvernementales et fondations.

### Signes utilisés :

0.0	= montant inférieur à 50 000 fr.	p	= chiffres provisoires
–	= montant nul	r	= chiffres révisés
..	= non disponible		

Des données plus détaillées sont publiées dans la brochure statistique annuelle de la DDC « Aide au développement de la Suisse » et sur les sites Internet de la DDC et du SECO.

[www.deza.admin.ch/fr/Accueil/La\\_DDC/Chiffres\\_et\\_faits](http://www.deza.admin.ch/fr/Accueil/La_DDC/Chiffres_et_faits)

[www.seco-cooperation.admin.ch](http://www.seco-cooperation.admin.ch)

*Pages 4–17*

# *AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD) DE LA SUISSE*

---

*Pages 20–34*

# *DÉPENSES DDC / SECO*

---



Tableau 1

**EVOLUTION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD) ET DES DONS PRIVÉS DES ONG DE LA SUISSE 1960–2013 (MIO FR.)**

	1960	1970	1980	1990
<b>APD</b>	<b>15.1</b>	<b>130.0</b>	<b>423.1</b>	<b>1 041.4</b>
Confédération	15.1	126.4	416.7	1 025.6
Cantons et communes <sup>a</sup>	..	3.6	6.4	15.8
Revenu national brut (RNB) <sup>b</sup>	37 066	92 570	177 270	347 228
<b>APD en % du RNB</b>	<b>0.04 %</b>	<b>0.14 %</b>	<b>0.24 %</b>	<b>0.30 %</b>
APD en % des dépenses de la Confédération	0.56 %	1.63 %	2.38 %	3.29 %
APD en % des dépenses publiques <sup>c</sup>	0.23 %	0.64 %	0.90 %	1.20 %
<b>Dons privés des ONG</b>	<b>..</b>	<b>50.8</b>	<b>106.6</b>	<b>148.6</b>
Dons privés des ONG en % du RNB	..	0.05 %	0.06 %	0.04 %

a Données estimées pour 2013

b Les chiffres RNB sont définitifs jusqu'en 2010, provisoires pour 2011 et 2012 (OFS, août 2013) et estimés par l'Administration fédérale des finances pour 2013 (18.3.2014)

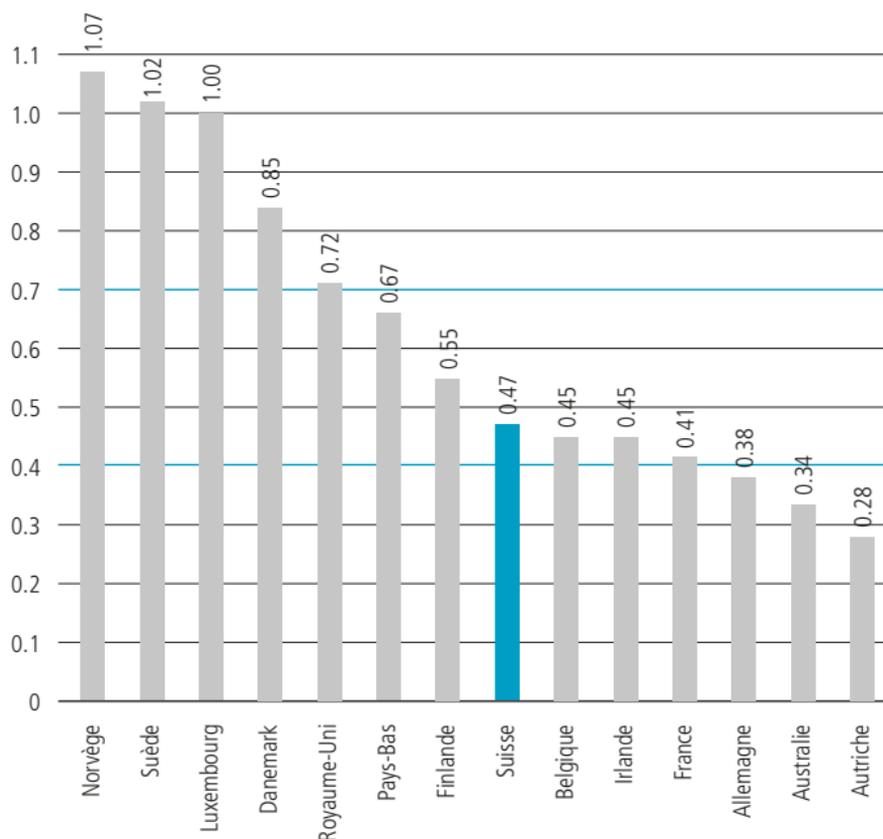
c Dépenses des administrations publiques, après suppression des doubles comptabilisations (OFS/AFF).

2000	2009	2010	2011	2012 <sup>r</sup>	2013 <sup>p</sup>
<b>1 510.9</b>	<b>2 503.9</b>	<b>2 398.0</b>	<b>2 706.7</b>	<b>2 864.6</b>	<b>2 963.8</b>
1 488.6	2 460.0	2 350.4	2 664.5	2 800.3	2 903.8
22.3	43.9	47.6	42.2	64.3	60.0
463 558	566 836	610 174	590 441	611 979	634 779
<b>0.33 %</b>	<b>0.44 %</b>	<b>0.39 %</b>	<b>0.46 %</b>	<b>0.47 %</b>	<b>0.47 %</b>
3.21 %	4.30 %	4.05 %	4.34 %	4.64 %	4.65 %
1.23 %	1.71 %	1.60 %	1.70 %	1.80 %	1.84 %
<b>272.0</b>	<b>380.9</b>	<b>431.6</b>	<b>413.3</b>	<b>443.1</b>	<b>..</b>
0.06 %	0.07 %	0.07 %	0.07 %	0.07 %	..

L'aide publique au développement (APD) de la Suisse a poursuivi sa progression pour atteindre 2964 mio CHF en 2013, soit 99 mio CHF de plus qu'en 2012. Cette augmentation est due aux moyens supplémentaires octroyés à la DDC et au SECO suite à la décision du Parlement de relever progressivement l'APD pour atteindre l'objectif de 0.5 % du revenu national brut (RNB) d'ici 2015. La croissance a été atténuée par un montant plus faible pour les coûts liés à l'accueil des requérants d'asile en Suisse et l'absence de remises de dettes en 2013. Le taux de croissance pour l'APD dans son ensemble se situe à 3,4 % en termes réels. En 2013, la part de l'APD dans le RNB est restée stable à 0.47 %.

Graphique 1

## LA SUISSE EN COMPARAISON INTERNATIONALE 2013 (APD EN % DU RNB)

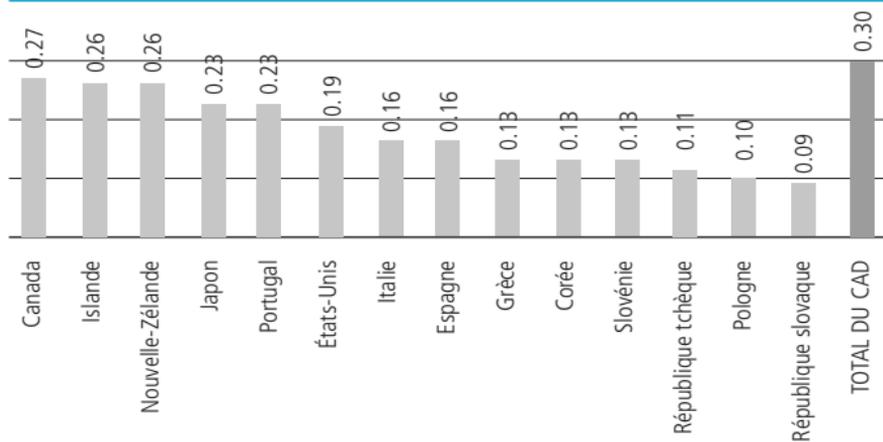


Données provisoires pour tous les pays du CAD publiées par l'OCDE / CAD le 8 avril 2014.

Après deux années de baisse consécutives, l'APD nette totale en provenance des 28 pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE a atteint le niveau record de 134.8 milliards USD, enregistrant une croissance de 6.1 % en termes réels. Cinq nouveaux pays (Islande, Pologne, Rép. tchèque, Rép. slovaque, Slovaquie) ont rejoint récemment le CAD, totalisant un montant d'APD de 867 mio USD. Cinq pays ont dépassé l'objectif de 0.7 % fixé en 1970 par les Nations Unies et six autres

Objectif fixé par l'ONU : 0.7 %

Performance moyenne des pays du CAD : 0.40 %



pays (dont la Suisse) se situent au-dessus de la performance moyenne des pays du CAD de 0.40 %.

Malgré une stagnation de son ratio APD/RNB à 0.47 %, la Suisse a progressé de deux rangs dans le classement 2013 pour s'installer à la 8<sup>e</sup> place (10<sup>e</sup> place en 2012, 11<sup>e</sup> en 2011).

Tableau 2

**AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD) DE LA SUISSE  
2012–2013 (MIO FR.)**

<b>Confédération</b>
<b>Direction du développement et de la coopération (DDC)</b>
Aide humanitaire
Coopération au développement
Coopération avec l'Est et la CEI
<b>Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)</b>
Coopération au développement
Coopération avec l'Est et la CEI
Remises de dette (Club de Paris)
<b>Office fédéral des migrations (ODM)</b>
Aide au retour
Assistance aux requérants d'asile en Suisse
<b>Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)</b>
Gestion civile des conflits et droits de l'homme
Autres contributions
<b>Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS)</b>
Actions de promotion de la paix et de la sécurité
<b>Office fédéral de l'environnement (OFEV)</b>
dont : Contributions à des organisations internationales
<b>Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI)</b>
Bourses à des étudiants étrangers en Suisse
<b>Autres offices fédéraux</b>
<b>Cantons et communes <sup>a</sup></b>
<b>Total</b>
<b>APD en % du revenu national brut (RNB)</b>

a Données estimées pour 2013.

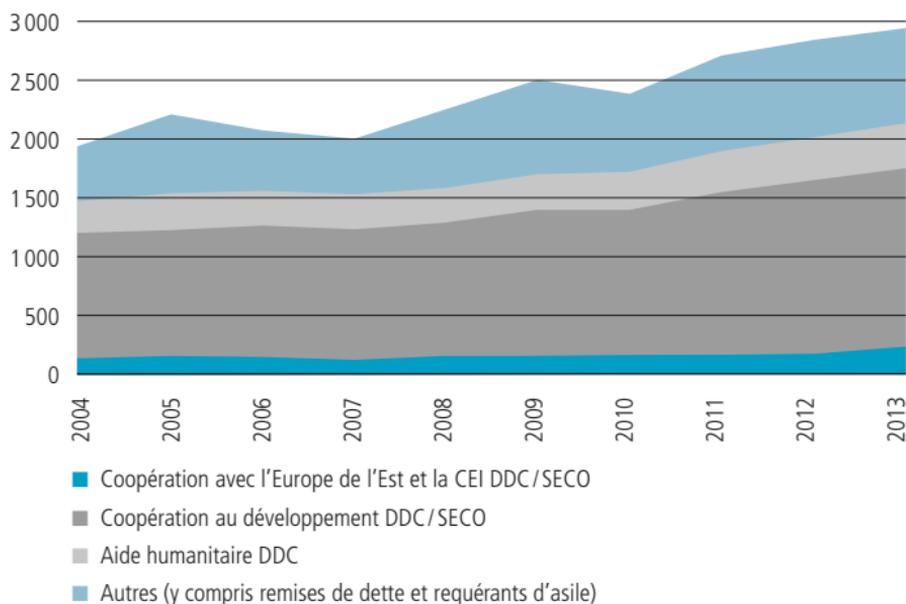
La part de la DDC et du SECO dans l'APD totale est remontée de 67 % en 2012 à 74 % en 2013. Les coûts pour l'assistance aux requérants d'asile en provenance de pays en développement durant leur première année de séjour en Suisse ont occupé une place moins importante dans l'APD (14 % en 2013, contre 21 % en 2012).

2013 <sup>p</sup>			2012 <sup>r</sup>		
APD bilatérale	APD multilatérale	Total APD	APD bilatérale	APD multilatérale	Total APD
2 266.0	637.7	2 903.8	2 239.2	561.1	2 800.3
<b>1 317.2</b>	<b>555.5</b>	<b>1 872.7</b>	<b>1 179.9</b>	<b>477.0</b>	<b>1 656.9</b>
346.5	39.6	386.0	301.9	35.5	337.4
842.4	515.2	1 357.6	769.9	440.6	1 210.5
128.3	0.8	129.1	108.2	0.8	109.0
<b>328.3</b>	<b>3.9</b>	<b>332.2</b>	<b>271.9</b>	<b>8.5</b>	<b>280.3</b>
240.1	3.9	244.0	185.8	8.5	194.3
88.2	–	88.2	71.8	–	71.8
–	–	–	14.2	–	14.2
<b>436.5</b>	–	<b>436.5</b>	<b>629.8</b>	–	<b>629.8</b>
19.2	–	19.2	16.3	–	16.3
417.3	–	417.3	613.5	–	613.5
<b>107.5</b>	<b>30.7</b>	<b>138.3</b>	<b>97.9</b>	<b>26.7</b>	<b>124.6</b>
70.0	17.6	87.5	62.5	17.3	79.9
37.6	13.1	50.7	35.4	9.3	44.7
<b>46.4</b>	–	<b>46.4</b>	<b>42.8</b>	–	<b>42.8</b>
46.4	–	46.4	42.8	–	42.8
<b>4.1</b>	<b>37.0</b>	<b>41.0</b>	<b>4.5</b>	<b>36.9</b>	<b>41.4</b>
3.0	37.0	39.9	4.5	36.9	41.4
<b>6.4</b>	–	<b>6.4</b>	<b>6.2</b>	–	<b>6.2</b>
6.4	–	6.4	6.2	–	6.2
<b>19.6</b>	<b>10.6</b>	<b>30.2</b>	<b>6.2</b>	<b>12.1</b>	<b>18.3</b>
60.0	–	60.0	64.3	–	64.3
<b>2 326.0</b>	<b>637.7</b>	<b>2 963.8</b>	<b>2 303.5</b>	<b>561.1</b>	<b>2 864.6</b>
		0.47 %			0.47 %

Restée stable pendant des années, la proportion entre l'APD bilatérale (75 %) et l'APD multilatérale (25 %) s'est modifiée à partir de 2011 en faveur des contributions bilatérales (78 % en 2013, 80 % en 2012).

Graphique 2

**APD DE LA SUISSE PAR CATÉGORIES D'AIDE 2004–2013  
(MIO FR.)**

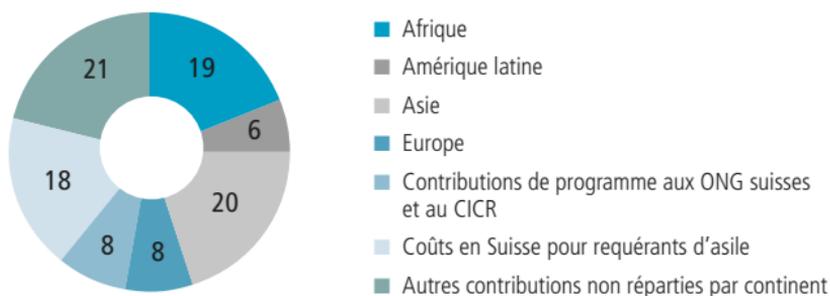


Les ajustements statistiques appliqués dès 2003 (voir notes techniques, p. 2) ont eu pour effet d'influencer irrégulièrement la croissance de l'APD et d'en modifier la répartition des catégories d'aide au fil des ans.

- La coopération au développement de la DDC et du SECO avec les pays du Sud a passé de 60 % au début des années 2000 à 49 % en 2012, pour remonter à 54 % en 2013.
- La part de l'aide humanitaire dans l'APD a diminué de 18 % à 13 % au cours de la dernière décennie.
- La coopération avec l'Est de la DDC et du SECO a retrouvé le niveau de 7 % (après un recul à 6 % en 2011 et 2012).
- Les contributions provenant d'autres offices fédéraux et des cantons et communes (11 %), ainsi que les coûts pour les requérants d'asile (14 %) ont représenté 25 % du total APD en 2013. Aucune remise de dette n'a été octroyée en 2013. Cette catégorie d'aide très volatile a fluctué ces dix dernières années entre 23 % en 2004 et un maximum de 33 % en 2012.

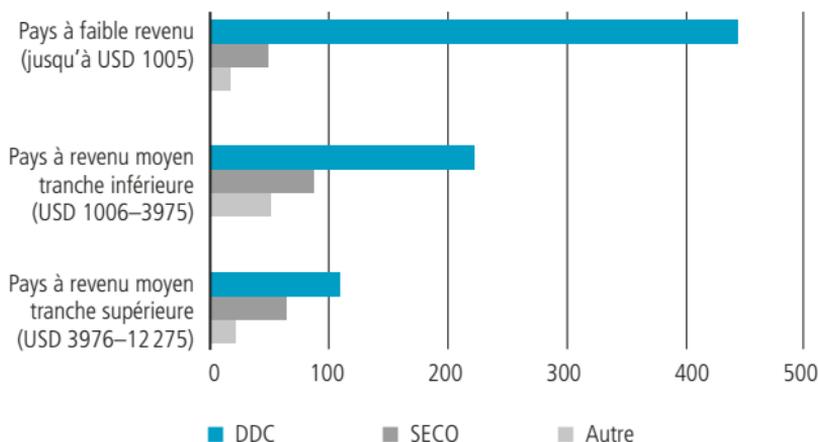
Graphique 3

### RÉPARTITION DE L'APD BILATÉRALE PAR CONTINENTS 2013 (EN %)



Graphique 4

### RÉPARTITION DE L'APD BILATÉRALE SELON LES CATÉGORIES DE REVENU 2013 (MIO FR.)



Voir liste des bénéficiaires d'APD selon les catégories de revenu :

<http://www.oecd.org/dac/stats/49483614.pdf>

Tableau 3

**RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DE L'APD BILATÉRALE  
PAR CONTINENTS ET PAYS 2012–2013 (MIO FR.)**

	2013 <sup>p</sup>	2012 <sup>r</sup>
<b>Afrique</b>	<b>461.1</b>	<b>496.1</b>
Mozambique	32.5	34.6
Burkina Faso	31.4	34.9
Ghana	25.8	17.3
Tanzanie	25.3	32.7
Mali	24.4	23.1
Niger	20.3	25.3
Tunisie	19.9	16.8
Congo (Rép. dém.)	19.1	15.4
Tchad	17.1	16.3
Zimbabwe	16.5	16.3
Soudan du Sud	16.0	14.6
Bénin	15.4	19.7
Egypte	15.0	13.5
Somalie	11.9	7.6
Soudan	9.6	10.2
Burundi	9.5	12.2
Afrique du Sud	7.1	6.6
Kenya	6.7	11.2
Maroc	6.6	7.7
Ethiopie	6.5	8.9
Autres pays	30.6	64.0 <sup>a</sup>
Projets régionaux et non réparti par pays	94.1	87.0
<b>Amérique latine</b>	<b>148.7</b>	<b>165.5</b>
Bolivie	25.3	32.8
Colombie	17.5	18.9
Pérou	17.4	16.8
Nicaragua	16.6	19.7
Honduras	16.5	7.2
Haïti	14.8	15.3
Cuba	8.4	6.0
Autres pays	2.0	14.1
Projets régionaux et non réparti par pays	30.2	34.6

a Y compris remises de dette bilatérales négociées dans le cadre des accords du Club de Paris.

	2013 <sup>p</sup>	2012 <sup>r</sup>
<b>Asie</b>	<b>459.1</b>	<b>399.8</b>
Népal	39.6	37.6
Bangladesh	30.3	30.6
Tadjikistan	27.1	21.7
Viet Nam	26.2	16.2
Gaza et Cisjordanie	24.5	27.4
Afghanistan	24.2	26.6
Kirghizistan	22.1	21.4
Laos	19.5	19.4
Mongolie	18.5	14.3
Myanmar	18.2	11.4
Syrie	18.1	10.0
Pakistan	16.4	12.9
Liban	14.1	6.9
Indonésie	12.0	12.1
Jordanie	11.5	6.6
Sri Lanka	10.4	8.0
Chine	10.3	9.2
Corée du Nord	10.1	6.7
Géorgie	9.6	9.5
Yémen	7.6	4.8
Cambodge	7.2	5.5
Iraq	6.7	5.8
Inde	6.7	10.0
Philippines	5.9	2.0
Autres pays	18.5	19.4
Projets régionaux et non réparti par pays	44.1	43.7
<b>Europe</b>	<b>188.8</b>	<b>169.4</b>
Kosovo	61.8	60.4
Albanie	25.6	10.6
Bosnie-Herzégovine	19.6	17.6
Serbie	16.6	19.2
Ukraine	16.0	13.9
Macédoine	11.4	6.4
Moldavie	9.4	8.3
Autres pays	0.5	1.9
Projets régionaux et non réparti par pays	28.0	31.2
<b>Autres contributions non réparties par continent</b>	<b>1 068.3</b>	<b>1 072.7</b>
<b>Total</b>	<b>2 326.0</b>	<b>2 303.5</b>

Tableau 4

**APD MULTILATÉRALE DE LA SUISSE PAR ORGANISATIONS  
2012–2013 (MIO FR.)**

<b>Organisation des Nations Unies</b>
Programme de l'ONU pour le développement (PNUD)
Fonds de l'ONU pour l'enfance (UNICEF)
Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR)
Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme (ONU Femmes)
Office de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine dans le Proche Orient (UNRWA)
Programme de l'ONU sur le VIH/SIDA (ONUSIDA)
Fonds international de développement agricole (FIDA)
Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF)
Programmes spéciaux de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) <sup>a</sup>
Programme alimentaire mondial (PAM)
Programme pour l'environnement (PNUE)
Fonds de l'ONU pour la population (FNUAP) <sup>b</sup>
Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA)
Organisations de l'ONU, contributions comptabilisées en partie dans l'APD <sup>c</sup>
Autres organisations des Nations Unies
<b>Institutions financières internationales</b>
Fonds africain de développement (FAfD) <sup>d</sup>
Fonds asiatique de développement (FASD)
Association internationale de développement (AID/IDA) <sup>d</sup>
Banque mondiale
Autres fonds et banques de développement
<b>Autres organisations internationales</b>
Fonds pour l'environnement mondial (FEM)
Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR)
Centre pour le contrôle démocratique des forces armées Genève (DCAF)
Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (GFATM)
Fonds d'adaptation climatique
Centre international de déminage humanitaire Genève (GICHD)
Autres institutions
<b>Total APD multilatérale</b>

a Sans la contribution générale à l'OMS, qui est comptabilisée en partie (voir note c).

b Les 14.7 mio fr. de la contribution générale au FNUAP 2013 ont été versés en deux tranches et sont répartis comme suit: 10.6 mio fr. en 2012 et 4.1 en 2013.

2013 <sup>p</sup>	2012 <sup>r</sup>
195.0	193.1
60.0	54.0
21.0	20.0
14.0	14.0
12.0	12.0
11.0	8.0
10.0	5.0
9.5	7.2
7.0	5.5
5.9	5.5
5.3	4.8
4.2	4.1
4.1	24.6
2.5	2.0
23.0	22.0
5.6	4.3
345.3	279.4
52.7	43.3
12.0	13.3
252.8	198.4
12.2	12.2
15.6	12.2
97.5	88.6
28.5	28.5
15.5	14.0
10.7	10.6
10.0	8.0
10.0	–
8.1	8.1
14.6	19.5
637.7	561.1

L'APD multilatérale comprend les contributions générales versées par la DDC et par d'autres offices fédéraux à des organismes de développement internationaux. En 2013, la part de l'APD multilatérale de la Suisse s'est située à 22 % de l'APD totale ; elle est inférieure à celle de l'ensemble du CAD (30 %).

Les contributions aux organisations non gouvernementales internationales (y compris le Comité international de la Croix-rouge – CICR) sont incluses dans l'APD bilatérale.

La coopération multilatérale repose sur trois piliers. Comme pour les années précédentes, les institutions financières internationales (IFI) ont été en 2013 les principaux bénéficiaires de l'APD multilatérale de la Suisse, mais dans une proportion plus élevée qu'en 2012 (54 % contre 50 %). Les agences du système des Nations unies et les autres organisations internationales ont absorbé 31 %, respectivement 15 % de l'APD multilatérale.

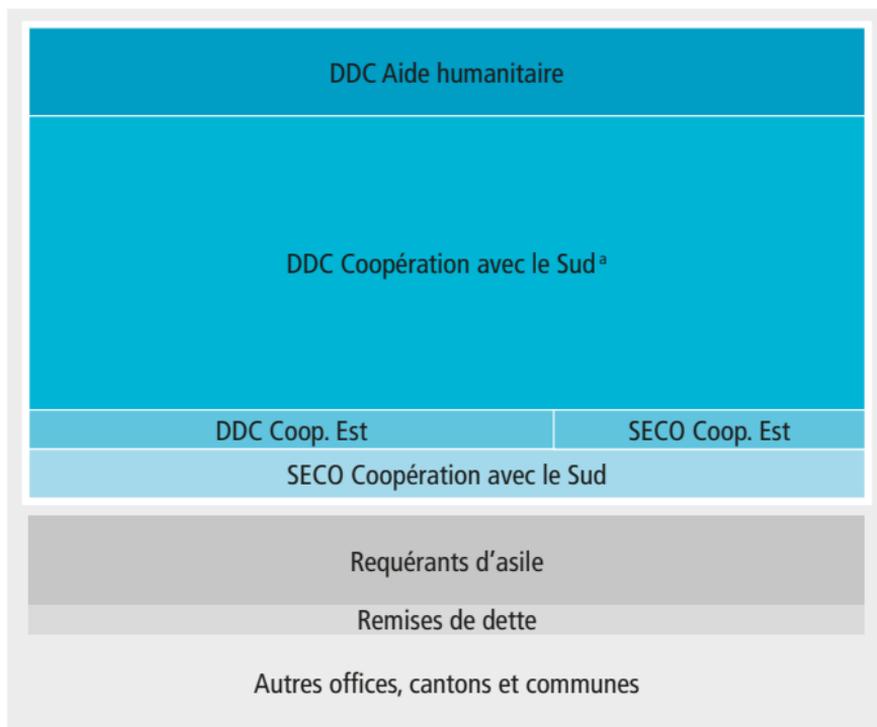
La comptabilisation dans l'APD des contributions aux IFI, conformément aux directives internationales, se fait au moment du dépôt des « promissory notes » (billets à ordre) et non du paiement ; ceci explique les variations d'une année à l'autre ainsi que les différences par rapport aux résultats du Compte d'Etat, pour la DDC, qui tient compte de l'étalement sur plusieurs années des paiements à charge de « notes » émises antérieurement (voir également notes techniques, p. 2).

c. Pourcentages appliqués selon les directives CAD.

d. Y compris initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM).

Graphique 5

**COMPOSITION DE L'APD (QUATRE CRÉDITS-CADRES DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET AUTRES COMPOSANTES)**



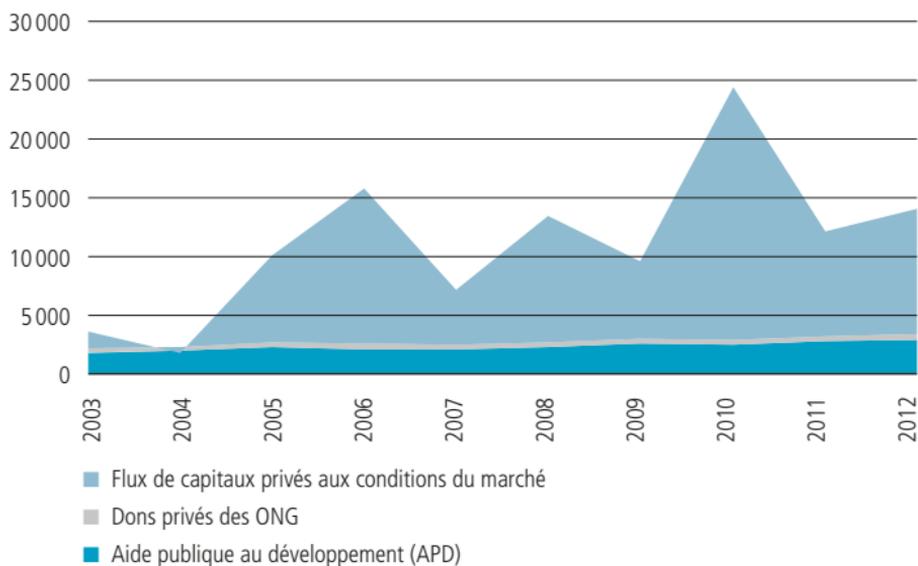
a La coopération au développement multilatérale est une tâche commune DDC/SECO

Ce schéma reproduit la construction de l'APD de la Suisse et montre la répartition proportionnelle de ses principales composantes par rapport au total des versements.

L'APD recouvre pour sa majeure partie les financements à charge des quatre crédits-cadres de la coopération internationale de la Confédération. Conformément aux directives internationales, diverses contributions provenant d'autres offices fédéraux, des cantons et des communes, ainsi que les coûts pour les requérants d'asile et les remises de dette bilatérales entrent également dans le calcul de l'APD.

Graphique 6

### FLUX FINANCIERS NETS DE LA SUISSE VERS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT 2003–2012 (MIO FR.)



Le contexte du financement du développement connaît une mutation rapide. Les apports de ressources au-delà de l'APD ont gagné en importance, la plupart des pays en développement ayant accès à des sources de financement plus diversifiées.

Les capitaux privés (investissements directs, crédits garantis à l'exportation principalement) représentent plus de 80 % des flux financiers nets de la Suisse vers les pays en développement. D'autres ressources non répertoriées par les statistiques du CAD viennent s'ajouter à ces flux, telles que les remittances (envois de fonds des migrants dans leur pays d'origine) vers les pays du Sud et de l'Est qui s'élèvent à env. CHF 1 milliard par an.



*Pages 20–34*

# *DÉPENSES DDC / SECO*

---



Tableau 5

## VUE D'ENSEMBLE DES DÉPENSES DE LA DDC ET DU SECO 2009–2013 (MIO FR.)

### Dépenses totales de la DDC

Aide humanitaire

Coopération au développement

Coopération avec l'Europe de l'Est et la CEI

Contribution à l'élargissement de l'UE

### Dépenses totales du SECO Coopération et Développement économiques

Coopération au développement

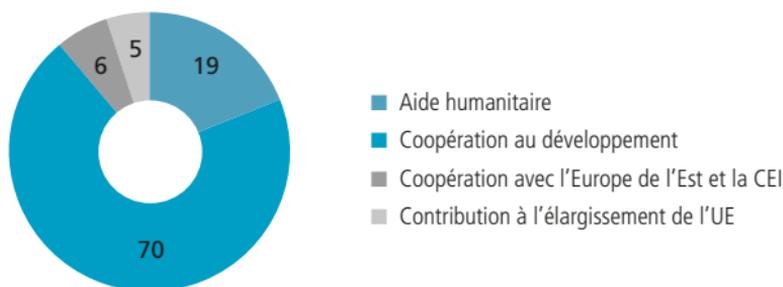
Coopération avec l'Europe de l'Est et la CEI

Contribution à l'élargissement de l'UE

Le tableau et les graphiques reproduisent les résultats financiers pour la DDC et le SECO tels qu'ils apparaissent dans le Compte d'Etat, non compris les flux en retour.

Graphique 7.1

## DÉPENSES DE LA DDC PAR DOMAINES D'ACTIVITÉ 2013 (EN %)



2009	2010	2011	2012	2013
1 452.9	1 507.0	1 681.8	1 848.6	2 045.1
303.7	314.9	336.1	337.7	387.2
1 038.5	1 066.9	1 204.4	1 338.7	1 419.5
102.8	106.7	105.4	109.0	129.1
7.9	18.5	35.9	63.2	109.3
273.4	238.4	268.4	294.6	331.3
159.8	161.2	194.6	208.5	217.3
57.8	59.6	60.0	72.0	88.2
55.8	17.6	13.8	14.1	25.8

Graphique 7.2

**DÉPENSES DU SECO PAR DOMAINES D'ACTIVITÉ 2013 (EN %)**

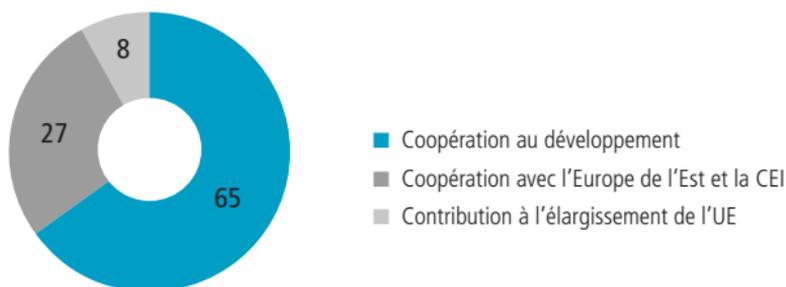


Tableau 6

**DDC COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT PAR PAYS ET RÉGIONS PRIORITAIRES 2012–2013 (MIO FR.)**

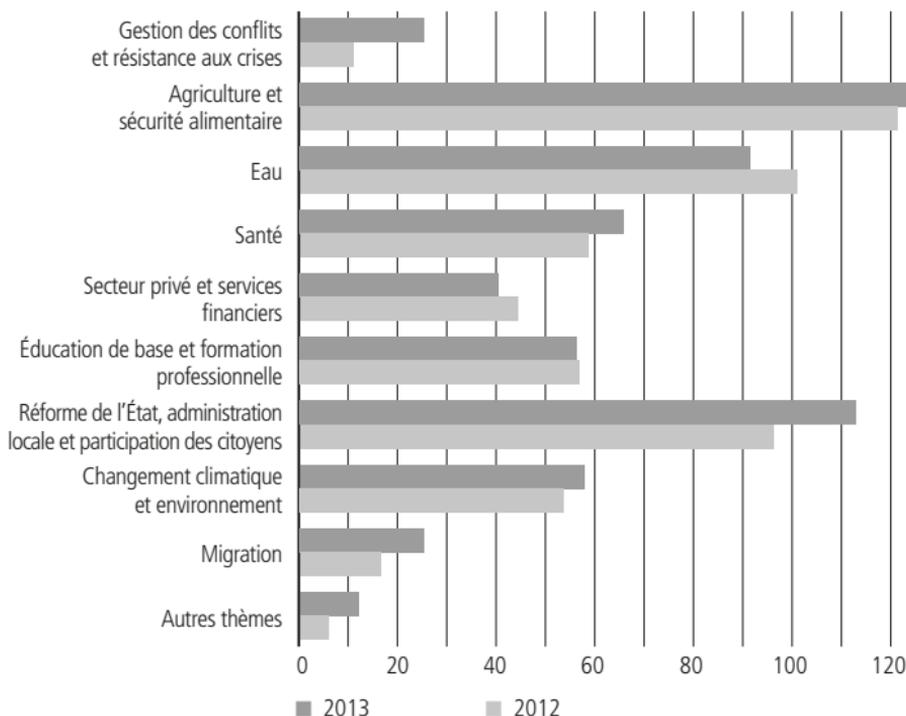
	2013	2012
Pays et régions prioritaires	500.5	459.7
Mékong	49.8	40.6
Afrique du Nord et Proche- et Moyen-Orient <sup>a</sup>	44.9	44.5
Amérique centrale	42.3	40.8
Népal	38.2	33.4
Afrique australe	34.4	30.8
Grands Lacs	31.1	29.0
Hindou Kouch	30.9	27.4
Bangladesh	29.5	25.9
Bolivie	24.5	28.3
Mozambique	23.0	23.9
Tanzanie	22.8	23.0
Burkina Faso	21.3	20.6
Mali	20.2	16.5
Mongolie	18.2	14.1
Niger	16.6	18.5
Bénin	15.3	17.4
Tchad	14.3	11.7
Cuba	8.2	5.4
Corne de l'Afrique	8.1	2.5
Haïti	6.9	5.4
Autres activités	366.1	312.1
Autres pays et régions <sup>b</sup>	74.5	72.3
Contributions de programme aux ONG	96.5	76.1
Mandats thématiques et coûts de fonctionnement	195.2	163.6
Coopération au développement bilatérale	866.6	771.8
Coopération au développement multilatérale	552.8	566.9
<b>Total</b>	<b>1 419.5</b>	<b>1 338.7</b>

a En 2013, contribution générale à l'UNRWA de 1.2 mio fr. pour la Syrie, comptabilisée comme contribution multilatérale

b Cette catégorie comprend des pays dans lesquels sont menés des programmes globaux (Pérou, Inde, Chine).

Graphique 8

## **DDC COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT BILATÉRALE PAR THÈMES 2012–2013 (MIO FR.)<sup>a</sup>**



a Non compris les contributions de programme aux ONG suisses, les activités multisectorielles et les coûts de fonctionnement

Ce graphique reproduit l'allocation des ressources selon les thèmes de spécialisation dans lesquels la DDC a concentré ses activités bilatérales de coopération au développement en 2012 et en 2013.

La DDC s'appuie également sur des programmes globaux qui permettent, grâce à des approches novatrices, de faire le lien entre les différents niveaux d'intervention dans les quatre domaines suivants : Changement climatique, Sécurité alimentaire, Migration et développement et Eau. Ces programmes ne sont pas géographiquement et sont déployés dans les régions où leur impact est le plus fort.

Tableau 7

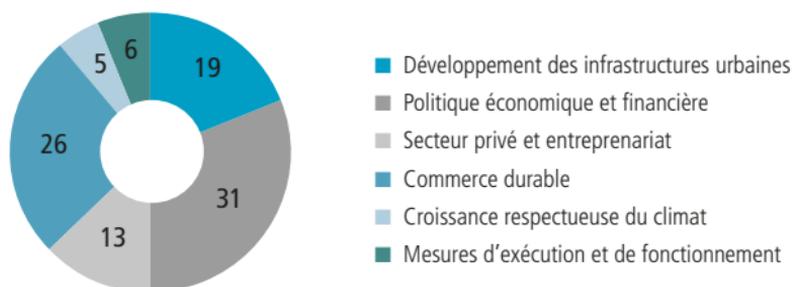
**SECO COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT PAR PAYS ET PROGRAMMES PRIORITAIRES 2012–2013 (MIO FR.)**

	2013	2012
<b>Pays et programmes prioritaires</b>	<b>95.1</b>	<b>55.5</b>
Ghana	25.0	15.5
Viet Nam	16.5	4.6
Indonésie	14.3	13.9
Pérou	10.7	7.0
Egypte	9.9	4.4
Tunisie	9.1	3.6
Colombie	5.5	3.1
Afrique du Sud	4.1	3.4
<b>Divers</b>	<b>122.2</b>	<b>153.1</b>
Programmes globaux / régionaux et autres pays, diverses contributions <sup>a</sup>	112.3	144.1
Coûts de fonctionnement	9.9	9.0
<b>Total</b>	<b>217.3</b>	<b>208.5</b>

a Au Burkina Faso, au Mozambique et en Tanzanie, pays prioritaires de la DDC, d'importants programmes complémentaires aux mesures de la DDC ont été réalisés.

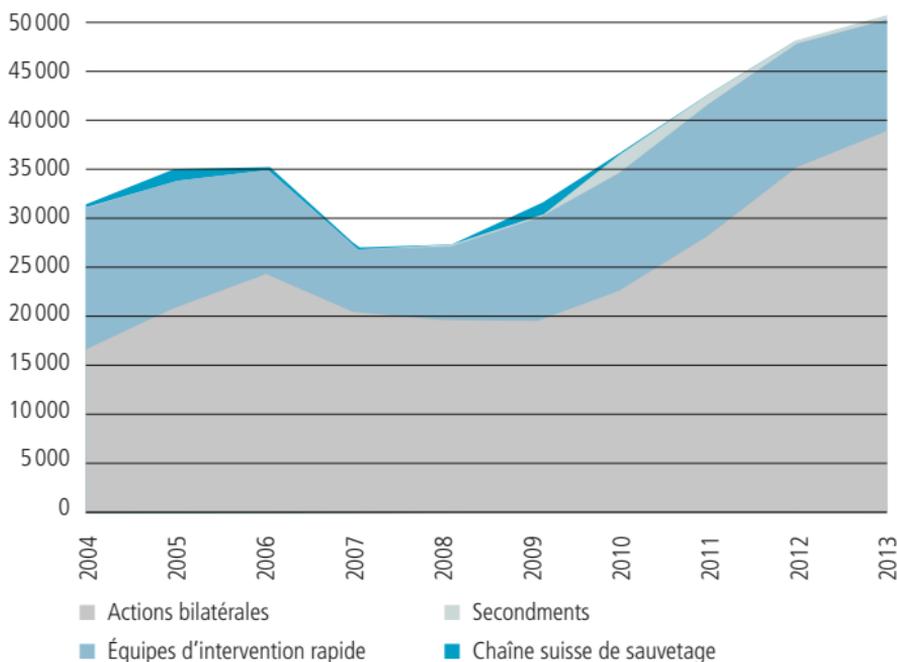
Graphique 9

**SECO COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT PAR THÈMES 2013 (EN %)**



Graphique 10

**AIDE HUMANITAIRE / CORPS SUISSE D'AIDE HUMANITAIRE (CSA) : JOURS DE MISSION À L'ÉTRANGER 2004–2013**



Graphique 11

**AIDE HUMANITAIRE PAR TÂCHES STRATÉGIQUES 2011–2013 (EN %)**



Tableau 8

**DDC AIDE HUMANITAIRE PAR PAYS ET RÉGIONS  
D'INTERVENTION 2012–2013 (MIO FR.)**

	2013	2012
<b>Afrique</b>	<b>96.8</b>	<b>93.7</b>
Soudan du Sud	12.5	8.6
Soudan	9.4	7.4
Congo (Rép. dém.)	9.1	5.6
Somalie	7.3	6.7
Zimbabwe	6.2	6.5
Ethiopie	5.8	4.9
Kenya	5.2	8.3
Niger	3.6	4.7
Maroc	3.5	4.1
Centrafricaine, Rép.	2.9	1.5
Madagascar	2.5	0.4
Libéria	2.5	3.6
Tchad	2.5	2.3
Algérie	2.3	2.0
Burundi	2.3	3.4
Mali	1.6	3.9
Côte d'Ivoire	1.4	2.8
Burkina Faso	1.0	3.4
Angola	1.0	0.3
Autres pays	4.6	9.7
Projets régionaux et non réparti par pays	9.4	3.5
<b>Amérique latine</b>	<b>22.4</b>	<b>19.0</b>
Colombie	9.3	8.2
Haïti	7.8	6.5
Nicaragua	1.1	0.2
Autres pays	1.6	3.2
Projets régionaux et non réparti par pays	2.5	1.0

	2013	2012
<b>Asie</b>	<b>104.2</b>	<b>79.0</b>
Liban <sup>a</sup>	12.4	5.3
Syrie <sup>b</sup>	11.6	8.3
Corée du Nord	10.0	6.5
Gaza et Cisjordanie <sup>a</sup>	9.9	8.3
Jordanie <sup>a</sup>	8.2	4.0
Sri Lanka	8.2	6.5
Myanmar	7.7	6.5
Yémen	7.2	4.4
Iraq	6.0	3.6
Afghanistan	4.9	5.3
Pakistan	4.8	5.2
Géorgie	3.3	3.2
Philippines <sup>c</sup>	2.8	0.9
Tadjikistan	1.6	1.2
Autres pays	4.0	5.7
Projets régionaux et non réparti par pays	1.7	4.2
<b>Europe</b>	<b>0.4</b>	<b>1.7</b>
<b>Autres activités, non réparties géographiquement</b>	<b>163.5</b>	<b>144.2</b>
Contribution générale au Comité international de la Croix-Rouge (CICR)	70.0	70.0
Contributions à des organisations internationales <sup>a</sup>	39.8	35.8
Contributions de programme aux ONG	10.5	5.7
Diverses contributions et coûts de fonctionnement	38.2	26.1
Personnel de structure	5.0	6.6
<b>Total</b>	<b>387.2</b>	<b>337.7</b>

a La contribution générale à l'UNRWA est comptabilisée sous « contributions à des organisations internationales ».

Ce montant de 9.8 mio fr. en 2013 (8 mio fr. en 2012) se répartit comme suit : 5.8 mio fr. à Gaza et Cisjordanie, 2.4 mio fr. à la Jordanie et 1.6 mio fr. au Liban.

b Non compris 14 millions de francs financés par le crédit de coopération au développement

c Non compris 2 millions de francs financés par le crédit de coopération au développement

Tableau 9

**PARTENAIRES DE L'AIDE HUMANITAIRE 2013 (MIO CHF)**

<b>ONU</b>
Programme alimentaire mondial (PAM)
Haut Commissariat des N.U. pour les réfugiés (HCR)
Bureau de la coordination des affaires humanitaires des N.U. (OCHA)
Office de secours et de travaux des N.U. pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)
Fonds des N.U. pour l'enfance (UNICEF)
Autres organisations onusiennes
<b>Comité international de la Croix-Rouge</b>
<b>Interventions bilatérales et coûts administratifs</b>
ONG suisses
Organisations internationales et ONG étrangères
Actions directes du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) et de la Chaîne suisse de sauvetage
Secteur privé et instituts de recherche
Coûts de fonctionnement, de personnel et de matériel
<b>Total aide humanitaire 2013</b>
Total aide humanitaire 2012

a Ce montant comprend 20 mio fr. pour les produits laitiers suisses et 14 mio fr. pour les céréales.  
(2012: resp. 19.5 et 13.6 mio fr.).

Contributions générales	Contributions spécifiques	Aide alimentaire	Total
39.3	70.7	27.0	137.0
5.3	17.2	27.0	49.4
14.0	20.3	–	34.3
9.5	10.5	–	20.0
9.8	4.8	–	14.6
–	6.1	–	6.1
0.8	11.9	–	12.7
70.0	46.1	–	116.1
0.5	126.6	7.0	134.1
–	21.8	5.4	27.3
0.5	28.5	1.3	30.3
–	40.2	0.3	40.5
–	2.0	–	2.0
–	34.1	–	34.1
109.8	243.4	° 34.0	387.2
105.8	198.7	33.1	337.7

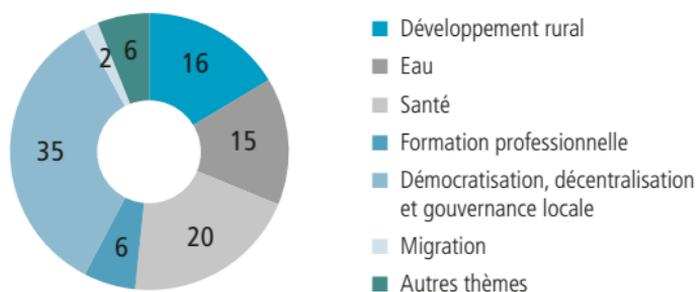
Tableau 10

**DDC COOPÉRATION AVEC L'EUROPE DE L'EST ET LA CEI  
PAR PAYS ET RÉGIONS PRIORITAIRES 2012–2013  
(MIO FR.)**

	2013	2012
<b>Pays et régions prioritaires</b>	<b>102.2</b>	<b>84.8</b>
Asie centrale	27.8	21.4
Kosovo	12.2	10.6
Bosnie-Herzégovine	10.5	8.7
Caucase du Sud	10.2	10.4
Albanie	9.3	6.9
Serbie	9.2	7.3
Moldavie	9.0	7.0
Macédoine	8.2	5.1
Ukraine	5.9	7.4
<b>Autres activités</b>	<b>26.9</b>	<b>24.2</b>
Autres pays et régions	12.4	12.8
Contribution à IDEA	0.8	0.8
Contributions de programme aux ONG	5.6	4.0
Diverses contributions et coûts de fonctionnement	8.1	6.6
<b>Total</b>	<b>129.1</b>	<b>109.0</b>

Graphique 12

**DDC COOPÉRATION AVEC L'EUROPE DE L'EST ET LA CEI  
PAR THÈMES 2013 (EN %) <sup>a</sup>**



<sup>a</sup> Non compris les contributions de programme aux ONG suisses, les activités multisectorielles et les coûts de fonctionnement

Tableau 11

**SECO COOPÉRATION AVEC L'EUROPE DE L'EST ET LA CEI  
PAR PAYS ET RÉGIONS PRIORITAIRES 2012–2013  
(MIO FR.)**

	2013	2012
<b>Pays et programmes prioritaires</b>	<b>75.8</b>	<b>52.5</b>
Albanie	16.2	3.1
Tadjikistan	14.7	11.1
Kirghizistan	11.8	11.2
Ukraine	9.7	5.9
Kosovo	7.1	8.5
Serbie	6.0	6.3
Azerbaïdjan	4.4	2.9
Bosnie-Herzégovine	3.0	2.7
Macédoine	2.8	0.8
<b>Divers</b>	<b>12.4</b>	<b>19.5</b>
Programmes régionaux et autres pays	8.5	16.7
Coûts de fonctionnement	3.9	2.8
<b>Total</b>	<b>88.2</b>	<b>72.0</b>

Graphique 13

**SECO COOPÉRATION AVEC L'EUROPE DE L'EST ET LA CEI  
PAR THÈMES 2013 (EN %)**

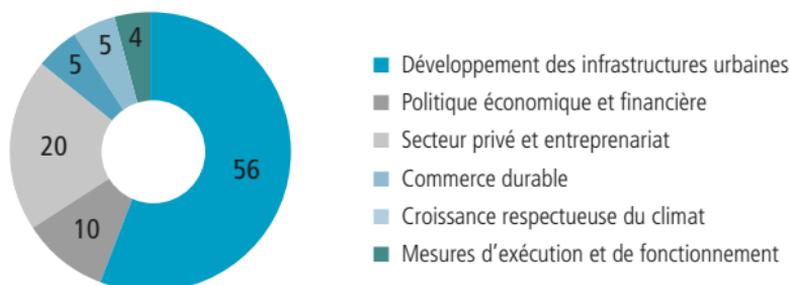


Tableau 12

**PARTENAIRES DE LA DDC POUR DES ACTIVITÉS BILATÉRALES 2013  
(MIO FR.)**

ONG suisses et centres de compétences
dont :
HELVETAS Swiss Intercooperation
Swisscontact
Croix-Rouge suisse
Caritas Suisse
Terre des Hommes, Lausanne
Entraide protestante (EPER)
Pain pour le prochain
Solidar Suisse
Swissaid
Action de Carême
MSF – Médecins sans Frontières
Enfants du Monde
Fondation Village d'enfants Pestalozzi
Fédération genevoise de coopération (FGC)
Solidarmed
Institutions universitaires et de recherche suisses
Secteur privé suisse
Secteur public suisse
Organisations des Nations Unies, actions multilatérales
Institutions financières internationales, actions multilatérales
Autres organisations étrangères et internationales
dont : Comité international de la Croix-Rouge (CICR)
Organisations du Sud et de l'Est
<b>Total des partenaires</b>
Actions directes, coûts de fonctionnement
<b>Total 2013</b>
Total 2012

## Contributions et mandats spécifiques

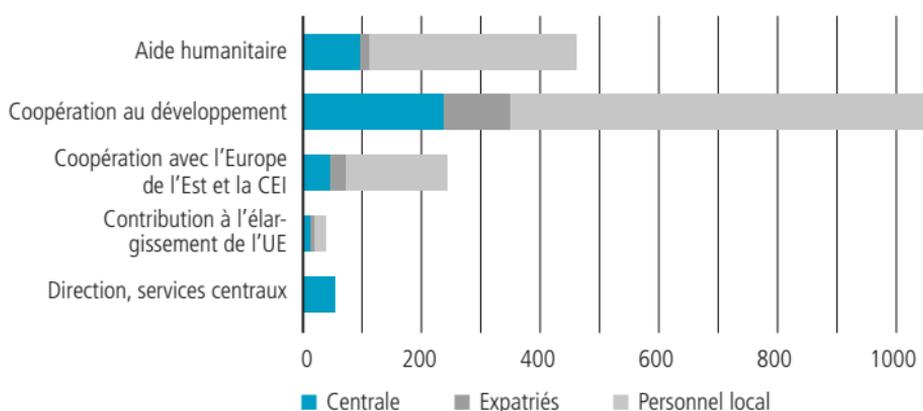
Contrib. Progr. <sup>a</sup>	Aide hum.	Coop. au dév.	Coop. Est	Total <sup>b</sup>
112.6	16.8	106.2	15.3	250.8
10.7	0.3	53.3	9.9	74.2
4.3	0.3	21.1	1.0	26.7
8.5	4.4	–	1.9	14.9
11.0	2.0	–	–	13.0
10.5	0.5	1.4	0.4	12.8
7.4	–	–	1.5	8.9
6.4	–	–	–	6.4
3.2	1.1	2.1	–	6.3
6.2	–	–	–	6.2
5.6	–	–	–	5.6
5.0	0.3	–	–	5.3
2.5	–	1.5	–	4.0
3.5	–	–	–	3.5
3.3	–	–	–	3.3
2.2	0.1	–	–	2.3
–	0.4	30.3	11.1	41.8
–	1.2	32.6	7.2	40.9
–	0.3	8.4	0.7	9.4
–	97.7	115.1	15.3	228.1
–	0.4	27.6	5.4	33.4
–	138.7	111.5	24.5	274.7
–	116.1	3.3	–	119.4
–	7.8	173.2	23.1	204.1
<b>112.6</b>	<b>263.2</b>	<b>604.8</b>	<b>102.6</b>	<b>1 083.2</b>
–	73.8	164.9	20.1	258.8
<b>112.6</b>	<b>336.9</b>	<b>769.7</b>	<b>122.7</b>	<b>1 342.0</b>
86.3	296.2	695.1	104.2	1 181.8

a Contributions générales à des ONG pour des programmes de développement et d'aide humanitaire dans les pays du Sud et de l'Est ; contributions à des centres de compétence pour des activités de sensibilisation.

b Contribution de la DDC à l'élargissement de l'UE (109.3 mio fr. en 2013) non comprise.

Graphique 14

**PERSONNEL DE LA DDC ET DU SECO À FIN 2013 (NOMBRE DE POSTES)**



Au 31 décembre 2013, la DDC finançait 1651 postes en équivalent temps plein, dont 365 à la centrale, 135 expatriés et 1151 employés locaux.

Le centre de prestations Coopération et Développement économiques du SECO finançait au 31 décembre 2013 186 postes en équivalent temps plein, dont 89 à la centrale, 19 expatriés et 78 employés locaux.

**NOMBRE DE PROJETS EN COURS AU 31.12.2013**

	DDC	SECO
0.5–1.0 mio fr.	221	15
1.0–3.0 mio fr.	402	79
3.0–5.0 mio fr.	251	44
à partir de 5.0 mio fr.	253	93
Total	1127	231

**NOMBRE DE REPRÉSENTATIONS EXTÉRIEURES AU 31.12.2013**

Bureaux de coopération <sup>a</sup>	39
Bureaux de programme	25
Bureaux de la contribution à l'élargissement EU <sup>b</sup>	6
Total	70

<sup>a</sup> DDC: 31, SECO: 17 (dont 9 bureaux communs)

<sup>b</sup> Bureaux DDC/SECO

## Impressum

### Editeurs :

Département fédéral des affaires étrangères DFAE

#### **Direction du développement et de la coopération DDC**

Freiburgstr. 130

3003 Berne

Téléphone +41 (0)58 462 44 12

[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)

[deza@eda.admin.ch](mailto:deza@eda.admin.ch)

Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche DEFR

#### **Secrétariat d'Etat à l'économie SECO**

Holzikofenweg 36

3003 Berne

Téléphone +41 (0)58 464 09 10

[www.seco-cooperation.admin.ch](http://www.seco-cooperation.admin.ch)

[info@seco-cooperation.ch](mailto:info@seco-cooperation.ch)

### Rédaction/Coordination/Statistiques :

Etat-major de direction DDC

SECO Coopération

### Graphisme/Conception :

Julia Curty, SUPERSCRIP T GmbH, Brügg b. Biel/Bienne

[www.superscript.ch](http://www.superscript.ch)

### Photos :

Couverture : TAO Images/Getty Images

Autres : DDC

### Imprimerie :

galledia ag

9442 Berneck

Le dépliant statistique du rapport annuel est disponible en français, allemand, italien et anglais.

D'autres exemplaires peuvent être commandés à

[deza@eda.admin.ch](mailto:deza@eda.admin.ch), ou

Téléphone +41 (0)58 462 44 12

Impressum

Editeurs :

Département fédéral des affaires étrangères DFAE

**Direction du développement et de la coopération DDC**

Freiburgstr. 130

3003 Berne

Téléphone +41 (0)58 462 44 12

[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)

[deza@eda.admin.ch](mailto:deza@eda.admin.ch)

Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche DEFR

**Secrétariat d'Etat à l'économie SECO**

Holzikofenweg 36

3003 Berne

Téléphone +41 (0)58 464 09 10

[www.seco-cooperation.admin.ch](http://www.seco-cooperation.admin.ch)

[info@seco-cooperation.ch](mailto:info@seco-cooperation.ch)

Rédaction/Coordination/Statistiques :

Etat-major de direction DDC

SECO Coopération

Graphisme/Conception :

Julia Curty, SUPERSCRIP T GmbH, Biel/Bienne . Berne

[www.superscript.ch](http://www.superscript.ch)

Galerie de photos :

Couverture TAO Images/Getty Images

Page 6 Claudiad/Getty Images

Page 11 Marcus Rose/Panos

Page 18 Robin Hammond/Panos

Page 36 Giacomo Pirozzi/Panos

Page 52 Chris Stowers/Panos

Page 55 Espen Rasmussen/Panos

Page 56 Jacob Silberberg/Panos

Autres photos :

Page 4 Damian Gadal

Page 21 Swiss Aids Care International

Page 20 Sutikno Gindroz

Page 24 Swiss Malaria Group/Jenn Warren

Page 26 Karina Muench

Page 27 Stanica Service for Contemporary Dance/Nenad Milosevic

Page 32 Pamir Energy

Page 38 Jorge Mejira Peralta

Page 39 Leart Zogjani

Page 47 UNIDO

Page 51 Swiss Malaria Group/Kerri Elisabeth Price

Page 57 Physicians for Human Rights

Autres DFAE/DDC, SECO

Imprimerie :

galledia ag

9442 Berneck

Ce rapport annuel est disponible en français,  
allemand, italien et anglais.

D'autres exemplaires peuvent être commandés à :

[deza@eda.admin.ch](mailto:deza@eda.admin.ch), ou

Téléphone +41 (0)58 462 44 12

Berne 2014